

UNE COUR INTERNATIONALE DE L'ENVIRONNEMENT : EST-CE UNE SOLUTION POSSIBLE POUR
PROTÉGER L'ENVIRONNEMENT DANS LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET POLITIQUE
ACTUEL?

Par
Marie-Michèle Piquette

Essai présenté au Centre universitaire de formation
en environnement et développement durable en vue
de l'obtention du grade de maîtrise en environnement (M. Env.)

Sous la direction de Pierre Poulin

MAÎTRISE EN ENVIRONNEMENT
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

Mai 2021

SOMMAIRE

Mots clés : Droit international de l'environnement, Cour internationale de l'environnement, pollution transfrontière, instruments juridiques internationaux, acteurs non étatiques, accords multilatéraux sur l'environnement

Le droit international de l'environnement est né officiellement en 1972 avec la Conférence des Nations unies sur l'environnement humain. Depuis, le droit international de l'environnement a évolué à travers l'adoption de plusieurs principes et par la conclusion de nombreux documents (traités, accords, conventions, plans d'action, déclarations). Au cœur des préoccupations environnementales internationales se trouve la pollution transfrontière, particulièrement celle qui affecte la planète en entier. L'exemple par excellence est les changements climatiques. Malgré les nombreux instruments juridiques pour protéger l'environnement, sa dégradation continue à se faire ressentir. Cet essai tentera de répondre à cette problématique en proposant une solution, soit la création d'une Cour internationale de l'environnement. L'objectif de ce travail est d'analyser si la création d'une Cour internationale de l'environnement est une solution possible aux problèmes environnementaux, particulièrement ceux de nature transfrontière, dans le contexte économique et sociopolitique d'aujourd'hui.

Au cours de cet essai, cinq lacunes du système actuel pour protéger l'environnement sont davantage ressorties : la première est le manque d'expertise à la Cour internationale de justice pour les litiges de nature environnementale; la deuxième est la complexité des enjeux environnementaux, surtout ceux à portée transnationale et globale; la troisième est la prolifération des institutions et organisations environnementales; la quatrième est l'impossibilité pour les entités non étatiques de prendre part activement au droit international de l'environnement; et la dernière concerne l'absence ou l'inadéquation des mécanismes d'application dans les accords multilatéraux sur l'environnement. En réponse à ces lacunes, l'essai propose la création d'une Cour internationale de l'environnement.

Ensuite, cette proposition a été analysée selon le contexte économique et sociopolitique d'aujourd'hui. La Cour internationale de l'environnement s'avère un instrument juridique et administratif trop ambitieux pour le moment, et ce, pour plusieurs raisons, comme le manque de volonté des États à renoncer à une partie de leur souveraineté, les croyances divergentes des partis politiques et la crise sanitaire. Les recommandations formulées visent à promouvoir la création de la Cour internationale de l'environnement et à améliorer le système international actuel pour protéger l'environnement. Les recommandations sont : offrir une éducation environnementale et donner l'information scientifique adéquatement à la population; renforcer la coopération entre les États; augmenter l'expertise de la Cour internationale de justice en droit international de l'environnement; améliorer la gouvernance du droit international de l'environnement; inclure les acteurs non étatiques en tant qu'acteur actif du droit international de l'environnement; et profiter de la crise sanitaire pour modifier le système économique international et instaurer de nouvelles solutions durables.

REMERCIEMENTS

L'écriture de cet essai n'a pas été de tout repos. Ce travail fut un apprentissage constant. Malgré la paralysie de l'anxiété, c'est avec beaucoup de fierté que je peux dire que j'ai enfin fini ce texte. Il n'y a rien de parfait et l'atteinte de l'excellence n'est pas toujours possible. Je ne serais jamais arrivée à finir cet essai sans l'aide et le soutien de plusieurs personnes.

Je tiens, tout d'abord, à remercier mon directeur d'essai Pierre Poulin. Merci pour ta patience, tes conseils, ta compréhension et tes commentaires constructifs. Grâce à nos conversations et tes courriels d'encouragement, tu m'as permis de terminer ce texte. ENFIN !

Je dois souligner la compréhension et le soutien du CUFE, particulièrement de Judith. Merci d'avoir été si patiente avec moi.

Cet essai n'aurait jamais vu le jour sans l'appui de ma famille et mes amis.

Je tiens, particulièrement, à remercier ma mère. Elle est la personne sur qui j'ai toujours pu compter. J'ai beaucoup de reconnaissance pour tout le temps qu'elle a pris pour m'écouter et me comprendre.

Mon frère, mon sauveur, ma motivation et mon pilier. Je te remercie d'exister et d'être aussi bon pour moi !

Merci à mes amis, surtout à mon amie Maude, qui a dû m'endurer et m'écouter me plaindre que trop souvent. Merci de ton support ma superbe amie. Kelly, toi, qui comprends que trop bien ce que je vis, je te remercie de tout ce que tu as fait pour favoriser l'écriture de cet essai.

Finalement, un petit clin d'œil à mon copain Alexandre ! C'est enfin fini, tu vas pouvoir m'entendre parler d'autres choses... je serai définitivement plus agréable. ;)

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
1. LE DROIT INTERNATIONAL DE L'ENVIRONNEMENT	3
1.1 L'évolution du droit international de l'environnement.....	3
1.1.1 La Conférence des Nations unies sur l'environnement humain de 1972 (CNUEH).....	3
1.1.2 La Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement de 1992 (CNUED).....	5
1.1.3 Le Sommet mondial sur le développement durable de 2002 (SMDD)	6
1.1.4 La Conférence des Nations unies sur le développement durable de 2012 (CNUDD)	7
1.1.5 L'Accord de Paris de 2015.....	8
1.2 Le droit international de l'environnement et ses fonctions	9
1.3 Les principes fondamentaux du droit international de l'environnement.....	11
1.3.1 Le concept de développement durable.....	11
1.3.2 Le principe de souveraineté permanente des ressources naturelles	12
1.3.3 Le principe de prévention.....	13
1.3.4 Le principe de précaution.....	14
1.3.5 Le principe de participation publique	14
1.3.6 Le principe de pollueur-payeur	15
1.3.7 Le principe de responsabilités communes, mais différenciées	16
2. LES INSTRUMENTS JURIDIQUES POUR CONFLITS ENVIRONNEMENTAUX	17
2.1 La Cour internationale de justice (CIJ).....	17
2.1.1 Le rôle de la CIJ et ses compétences.....	18
2.1.2 La CIJ et l'environnement	19
2.2 Le Tribunal international du droit de la mer (TIDM)	22
2.2.1 Le rôle du TIDM et ses compétences	23
2.2.2 Le TIDM et l'environnement.....	23
2.3 Les cours des droits de l'homme	25
2.3.1 La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) et l'environnement	26

2.3.2 La Cour interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) et l'environnement	27
2.3.3 La Cour africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP) et l'environnement	28
2.4 L'Organisation mondiale du commerce (OMC).....	29
2.4.1 Le rôle de l'OMC et ses compétences.....	30
2.4.2 L'OMC et l'environnement	30
3. L'ENVIRONNEMENT, LES ACTEURS ET LES ENJEUX	33
3.1 Les problèmes environnementaux à portée transnationale.....	33
3.1.1 Les changements climatiques, l'exemple par excellence.....	35
3.2 Les acteurs multiples	36
3.2.1 Les États	36
3.2.2 Les organisations intergouvernementales.....	36
3.2.3 Les acteurs non étatiques.....	38
3.3 Les accords multilatéraux sur l'environnement (AME).....	41
3.3.1 La complexité du sujet	41
3.3.2 La multitude d'institutions.....	42
3.3.3 Les mécanismes inexistantes ou inadéquats	43
4. LA COUR INTERNATIONALE EN ENVIRONNEMENT	44
4.1 Le modèle de la Cour internationale de l'environnement	45
4.1.1 La compétence	45
4.1.2 Les membres	47
4.1.3 Le fonctionnement	48
4.2 Le financement.....	49
4.3 Le processus d'implantation.....	50
5. LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE, POLITIQUE ET SOCIAL ACTUEL EST-IL PROPICE À L'INSTAURATION D'UNE COUR INTERNATIONALE DE L'ENVIRONNEMENT?	51
5.1 Historique des tensions entre le Nord et le Sud.....	51
5.1.1 De Stockholm au rapport <i>Brundtland</i>	52
5.1.2 De Rio 1992 au <i>Protocole de Kyoto</i>	53

5.1.3 De Johannesburg au <i>Pacte mondial de l'environnement</i>	55
5.2 Contexte économique, social et politique actuel	59
5.2.1 L'économie mondiale	60
5.2.2 La politique et les mouvements sociaux	61
5.3 Les constats	63
5.3.1 Premier constat : Le principe de souveraineté	63
5.3.2 Deuxième constat : Le PNUE et ses pouvoirs restreints	64
5.3.3 Troisième constat : Les relations internationales	64
5.3.4 Quatrième constat : Les acteurs non étatiques	65
5.4 Le résultat	65
6. LES RECOMMANDATIONS	68
6.1 Les recommandations pour la création d'une Cour internationale de l'environnement	68
6.1.1 L'éducation et l'information de la population	68
6.1.2 Le renforcement de la coopération entre les États	68
6.2 Les recommandations pour l'amélioration du système actuel	69
6.2.1 L'augmentation de l'expertise de la CIJ en droit international de l'environnement	69
6.2.2 Une meilleure gouvernance du droit international de l'environnement	69
6.2.3 L'inclusion des acteurs non étatiques en droit international de l'environnement	70
6.2.4 La crise sanitaire	70
CONCLUSION	72
RÉFÉRENCES	75

LISTE DES ACRONYMES, DES SYMBOLES ET DES SIGLES

AGNU	Assemblée générale des Nations unies
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
AME	Accords multilatéraux sur l'environnement
BM	Banque mondiale
CADHP	Cour africaine des droits de l'homme et des peuples
CC	Changements climatiques
CCNUCC	Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques
CDD	Commission du développement durable
CDN	Contributions déterminées au niveau national
CEDH	Cour européenne des droits de l'homme
CEPI	<i>Coalition for Epidemic Preparedness Innovations</i>
CFC	Chlorofluorocarbure
CH ₄	Méthane
CIDH	Cour interaméricaine des droits de l'homme
CIE	Cour internationale de l'environnement
CIJ	Cour internationale de justice
CNUDD	Conférence des Nations unies sur le développement durable
CNUDM	Convention des Nations unies sur le droit de la mer
CNUED	Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement
CNUEH	Conférence des Nations unies sur l'environnement humain
CO ²	Dioxyde de carbone
COVAX	<i>COVID-19 Vaccines Global Access</i>
COVID-19	SRAS-CoV-2 ou maladie à coronavirus 2019
CP	Conférence des Parties
CPI	Cour pénale internationale
CPJI	Cour permanente de justice internationale
DD	Développement durable
DIE	Droit international de l'environnement
DUDH	Déclaration universelle des droits de l'homme
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FMI	Fonds monétaire international
G20	Groupe des 20
G7	Groupe des 7
G77	Groupe des 77
G8	Groupe des 8

GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
GES	Gaz à effet de serre
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
HFC	Hydrofluorocarbures
ICE	International Court of the Environment
ICEF	International Court of the Environment Foundation
ISO	International Organization of Standardization
IUCN	International Union for Conservation of Nature
MEA	Traités multilatéraux en matière environnementale
MOX	Mixed Oxide
N ₂ O	Protoxyde d'azote
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
ODD	Objectifs de développement durable
OEA	Organisation des États américains
OIG	Organisations intergouvernementales
OIT	Organisation internationale du travail
OMC	Organisation mondiale du commerce
OME	Organisation mondiale de l'environnement
OMI	Organisation maritime internationale
OMM	Organisation de météorologie mondiale
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONGE	Organisations non gouvernementales environnementales
ONU	Organisation des Nations unies
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
ORD	Organe de règlement des différends
PED	Pays en développement
PIB	Produit intérieur brut
PME	Pacte mondial de l'environnement
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations unies pour l'environnement
SF ₆	Hexafluorure de soufre
SLAPP	Poursuites stratégiques contre la mobilisation publique
SMDD	Sommet mondial sur le développement durable
TIDM	Tribunal international du droit de la mer
UE	Union européenne
UICN	Union internationale pour la conservation de la nature
UNGA	<i>United Nations General Assembly</i>

UNCTD	<i>United Nations Conference on Trade and Development</i>
UNEP	<i>United Nations Environment Programme</i>
UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance
URSS	Union des républiques socialistes soviétiques
WBCSD	<i>World Business Council for Sustainable Development</i>
WCED	<i>World Commission on Environment and Development</i>
WWF	<i>World Wildlife Fund for Nature</i>

INTRODUCTION

En 2020, la population mondiale s'élevait à plus de 7,7 milliards d'êtres humains (Leridon, 2020). La consommation des ressources naturelles s'accroît d'année en année. Toutefois, le 22 août 2020, l'atteinte de la capacité de renouvellement est arrivée, soit trois semaines après la date de l'an précédent. Les experts s'entendent pour dire que cette amélioration n'était pas représentative en raison de la pandémie. En 2020, il aurait fallu 1,6 planète pour subvenir à la consommation de la société. (Agence France-Presse, 2020, 21 août) Cette consommation se fait au détriment des générations futures. Les nouvelles médiatiques regorgent d'événements catastrophiques d'ordre écologique (les incendies de forêt, les inondations répétitives, les tempêtes et les ouragans plus fréquents, etc.). (International Institute for Sustainable Development, Earth Negotiations Bulletin, 2021) Les enjeux environnementaux semblent prendre de plus en plus d'importance dans les discours politiques, les médias et les revendications sociales.

En réponse à ces enjeux, la société s'est dotée de plusieurs instruments juridiques au niveau national, régional et international. Au niveau national, certains pays ont des réglementations plutôt développées concernant la protection de l'environnement, par exemple le Danemark. Par contre, elle se doit d'être plus que des lois ou des règlements nationaux (Wendling, Emerson, de Sherbinin, Esty et al., 2020). La protection de l'environnement devrait être, aussi, une question d'ordre international, surtout quand le problème dépasse les capacités nationales (ex. la pollution transfrontière). Les acteurs de la scène internationale ont négocié plusieurs traités, déclarations, plans d'action et conventions pour cibler les problèmes environnementaux. Toutefois, ces écrits ne sont pas parvenus à répondre à toutes les lacunes du système juridique international pour protéger l'environnement. La preuve est que la situation s'aggrave tous les jours : l'environnement se détériore, la biodiversité diminue, la pollution s'intensifie, les ressources naturelles s'épuisent et les êtres humains et leur santé en sont affectés (International Institute for Sustainable Development, Earth Negotiations Bulletin, 2021).

C'est dans cette optique que l'essai propose une solution, soit la création d'une Cour internationale de l'environnement (CIE). Cependant, l'instauration d'une nouvelle institution juridique au sein de la communauté internationale ne saurait se faire sans l'accord des États. Les décisions à portée internationale prises par les États peuvent être affectées par plusieurs facteurs, par conséquent, l'essai en prendra en compte dans son analyse afin d'offrir les meilleures recommandations.

L'objectif général de l'essai est d'analyser si la création d'une Cour internationale de l'environnement (CIE) est une solution viable dans le contexte économique et sociopolitique actuel afin de protéger l'environnement, particulièrement dans les cas de pollution transfrontière. Pour réaliser l'objectif général, sept objectifs spécifiques ont été formulés. Le premier est de présenter l'évolution du droit international en environnement (DIE) ainsi que ses principes fondamentaux. Le deuxième est d'exposer les différents instruments juridiques pour régler les conflits environnementaux au niveau international. Le troisième est

de définir la pollution transfrontière. Le quatrième est de présenter les différents acteurs du DIE et les différentes problématiques associées à ce dernier. Le cinquième est de détailler les fondements et les contours d'une CIE tout en y apportant un regard critique. Le sixième est d'analyser le contexte économique et sociopolitique d'aujourd'hui afin de déterminer si le modèle de la CIE serait une solution viable pour protéger l'environnement. Finalement, le dernier est de formuler des recommandations de manière globale et particulière pour promouvoir la création d'une CIE et pour améliorer le système en place.

Une revue littéraire a été effectuée dans le but de bien présenter les concepts de DIE et les instruments juridiques disponibles lors de conflits environnementaux. Elle a permis de définir les enjeux de la pollution transfrontière et ceux reliés au DIE. La revue littéraire a aussi permis de dresser un portrait des parties prenantes. De plus, elle a contribué au développement des fondements et des contours du modèle de la CIE ainsi qu'à l'analyse du contexte économique et sociopolitique actuel. Plus spécifiquement, la littérature a offert les données qualitatives sur lesquelles l'analyse est fondée. Pour assurer une qualité des recherches d'informations, une attention particulière a été portée à la méthode de travail. Afin de respecter les critères de fiabilité, de crédibilité, d'exactitude et d'actualité, une stratégie de recherche a été développée. (Diapason, s.d.) Les sources sont variées (livres, périodiques, traités, lois, conventions, vidéos, sites internet, etc.) et ont été recensées à partir de banques de données (ex. *ProQuest*, *HeinOnline*, *Oxford Scholarly Authorities on International Law*, etc.), de sites internet gouvernementaux, de *Google Scholar*, de livres, d'articles de périodiques et de sites internet spécialisés. Les sources sont en quantité suffisante pour bien cibler les propos et pour couvrir les divers points de vue.

L'essai tentera en six chapitres de répondre à l'objectif principal et aux objectifs spécifiques. Pour ce faire, le premier chapitre offrira un portrait de l'évolution du DIE ainsi qu'une description de ses fonctions et ses principes fondamentaux. Le deuxième chapitre présentera quelques instruments juridiques pertinents à la résolution de conflits environnementaux, tels que la Cour internationale de justice, le Tribunal du droit de la mer, trois cours régionales des droits de l'homme et l'Organisation du commerce. Ce chapitre expliquera l'implication de ces instruments avec le DIE, et ce, en présentant quelques cas jurisprudentiels. Le troisième chapitre prendra le temps de présenter les problèmes environnementaux de nature transfrontière ainsi que les parties prenantes du DIE. Ce chapitre conclura avec une liste non exhaustive de problèmes associés avec le DIE. Le quatrième chapitre élaborera un modèle de CIE pour répondre aux lacunes exposées dans les chapitres précédents tout en y portant un regard critique. Le cinquième chapitre analysera l'évolution des positions des États par rapport à la protection de l'environnement, ainsi que le contexte économique, politique et social actuel. Ce chapitre interprétera les résultats de la confrontation du modèle de la CIE aux constatations de l'analyse. Le sixième chapitre se divise en deux dans le but de proposer quelques recommandations globales et particulières pour promouvoir l'idée d'une CIE et pour améliorer le système déjà en place pour une meilleure protection de l'environnement. L'essai conclura avec un retour sur le travail et sur l'atteinte des objectifs établis dans cette introduction.

1. LE DROIT INTERNATIONAL DE L'ENVIRONNEMENT

Dans les dix dernières années, le sujet de l'environnement se trouve au centre des préoccupations autant nationales qu'internationales. À la suite de la prolifération des rapports scientifiques démontrant l'état déplorable des écosystèmes, de l'augmentation de la conscientisation environnementale par rapport à l'urgence d'agir et aux problèmes de santé reliés à la pollution, l'environnement devient un thème d'actualité dans la deuxième partie du 20^e siècle. Depuis les cinquante dernières années, le droit international de l'environnement (DIE) a évolué grandement afin de protéger l'environnement et, par conséquent, les êtres humains. Cependant, il doit maintenant progresser davantage.

Il serait difficile de proposer la création d'un nouvel organe judiciaire, comme une Cour internationale en environnement (CIE), sans d'abord faire un portrait de l'évolution du DIE ainsi que de comprendre les principes qui le dictent. Ce chapitre exposera l'historique du DIE pour ensuite faire un survol de l'objet et des fonctions du DIE. Enfin, ce chapitre présentera un résumé des principes fondamentaux de ce droit et de leurs applications.

1.1 L'évolution du droit international de l'environnement

Le DIE s'est davantage développé au cours des cinquante dernières années. (Arbour et al., 2016) À son apparition, ce droit prônait majoritairement la protection des ressources naturelles plutôt que l'environnement comme tel. Le développement de la conscience environnementale est survenu plus tard, soit dans les années 1970, à la suite de plusieurs événements. Parmi ceux-ci, il est pertinent de mentionner le *Meadows Report* et les cas de pollution au mercure au Japon causant des torts immenses à la population et à l'environnement. (Dupuy et Viñuales, 2015) Le rapport *Meadows* en était plutôt un de nature économique. Celui-ci a conclu que la Terre avait des limites considérables quant à la régénération de ses ressources et que l'humanité risque d'être à court de celles-ci dans un futur rapproché, et ce, en raison d'une forte croissance démographique et d'une surconsommation. (Meadows et al., 1972) Une succession de problématiques et de constatations environnementales ont forcé l'Organisation des Nations unies (ONU) à agir et à prendre les devants afin de rallier les pays à cette cause. (Dupuy et Viñuales, 2015) C'est pourquoi en juin 1972, l'ONU a convoqué les États membres à la Conférence de Stockholm sur l'environnement humain (CNUEH). Pour plusieurs, cette conférence est connue comme le point de départ du DIE. (Arbour et al., 2016; Dupuy et Viñuales, 2015)

1.1.1 La Conférence des Nations unies sur l'environnement humain de 1972 (CNUEH)

Suivant la révolution industrielle du 18^e siècle, il y a eu une forte augmentation de l'utilisation des ressources naturelles. De plus, la fin des deux Guerres mondiales a entraîné l'ouverture des marchés mondiaux. Cette effervescence économique a provoqué une hausse exponentielle des systèmes de production, de

l'utilisation de produits toxiques rejetés dans l'environnement, et conséquemment, des problèmes de santé causés par la pollution. Cette situation a forcé les Nations unies à inviter ses pays membres à une conférence sur l'environnement, soit la Conférence des Nations unies sur l'environnement humain (CNUEH).

La CNUEH a permis plusieurs avancées dans le domaine de l'environnement, soit en élaborant une déclaration de 26 principes introduisant l'environnement comme un enjeu international (la *Déclaration de Stockholm*) et en créant un nouvel organe au sein des Nations unies, le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE). (Dupuy et Viñuales, 2015)

Lors de la CNUEH, les gouvernements des États sont appelés à s'unir pour préserver et améliorer l'environnement, et ce, non seulement pour l'immédiat, mais aussi pour les générations futures. (Dupuy et Viñuales, 2015) La *Déclaration de Stockholm* a été écrite dans ce sens. Un des principes importants du DIE a été cristallisé dans cette *Déclaration*, soit le droit des États à la souveraineté d'exploiter les ressources naturelles qui sont sur leur territoire sans toutefois causer préjudice aux autres États. (Arbour et al., 2016, *Déclaration de Stockholm*, article 21) Ce principe sera davantage abordé dans la sous-section 1.3.2.

Sur le même élan de protection, une *Charte mondiale de la nature* a été adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU, le 28 octobre 1982, afin d'unir l'humanité et la nature en implantant un « code moral d'action ». Dans son préambule, elle énonce que :

« Toute forme de vie est unique et mérite d'être respectée, quelle que soit son utilité pour l'homme, et, afin de reconnaître aux autres organismes vivants cette valeur intrinsèque, l'homme doit se guider sur un code moral d'action ». (*Charte mondiale de la nature*, 1982)

De plus, selon l'article 14 de la *Charte mondiale de la nature* (1982) : « Les principes énoncés dans la présente *Charte* trouveront leur expression dans la législation et la pratique de chaque État, ainsi qu'au niveau international. » À la lecture de la *Charte mondiale* (1982), les États, bien que fortement conseillés de suivre cette *Charte*, n'y sont pas obligés. L'État « [...] s'efforcera d'assurer la réalisation des objectifs et autres dispositions de la présente charte » (*Charte mondiale de la nature*, article 24).

La Conférence à Stockholm a instauré plusieurs nouveaux éléments à la scène internationale, y compris le Programme des Nations unies pour l'Environnement (PNUE). Ce programme a été développé à la suite de la mise en œuvre du plan d'action de Stockholm. Le PNUE avait pour objectif d'encadrer les actions environnementales (l'évaluation environnementale, la gestion environnementale, le développement du DIE et le développement de mesures de soutien) au niveau du système onusien. (Arbour et al., 2016; Dupuy et Viñuales, 2015; Nanda et Pring, 2013) Le PNUE est, maintenant, reconnu comme une entité importante pour la défense de l'environnement à l'international. Le PNUE se concentre actuellement sur « les changements climatiques, les désastres et conflits, la gestion des écosystèmes, la gouvernance

environnementale, les substances toxiques et l'utilisation des ressources » (Sundholm, S.d.). Il soutient les États dans leurs actions pour l'environnement, comme la rédaction des lois, des règlements ou pour la réalisation de projets de développement durable. Le PNUE est utile dans la mesure où les États veulent s'y soumettre, par contre il n'a pas le pouvoir d'imposer des sanctions ayant force juridique ou de forcer les États à entreprendre des actions concrètes. Le PNUE n'est pas pour autant inutile, il a participé activement au développement du DIE en s'impliquant dans la négociation et la signature de multiples traités et conventions. Parmi les plus populaires, il y a la *Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone* en 1985, le *Protocole de Montréal* en 1987 et la *Convention-cadre sur les changements climatiques* en 1992. (Arbour et al., 2016; Nanda et Pring, 2013; Petsonk, 1990)

En 1987, un rapport important a été produit par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement de l'Organisation des Nations unies, soit le rapport *Brundtland* « Notre avenir à tous ». Le concept de développement durable y est apparu pour la première fois. Il est défini ainsi : « Le développement durable est un mode de développement qui répond aux besoins des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. » (World Commission on Environment and Development [WCED], 1987) Ce rapport illustre de nombreux problèmes environnementaux que subissait la planète ainsi que ses habitants, par exemple la fuite de pesticides à Bhopal en Inde ou les pluies acides en Amérique du Nord. Le rapport *Brundtland* suggérait des stratégies et des pistes de solutions à ces problèmes. Selon ce rapport, l'environnement devait être abordé dans les sphères sociales et économiques afin de bien répondre aux préoccupations. Ces constatations ont mené l'Assemblée générale de l'ONU à convoquer une deuxième conférence, et ce, sur l'environnement et le développement. Celle-ci a eu lieu à Rio en 1992. (Arbour et al., 2016)

1.1.2 La Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement de 1992 (CNUED)

Après les résultats décevants du plan d'action de Stockholm et les constatations du rapport *Brundtland*, une autre conférence des Nations unies a été convoquée, en 1992, ayant comme sujet l'environnement et le développement. Un plan d'action « Action 21 » a été adopté par 175 États afin de protéger et soutenir les forêts ainsi que l'environnement. (Arbour et al., 2016, Dupuy et Viñuales, 2015; Maljean-Dubois, 2002) Ce plan d'action, très ambitieux, proposait une façon de résoudre les problèmes reliés directement ou indirectement à l'environnement, et ce, en alliant les forces des États. La Commission du développement durable (CDD) a été formée, lors de cette Conférence, essentiellement pour assurer le suivi du plan d'action « Action 21 ou Agenda 21 ». Subséquemment, les organisations internationales et les gouvernements devaient soumettre des rapports à cette commission afin qu'elle réalise son mandat, soit d'évaluer le progrès de leurs actions. Le Forum politique de haut niveau pour le développement durable remplacera progressivement, en 2012, le CCD. La *Déclaration de Rio* (1992) a cristallisé la plupart des principes fondamentaux du DIE comme le principe de prévention, le principe de précaution, le principe de pollueur-

payeur, etc. (Arbour et al., 2016; Dupuy et Viñuales, 2015; Lavallée et Woitrin, 2015) Ceux-ci seront davantage abordés dans la section 1.3.

La CNUED a fait avancer le DIE avec la signature de deux conventions clés soit la *Convention-cadre sur les changements climatiques* (1992) et la *Convention sur la diversité biologique* (1992). La *Convention-cadre sur les changements climatiques* de 1992 (CCNUCC) a établi des principes afin de guider les États vers une meilleure coopération, et ce, dans le but de diminuer les émissions de GES. Instaurée par la CCNUCC, la Conférence des Parties (CP) est l'organe qui régit son application. De plus, la CP évalue la progression et l'atteinte des objectifs des parties. En plus de créer des obligations d'information sur leurs émissions de GES des parties, la CP est un forum qui permet d'adopter de nouveaux instruments juridiques. Les deux meilleurs exemples d'instruments sont le *Protocole de Kyoto* (1997) et l'*Accord de Paris* (2015). (Arbour et al., 2016)

Le *Protocole de Kyoto* (1997) vise à réduire les émissions de GES. Il proposait des objectifs en deux étapes. La première engageait les parties à réduire leurs émissions de GES d'au moins 5 % par rapport à l'année de référence 1990, pour les années 2008 à 2012. La deuxième demandait une réduction de 20 % par rapport à l'année de référence pour les années 2013 à 2020. Le *Protocole* a été signé par plusieurs États, mais c'est avec la ratification de la Russie que celui-ci est entré en vigueur en 2005. Malgré les 192 pays signataires, l'absence de ratification des États-Unis d'Amérique et le retrait du Canada au *Protocole de Kyoto* (12 décembre 2012) démontrent des lacunes dans le système afin de protéger l'environnement et la population mondiale. Le *Protocole* imposait de bonnes obligations aux États afin d'atteindre les objectifs fixés, malheureusement, les États-Unis n'ayant pas ratifié le document en question ont été exemptés de ces obligations. À l'époque, ils étaient le plus gros émetteur de GES, par conséquent, un des États ciblés par ce *Protocole*. (Arbour et al., 2016; Organisation des Nations unies [ONU], s.d.a) Quand les grands pollueurs peuvent être exemptés de se soumettre à des obligations à portée mondiale, est-ce qu'il n'y a pas là un problème dans le processus de protection de l'environnement?

La Conférence de Rio (1992) a aussi introduit deux autres conventions qui se sont conclues dans les années suivantes. La première, adoptée en 1994, est la *Convention internationale sur la lutte contre la désertification*. La deuxième, adoptée en 1995, est la *Convention de New York sur la conservation des stocks chevauchants*. Ces conventions sont considérées comme des avancées en DIE. (Arbour et al., 2016; Dupuy et Viñuales, 2015; Maljean-Dubois, 2002)

1.1.3 Le Sommet mondial sur le développement durable de 2002 (SMDD)

Dix ans après la conférence à Rio, le Sommet mondial sur le développement durable (SMDD) de Johannesburg n'a pas été un sommet très bénéfique pour faire avancer le DIE. Le SMDD a été convoqué pour faire le point sur l'évolution des objectifs de Rio. En conclusion, l'environnement continuait de se

détériorer et les objectifs étaient loin d'être atteints. (Dupuy et Viñuales, 2015) Aucun texte d'ampleur ni de nouveaux principes ne sont nés de cette conférence. La *Déclaration de Johannesburg* réitérait principalement les mêmes considérations que la *Déclaration de Rio*. Par contre, afin de bien mettre en œuvre les nouveaux objectifs de la *Déclaration du Millénaire* ainsi que le plan d'action de Johannesburg, une entente a été prise par les États pour s'engager à y participer. (Arbour et al., 2016)

La *Déclaration du Millénaire* a établi huit buts à atteindre. Ces buts, à la fois réalistes et mesurables, touchaient la protection des populations vulnérables et des enfants, le respect des valeurs, le maintien de la paix et de la sécurité, l'éradication de la pauvreté, la protection de l'environnement, les droits de l'homme, la démocratie, la bonne gouvernance ainsi que le renforcement de l'ONU. Ces objectifs ont été écrits dans un esprit de collaboration et de participation des États, et ce, sous le thème du développement durable. (Sustainable Development Goals Fund, s.d.) La date butoir pour l'atteinte de ses objectifs était fixée pour 2015. Les résultats des huit objectifs étaient mitigés. Par exemple, le premier Objectif du Millénaire de réduire la pauvreté a été atteint avec une diminution de plus de la moitié des personnes vivant dans l'extrême pauvreté. Cependant, l'inégalité entre les sexes, la faim, la perte de biodiversité, l'accès aux toilettes et aux endroits d'assainissement et le développement durable, entre autres, n'ont pas rencontré les cibles fixées. L'ONU a décidé de continuer ses Objectifs du Millénaire de développement, après 2015, en adoptant les Objectifs de développement durable (ODD). (Organisation des Nations unies [ONU], 2014; Organisation des Nations unies [ONU], 2015)

1.1.4 La Conférence des Nations unies sur le développement durable de 2012 (CNUDD)

En 2012, une nouvelle conférence des Nations unies a eu lieu, soit 20 ans après la CNUED. La Conférence des Nations unies sur le développement durable (CNUDD) aussi connue sous le nom Rio+20 n'a pas amené de nouveaux traités à la scène internationale.

Rio+20 a réaffirmé le statut du PNUE. De plus, avec le document « L'avenir que nous voulons », les pouvoirs du PNUE ont été actualisés et renforcés. Son mode de financement a été changé afin d'assurer sa pérennité et d'offrir un meilleur soutien aux États. Avec la CNUDD, l'ONU, en plus des contributions volontaires des autres acteurs, est devenue le soutien financier du PNUE. (Arbour et al., 2016; Lavallée, 2013; Nanda et Pring, 2013) Plusieurs discussions ont eu lieu, dans les années 2010, afin de mettre sur pied « une véritable Organisation des Nations unies pour l'environnement ». Par contre, malgré l'appui de plusieurs pays comme la France et la Corée du Sud, le projet ne s'est jamais concrétisé. Nombreux pays, y compris les États-Unis, le Brésil et le Canada ont rejeté l'idée. (Arbour et al., 2016; Lavallée, 2013)

Rio+20 s'articulait principalement autour de deux thèmes, soit « l'économie verte dans le contexte du développement durable et l'éradication de la pauvreté, et le cadre institutionnel du développement ». (Doran et al., 2012) Rio+20 a ainsi développé de nouveaux Objectifs de développement durable (ODD) pour la

période après 2015 dans le cadre de son Agenda 2030. Les 17 Objectifs et ses 169 cibles proposés par l'Assemblée générale de l'ONU varient dans les trois sphères du DD plaçant l'éradication de la pauvreté et de la faim dans le monde en premier plan. Cette résolution tenait, encore une fois, à unifier les États et tenter de résoudre les grands problèmes mondiaux. (Assemblée générale des Nations Unies, 2015; Lavallée, 2013)

1.1.5 L'Accord de Paris de 2015

L'*Accord de Paris* (2015) est le premier accord international sur le climat. Il s'est conclu lors de la vingt et unième réunion de la Conférence des Parties (COP21). L'*Accord de Paris* (2015) a été ratifié par 197 pays en date du 4 novembre 2020. Les États-Unis sont le seul pays à s'être retirés. (Shields, 2020, 5 novembre) Cependant, le décret présidentiel de Joe Biden émis en janvier 2021 a permis aux États-Unis d'être de nouveau membre de l'*Accord de Paris* en février 2021 (Agence France-Presse, 2021, 19 février).

Cet *Accord* vise à réduire les GES produits par les États, et ce, dans le but de maintenir une augmentation des températures moyennes de la Terre « nettement en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels ». L'objectif s'est un peu plus précisé pour établir une limite de 1,5 °C. Les rapports du groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), spécialement le cinquième rapport de 2013 et le rapport spécial de 2018, sont la base scientifique de ces objectifs. Les parties à l'*Accord* se sont soumises aux recommandations afin de prévenir les conséquences irréversibles sur l'environnement et les populations. (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat [GIEC], 2018; World Meteorological Organization, s.d.)

Beaucoup d'espoir reposait sur l'*Accord de Paris* (2015), mais ce document n'a pas réussi à faire diminuer les émissions de GES produites par les États de façon significative. L'*Accord de Paris* (2015) oblige les États membres à se fixer des « contributions déterminées au niveau national [CDN] », ce qui équivaut à des objectifs nationaux de réduction des GES. Chaque cinq ans, les membres doivent soumettre un rapport concernant leur progrès et leur nouvelle CDN. Cependant, aucun mécanisme n'a été mis en place pour faire respecter les CDN établis. Les États doivent, selon leur capacité, atteindre ces objectifs, mais aucune obligation légale n'en découle. L'*Accord de Paris* (2015) encadre les pays membres. L'application de celui-ci est basée sur la bonne volonté des États. (Arbour et al., 2016; Sachs, 2019)

En 2021, l'ONU décrie le manque d'actions concrètes posées par les États afin d'atteindre l'objectif de diminuer les émissions de GES mondiales de 45 % d'ici 2030 comparativement au niveau d'émission de 2010. L'ONU appelle les États à emboîter le pas vers des CDN plus ambitieux et de « joindre le geste à la parole ». (Secrétariat de la Convention-cadre des Nations unies pour les changements climatiques, 2021)

1.2 Le droit international de l'environnement et ses fonctions

Le DIE a beaucoup changé au cours des 20^e et 21^e siècles. Le besoin n'est plus le même. Le point focal n'est plus de protéger les ressources naturelles en soi, mais de protéger l'environnement dans son ensemble et dans une vision de développement durable. Certaines conventions comme celle sur le droit de la mer (1986), celle de la biodiversité (1992) et celle de la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance (1979) concrétisent cette vision. (Arbour et al., 2016)

Le concept de développement durable s'articule sur les plans économique, social et environnemental. Ces trois sphères interviennent dans les réflexions, les négociations et l'écriture des traités, des conventions, des accords et tous autres écrits internationaux. Le défi demeure de concilier le développement économique et la protection de l'environnement. Selon le rapport *Brundtland*, il est primordial que ces trois sphères soient sur le même pied d'égalité afin d'accomplir le développement durable. Le DIE évolue autant dans les domaines économiques que sociaux. Il s'intéresse au bien-être de la nature et des êtres humains dans un contexte de développement. Le DIE contribue à la protection de l'environnement, comme l'instauration de mécanismes de prévention dans les cas de pollution afin que les humains puissent jouir d'un environnement sain. (Arbour et al., 2016)

Afin de remplir ses fonctions et d'atteindre ses objectifs, le DIE se doit d'encadrer les actions des États par l'entremise de normes et de lois acceptées par les représentants des États. En plus de l'adhésion des États, il doit y avoir des mécanismes de surveillance, de financement, de reddition de compte, de gestion et d'appui pour assurer la pérennité et le respect de ces normes. Finalement, une autre fonction du DIE est d'aider les États à trouver un terrain d'entente lors de négociations pour les traités environnementaux. (Arbour et al., 2016)

Le droit international est un droit consensuel, il est de la volonté des États de le faire évoluer en signant des traités, des accords, des conventions, etc. Les traités multilatéraux en matière environnementale (MEA), aussi appelés accords multilatéraux sur l'environnement (AME), ne font pas exception. Ce sont donc les États qui peuvent les négocier, les signer et les ratifier. La *Convention de Vienne sur le droit des traités* (1969) établit des barèmes à suivre pour chaque étape de la formation des traités. Par exemple, elle dicte le nombre d'États qui doivent ratifier un traité afin que celui-ci entre en vigueur quand les États n'ont rien stipulé dans le traité en question. Ce sont aussi les États qui décident de transposer ce droit dans leur droit interne, et ce, de la façon dont ils le désirent. (Arbour et al., 2016; Lavallée, 2013) Par contre, lorsqu'il est question de transposition, ce n'est pas tous les États qui ont la même façon de procéder. Par exemple, dans le cas du Canada et du Royaume-Uni, les États adoptent un système dualiste, ce qui veut dire que pour eux, le droit international et le droit interne sont deux domaines de droit distincts. Ils sont donc séparés l'un de l'autre. Si le Canada décide de ratifier un traité, le droit international doit être transposé dans les lois internes afin d'être applicable dans le pays. En opposition, les systèmes monistes, adoptés par plusieurs

pays européens, comme la France, considèrent que le droit international fait partie du droit interne. Il est donc directement applicable lors de la ratification d'un traité. (Emanuelli, 2007)

Contrairement au droit civil au Québec, le DIE n'a pas de code avec ses règles de droit bien précises. Ce droit est principalement fondé sur des instruments de la *soft Law* comme les AME ou les décisions de la Conférence des Parties (CP). (Thürer, 2009) Le *dictionnaire de droit international public* définit le terme « *soft Law* » comme :

« Des règles dont la valeur normative serait limitée soit parce que les instruments qui les contiennent ne seraient pas juridiquement obligatoires, soit parce que les dispositions en cause, bien que figurant dans un instrument contraignant, ne créeraient pas d'obligation de droit positif, ou ne créeraient que des obligations peu contraignantes ». (Salmon, 2001)

Cette définition est débattue par plusieurs auteurs, car peu de consensus ont été atteints. Cependant, pour cet essai, la définition offerte dans le dictionnaire de droit international public sera celle utilisée pour l'essai. Donc, en droit international, plusieurs documents écrits sont qualifiés comme de la *soft Law* dû à leurs règles ou normes non juridiquement obligatoires ou peu contraignantes. Par contre, les instruments de *soft Law* sont souvent le premier échelon vers des normes juridiques plus contraignantes (*hard Law*). (Thürer, 2009)

Lorsqu'il est question de DIE, l'ONU est l'institution la plus importante, mais non la seule. Elle a plusieurs rôles et responsabilités. Elle est celle qui a convoqué les grandes conférences internationales, celle qui a créé le PNUE et la Commission du développement durable entre autres. Elle a aussi facilité l'adoption de plusieurs conventions multilatérales par exemple la *Convention des Nations unies contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification* (1994). (Lavallée, 2013)

L'environnement est un sujet transversal, c'est-à-dire qu'il peut être lié à plusieurs domaines. Les accords internationaux peuvent engendrer la création d'organisations et d'institutions. Celles-ci ont le pouvoir d'émettre des normes et des obligations concernant l'environnement, cependant aucun lien n'est assuré entre ces organisations et institutions. Cela se traduit dans une gouvernance difficile et décentralisée du DIE. Plusieurs exemples peuvent être nommés sur la trentaine d'organisations en existence, soit l'Organisation météorologique mondiale (OMM), la banque mondiale (BM), le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE). (Lavallée, 2013) Bref, les organisations sont indépendantes les unes des autres, et ce, sans gouvernance ni objectif commun résultant à un DIE décousu et décentralisé.

1.3 Les principes fondamentaux du droit international de l'environnement

Le DIE découle, entre autres, de traités, de conventions, de déclarations, de décisions et de la coutume. (Lavallée, 2013) De ces sources, plusieurs principes fondamentaux sont ressortis. Le principe aura un caractère plus ou moins obligatoire pour les États en fonction de sa source. Ces principes ont permis l'avancement du DIE, et ce, tout en guidant les États dans leur coopération internationale. Selon les auteures Boisson de Chazournes et Maljean-Dubois (2011), les principes de DIE ne sont pas en soi des sources autonomes de droit. Au niveau juridique, ils peuvent être utilisés pour combler l'interprétation de règles plus précises. Pour que les principes aient une force juridique :

« Il faut qu'ils relèvent du droit positif : que leur caractère coutumier ou de principe général de droit soit reconnu ou bien qu'ils figurent dans une convention internationale à laquelle sont parties les États en conflit. » (Arbour et al., 2016; Boisson de Chazournes et Maljean-Dubois, 2011)

Dans cette section, les principes importants du DIE seront brièvement détaillés.

1.3.1 Le concept de développement durable

Le concept de développement durable (DD) en est un d'une grande importance et influence en DIE. Ce concept chapeaute plusieurs principes du DIE. D'une part, il y a les principes structurants du DD, soit le principe d'intégration de l'environnement et du développement, le principe d'équité intragénérationnelle et le principe d'équité intergénérationnelle. Ces derniers seront détaillés dans les prochains paragraphes. D'autre part, il y a les principes opérants du DD. (Lavallée, 2013) Ceux-ci seront plus explicités dans les sous-sections suivantes.

Le premier principe structurant est l'intégration de l'environnement et du développement. Celui-ci fait référence aux trois piliers invoqués dans la définition du DD, soit l'économie, le social et l'environnement. Les politiques de chacun de ces piliers doivent être « intégrées » entre elles pour parvenir au DD. Les activités humaines et l'environnement (l'eau, l'air, le sol) sont interdépendants. Par conséquent, il faut que les trois sphères mentionnées soient prises en compte sur le même pied d'égalité dans les politiques étatiques. (Arbour et al., 2016)

Le deuxième principe structurant est l'équité intragénérationnelle. Celui-ci énonce le volet d'équité entre les États et entre les populations. D'autres principes en découlent comme le principe de responsabilités communes, mais différenciées. (Arbour et al., 2016; Boisson de Chazournes et Maljean-Dubois, 2011)

Le troisième principe structurant est l'équité intergénérationnelle. Celui-ci vise la durabilité. La protection de l'environnement et le développement doivent subsister et se prolonger dans un futur pour que les

générations à venir puissent jouir des ressources actuellement disponibles. Les principes de prévention et de précaution mentionnés dans les sous-sections 1.3.3 et 1.3.4 sont directement liés avec le principe d'équité intergénérationnelle. (Arbour et al., 2016; Boisson de Chazournes et Maljean-Dubois, 2011)

1.3.2 Le principe de souveraineté permanente des ressources naturelles

En droit international, la notion de souveraineté des États est un principe fondamental. Le DIE n'y fait pas exception. (Doubmé-Billé et al., 2013) Le terme « souveraineté » est défini comme le « caractère d'un État qui exerce un pouvoir suprême sur son territoire et ses habitants et qui n'est soumis à aucun contrôle de la part d'un autre État. » (Reid, 2016) Le principe de souveraineté permanente des ressources naturelles tombe dans ce sens. Ce principe a été formulé à la suite de la rédaction du premier article et de l'article 55 de la *Charte des Nations unies* (1945). Ces articles stipulent que les relations interétatiques doivent se faire dans « le respect du principe de l'égalité des droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes ».

Au premier regard, cela s'avère justifiable, par contre, d'un point de vue de relations internationales en environnement, cette réalité est inconséquente avec l'interdépendance des différents écosystèmes de la nature qui ne connaissent pas de frontières géographiques. (Arbour et al., 2016) Ce principe se voit atténuer par d'autres principes, comme celui de l'utilisation non dommageable du territoire ainsi que celui de solidarité et de coopération. (Arbour et al., 2016; Boisson de Charzournes et Maljean-Dubois, 2011)

Lors de la conférence de 1972, la *Déclaration de Stockholm* a intégré le principe de souveraineté permanente des ressources naturelles tout en assurant un contrôle des dommages causés aux autres États. Le principe 21 de cette *Déclaration* a été repris dans le principe 2 de la *Déclaration de Rio* 1992, il se lit comme suit :

« Conformément à la Charte des Nations unies et aux principes du droit international, les États ont le droit souverain d'exploiter leurs propres ressources selon leur politique d'environnement et de développement, et ils ont le devoir de faire en sorte que les activités exercées dans les limites de leur juridiction ou sous leur contrôle ne causent pas de dommage à l'environnement dans d'autres États ou dans des zones ne relevant d'aucune juridiction nationale. »

Plusieurs textes reconnaissent ce principe lui donnant ainsi une force juridique dans le domaine du DIE. La *Convention des Nations unies sur le droit de la mer* et la *Convention de la diversité biologique*, pour ne nommer que celles-ci, ont intégré ce principe, et ce, en ajoutant un volet de coopération et de partage des ressources. (Arbour et al., 2016) De plus, la CIJ a repris ce principe dans sa jurisprudence donnant ainsi un caractère coutumier au principe 21 de la *Déclaration de Stockholm*. (Chazournes et Maljean-Dubois, 2011)

1.3.3 Le principe de prévention

Le principe de prévention peut se décrire comme un moyen d'éviter et de prévenir qu'un État cause des dommages à l'environnement d'un ou plusieurs États. Il est une continuité logique au principe de souveraineté permanente des ressources naturelles. C'est pourquoi le principe 21 de la *Déclaration de Stockholm* est écrit en deux volets. Le premier volet mentionne la souveraineté sur les ressources naturelles et le deuxième volet stipule les limites à cette souveraineté. Ce dernier énonce à la fois le principe d'utilisation non dommageable du territoire et le principe de prévention. (Boisson de Chazournes et Maljean-Dubois, 2011)

Ces principes sont importants en DIE, car plusieurs activités que les États effectuent peuvent engendrer des effets négatifs sur l'environnement et les populations. De plus, ces effets sont souvent irréversibles, ce qui rend la remise en état impossible. Le fait de prévenir les situations de pollution et les dangers associés n'exclut pas qu'une fois les dommages causés, ceux-ci doivent être réparés ou du moins compensés. (Boisson de Chazournes et Maljean-Dubois, 2011; Dogaru, 2018) Lorsque les activités d'un État affecteraient de façon significative les autres États, c'est à ce moment que le principe de prévention s'applique. Le risque doit être « certain » et « prévisible ». Encore à ce jour, les interprétations de ces termes sont divergentes selon les institutions. (Arbour et al., 2016)

Le principe 17 de la *Déclaration de Rio* 1992 explicite le moyen mis en place par la communauté internationale pour prévenir les dommages à l'environnement. Ce principe se lit comme suit :

« Une étude d'impact sur l'environnement, en tant qu'instrument national, doit être entreprise dans le cas des activités envisagées qui risquent d'avoir des effets nocifs importants sur l'environnement et dépendent de la décision d'une autorité nationale compétente. »

Il y a donc une obligation pour les États d'évaluer leur projet afin de prévenir les conséquences de celui-ci lorsque ses effets sont « importants » sur l'environnement. Dans cette évaluation, il est essentiel que les impacts soient considérés autant en matière environnementale (eau, air, sol) qu'en matière sociale (santé, sécurité). (Boisson de Chazournes et Maljean-Dubois, 2011)

Avant la codification du principe de l'utilisation non dommageable du territoire et de la prévention dans la *Déclaration de Stockholm* et dans la *Déclaration de Rio* 1992, ces principes ont été invoqués dans la décision arbitrale de l'Affaire de la Fonderie du *Trail* (1941). Elle mettait en opposition le Canada et les États-Unis dans un différend sur la pollution atmosphérique causée par les fonderies canadiennes. Avec les vents et la localisation des fonderies, la pollution atmosphérique produite par celles-ci a voyagé au-delà des frontières canadiennes ainsi affectant la qualité de l'environnement de l'État de Washington. La décision arbitrale a établi la règle de responsabilité internationale pour des actes de pollution transfrontière. Les États sont responsables de veiller à ce que leurs activités ne causent pas de dommages à l'environnement des

autres États. Cette règle a été reprise dans le principe 21 de la *Déclaration de Stockholm* 1972. (Arbour et al., 2016; Fitzgerald, 1980)

1.3.4 Le principe de précaution

Bien qu'ils puissent souvent se faire confondre, le principe de prévention et celui de précaution sont deux principes différents, mais complémentaires. Il est donc possible de protéger davantage l'environnement avec le principe de précaution, car celui-ci veut prévenir les situations de pollution même si le risque n'est pas déterminé. (Boisson de Chazournes et Maljean-Dubois, 2011) La science est parfois incertaine par rapport aux conséquences graves et irréversibles de divers dommages. Il est donc difficile d'avoir l'heure juste sur les effets de certains événements. (Arbour et al., 2016) Le principe 15 de la *Déclaration de la Conférence de la Terre de Rio* 1992 énonce ce principe :

« Pour protéger l'environnement, des mesures de précaution doivent être largement appliquées par les États selon leurs capacités. En cas de risque de dommages graves ou irréversibles, l'absence de certitude scientifique absolue ne doit pas servir de prétexte pour remettre à plus tard l'adoption de mesures effectives visant à prévenir la dégradation de l'environnement. »

Dans le DIE, le principe de précaution peut avoir différentes interprétations. Il demeure un principe avec des définitions variables. Quelques éléments clés sont dégagés du principe de précaution, soit le risque, le dommage d'une certaine gravité, l'incertitude scientifique et les différences de capacité des États en cause. (Boisson de Chazournes et Maljean-Dubois, 2011) Plusieurs auteurs et institutions débattent de l'obligation de ce principe, car il est interprété de façon différente selon les circonstances et les acteurs impliqués. (Dupuy et Viñuales, 2015)

1.3.5 Le principe de participation publique

Le principe de participation publique est précisé dans la *Déclaration de Rio* 1992 à son principe 10 :

« La meilleure façon de traiter les questions d'environnement est d'assurer la participation de tous les citoyens concernés, au niveau qui convient. Au niveau national, chaque individu doit avoir dûment accès aux informations relatives à l'environnement que détiennent les autorités publiques, y compris aux informations relatives aux substances et activités dangereuses dans leurs collectivités, et avoir la possibilité de participer aux processus de prise de décision. Les États doivent faciliter et encourager la sensibilisation et la participation du public en mettant les informations à la disposition de celui-ci. Un accès effectif à des actions judiciaires et administratives, notamment des réparations et des recours, doit être assuré. »

Le principe de participation publique accorde plusieurs droits au public. Premièrement, il donne accès aux citoyens à l'information concernant l'environnement détenue par les autorités publiques. Deuxièmement, il encourage la participation du public dans les processus de décision. Finalement, il donne un « accès effectif » au système de justice. Ce principe s'articule autour du droit à l'homme d'avoir un environnement

sain. (Arbour et al., 2016; Dupuy et Viñuales, 2015) De plus, le principe de participation publique va de pair avec le principe de précaution et de prévention assurant une application adéquate de ces derniers. (Arbour et al., 2016)

Plusieurs textes internationaux ont repris le principe 10 de la *Déclaration de Rio* (1992) comme la *Convention d'Aarhus sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement* (1998) et le *Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques relatif à la Convention sur la diversité biologique* (2000). Le principe n'a pas été abordé par les tribunaux internationaux, c'est-à-dire qu'il est considéré à portée conventionnelle, et non, comme une règle coutumière en DIE. Ce principe permet aux acteurs autres que les États et les organisations internationales de participer, en tant qu'observateurs, aux négociations des traités et des normes de DIE. (Arbour et al., 2016)

1.3.6 Le principe de pollueur-payeur

Le principe de pollueur-payeur est décrit au principe 16 de la *Déclaration de Rio* (1992) :

« Les autorités nationales devraient s'efforcer de promouvoir l'internalisation des coûts de protection de l'environnement et l'utilisation d'instruments économiques, en vertu du principe selon lequel c'est le pollueur qui doit, en principe, assumer le coût de la pollution, dans le souci de l'intérêt public et sans fausser le jeu du commerce international et de l'investissement. »

Ce principe découle, entre autres, de la théorie économique des externalités d'Arthur Cécil Pigou. Pour résumer, la théorie stipule que lorsqu'il y a production ou consommation, il peut y avoir création d'une externalité positive ou négative. L'externalité est la différence entre le coût de production et le coût social. Afin d'imputer le coût des externalités à l'entité responsable, Pigou soulève l'importance d'internaliser les externalités dans le coût, soit à l'aide d'une taxe ou d'autres moyens élaborés. L'inobservation des externalités imposerait un coût social plus élevé que son coût de production. (Abdelmalki et Mundler, 2010; Arbour et al., 2016)

Dans le domaine de l'environnement, une externalité peut être une pollution du sol, de l'eau, de l'air ou d'un autre coût sur l'environnement. Selon le principe de pollueur-payeur, un producteur pollueur devrait être responsable de ses effets négatifs de pollution. (Lavallée, 2013) Dans un contexte plus large, les dommages transfrontaliers sont considérés comme des externalités négatives. Sur la scène internationale, l'État qui cause des dommages à un autre État par l'entremise de ses activités sur son territoire se doit de réparer les préjudices. Le principe de pollueur-payeur est une venue pour introduire la responsabilité civile entre États pour les dommages environnementaux. (Dogaru, 2018) Cependant, le principe de pollueur-payeur peut s'avérer difficile à mettre en pratique, car l'environnement n'est pas associé avec des coûts précis et fixes. (Boisson de Chazournes et Maljean-Dubois, 2011; Lavallée, 2013)

1.3.7 Le principe de responsabilités communes, mais différenciées

Dans le contexte économique actuel, les États n'ont pas toutes les mêmes richesses et ne sont pas au même niveau de développement. Le principe de responsabilités communes, mais différenciées est apparu pour la première fois dans la *Déclaration de Stockholm*. (Dupuy et Viñuales, 2015) Par contre, il est plus clairement explicité au principe 7 de la *Déclaration de Rio* 1992 :

« Les États doivent coopérer dans un esprit de partenariat mondial en vue de conserver, de protéger et de rétablir la santé et l'intégrité de l'écosystème terrestre. Étant donné la diversité des rôles joués dans la dégradation de l'environnement mondial, les États ont des responsabilités communes, mais différenciées. Les pays développés admettent la responsabilité qui leur incombe dans l'effort international en faveur du développement durable, compte tenu des pressions que leurs sociétés exercent sur l'environnement mondial et des techniques et des ressources financières dont ils disposent. »

Les milieux juridiques internationaux et nationaux n'ont pas repris ce principe dans leur décision, par contre, ce dernier est bien reconnu par les États. Ils sont influencés par ce principe lors de situation exigeant la coopération internationale comme la rédaction de conventions. Il est possible de le retrouver dans la *Convention-cadre des Nations unies des changements climatiques* trois fois plutôt qu'une. (Boisson de Chazournes et Maljean-Dubois, 2011) Le principe de responsabilités communes, mais différenciées permet de prendre en compte le développement des différents États ainsi leur permettant de contribuer selon leur capacité autant au niveau technologique qu'au niveau financier. (Lavallée, 2013)

Pour conclure, le DIE ne cesse d'évoluer et de prendre de l'ampleur sur la scène internationale. Par conséquent, il y a une effervescence du nombre de traités, d'accords et de conventions à portée environnementale qui se créent. Afin de faire respecter ces écrits, les États ont plusieurs options qui s'offrent à eux, comme l'arbitrage, la médiation et les institutions juridiques ayant compétence en DIE. Le prochain chapitre examinera les instruments juridiques existants pour les conflits environnementaux internationaux.

2. LES INSTRUMENTS JURIDIQUES POUR CONFLITS ENVIRONNEMENTAUX

L'essai a comme objectif d'analyser l'instauration d'une Cour internationale de l'environnement (CIE) dans le contexte économique, politique et social d'aujourd'hui afin de répondre aux problèmes environnementaux, particulièrement ceux à portée transnationale. Toutefois, avant de proposer une solution, l'essai décrira dans ce chapitre les instruments déjà en place pour protéger l'environnement au niveau international.

Ce chapitre présentera brièvement l'historique, le rôle et les compétences de la Cour internationale de justice (CIJ), du Tribunal international du droit de la mer (TIDM), des trois cours régionales des droits de l'homme et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Dans le but de bien comprendre l'implication de chaque instrument et leur lien avec l'environnement, ce chapitre exposera quelques cas jurisprudentiels.

2.1 La Cour internationale de justice (CIJ)

Avant l'existence des règlements judiciaires, la médiation et l'arbitrage étaient les deux moyens préconisés lors de conflits entre États. L'arbitrage a vu sa popularité s'accroître au fil des années. Le cas *Alabama* de 1872 a été un moment décisif dans l'évolution de l'arbitrage. Dans ce cas opposant les États-Unis et la Grande-Bretagne, le tribunal arbitral a fait preuve de son efficacité. Ce dernier a rendu, dans l'affaire *Alabama*, une sentence ferme et exécutoire contre la Grande-Bretagne, car cette dernière avait violé le traité de neutralité, et ce, en aidant les États confédérés d'Amérique lors de la Guerre de Sécession. La cour d'arbitrage a condamné la Grande-Bretagne à payer 15 500 000 dollars américains au gouvernement des États-Unis d'Amérique. (Cour internationale de justice [CIJ], s.d.a; Organisation des Nations unies [ONU], 1872) Par cet exemple convaincant, les États ont jugé que ce moyen était adéquat pour faire partie intégrante des traités. L'idée d'instaurer une Cour permanente d'arbitrage international est parvenue à la suite du cas Alabama. Cette cour a vu le jour en 1900 par l'adoption de la *Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux* de 1899 lors de la Conférence de la paix à La Haye (Cour permanente d'arbitrage, s.d.). Avec l'établissement d'une Cour permanente d'arbitrage, l'idée d'une Cour permanente de justice internationale est vite arrivée dans les discussions des chefs d'État et des juristes. (CIJ, s.d.a)

En 1920, à la suite d'une succession d'événements, tels que la création de la Cour de justice centraméricaine (de 1908 à 1918), l'Assemblée de la Société des Nations a adopté, à l'unanimité, le projet d'une Cour permanente de justice internationale (CPJI), soit par l'adoption du *Statut de la CPJI*. Confirmée par la signature et la ratification de la majorité des États membres, la CPJI pouvait maintenant prendre part au règlement de différends internationaux, mais aussi donner des avis consultatifs sur différents sujets jugés de sa compétence. (CIJ, s.d.a)

La Deuxième Guerre mondiale a entraîné la fin de la CPJI, mais aussi le début de la Cour internationale de Justice (CIJ). Dans un rapport publié par le Gouvernement britannique en 1944, plusieurs recommandations ont été faites afin de reconstituer une CIJ. De grandes puissances mondiales, comme les États-Unis, l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) et la Chine, étaient aussi d'avis d'établir « une organisation internationale générale comprenant notamment une Cour internationale de justice ». (CIJ, s.d.a)

C'est à la Conférence de San Francisco (1945) que le souhait de plusieurs a été concrétisé, soit la création d'une organisation internationale comprenant un organe judiciaire. En 1945, l'Organisation des Nations unies (ONU) ainsi que la CIJ ont été créées par l'adoption de la *Charte des Nations unies*. Dès la première année, cinquante États y ont pris part. En 2018, le nombre s'élevait à 193 États signataires. Le *Statut de la CIJ* a repris les fondements de la CPJI lors de sa rédaction. Le fait de créer une nouvelle cour a permis d'avoir une meilleure représentation des États aux responsabilités internationales, car la CPJI n'offrait pas une distribution juste des forces dans les affaires politiques et juridiques, principalement dominées par les États européens. Elle a entendu sa première cause, le *détroit de Corfou*, en mai 1947. (Asseboni-Ogunjimi, 2016; CIJ, s.d.a.)

2.1.1 Le rôle de la CIJ et ses compétences

La CIJ tire principalement ses fondements des articles 92 à 96 de la *Charte des Nations unies* (*Charte*). Ces derniers émettent les compétences de la CIJ envers les États membres de l'ONU. En étant membres de l'ONU, les États sont automatiquement soumis au *Statut de la CIJ*. (Art. 93(1) de la *Charte*) Dans les cas où les États non membres de l'ONU voudraient adhérer au Statut de la CIJ, leur admissibilité sera déterminée par l'Assemblée générale sur recommandation du Conseil de sécurité. (Art. 93(2) de la *Charte*) Selon le *Statut de la CIJ*, les États doivent reconnaître le pouvoir de la CIJ pour pouvoir ester devant celle-ci. (Art. 36(2) du *Statut de la CIJ*) Sa compétence peut être reconnue par plusieurs moyens que ce soit pour des situations spécifiques ou de façon plus globale. La reconnaissance peut être faite dans une déclaration unilatérale, un traité, par compromis ou même après que la Cour ait été saisie d'une requête. (CIJ, s.d.b; Confédération suisse, 2014) La déclaration unilatérale a été produite par soixante-quatorze États, incluant le Canada (10 mai 1994), contrairement aux États-Unis qui ne l'ont jamais fait. (CIJ, s.d.a; CIJ, s.d.b) La CIJ agit comme instrument juridique pour les règlements de conflits entre les États membres et aussi comme consultante pour l'ONU. (Art. 96 de la *Charte*) Cette Cour a le pouvoir de faire appliquer le droit international ainsi que d'émettre des avis juridiques sur des questions de droits. Les avis juridiques peuvent être demandés par les États membres, les organisations et les institutions du système onusien. (Art. 96 de la *Charte* et art. 65 du *Statut de la CIJ*) Les acteurs non étatiques n'ont pas leur place à la CIJ, ils ne peuvent ni poursuivre un État ni être poursuivis par un. Il y a toutefois une exception qui permet aux États de porter la cause d'un individu lésé par une partie privée devant la CIJ, et ce, sous le principe doctrinal de la protection diplomatique. Par contre, plusieurs critères doivent être remplis pour que ce principe s'applique, comme la volonté de l'État à poursuivre l'affaire de son citoyen à la CIJ. (Pauwelyn, 2005)

Selon l'article 94 de la *Charte*, les décisions de la CIJ sont obligatoires et applicables à tous membres de l'ONU, contrairement aux avis consultatifs. Si celles-ci ne sont pas exécutées, le Conseil de sécurité peut intervenir afin de prendre des mesures adéquates pour faire respecter le jugement. (Saint-Paul, 2006)

Parmi ses pouvoirs, il est mentionné à l'article 26 du *Statut de la CIJ* que la CIJ peut créer des chambres permanentes ou temporaires. Celles-ci ont pour but de traiter de sujets particuliers comme les affaires liées au travail et à la communication. (*Statut de la CIJ*, 1945) En 1993, la CIJ a exercé ce pouvoir afin de constituer la chambre spécialisée en environnement. Celle-ci a opéré durant 13 ans, mais elle n'a jamais été saisie par un État. Cette chambre, tout comme la CIJ, n'a aucun pouvoir d'autosaisine, c'est-à-dire qu'elle ne peut pas entreprendre des démarches juridiques contre les États membres ou émettre des avis juridiques par elle-même. (Assemboni-Ogunjimi, 2016) Selon le paragraphe 3 de l'article 26 du *Statut de la CIJ*, « les chambres [...] statueront, si les parties le demandent ». Il revient alors aux États de soumettre leurs conflits à cette chambre. Il est difficile de comprendre tous les raisonnements derrière le choix des États, mais ils n'ont pas jugé pertinent de confier leur différend à la chambre spécialisée en environnement. La multiplication des forums pour régler les disputes environnementales a sûrement découragé plusieurs États à avoir recours à cette chambre spécialisée. Les modes de règlements des différends alternatifs, comme l'arbitrage, sont souvent préférés à la CIJ et par conséquent, préférés à cette chambre. Ces modes permettent aux parties de régler plus rapidement et de façon moins contraignante que si elles s'adressaient à la CIJ ou à la chambre spécialisée. (Assemboni-Ogunjimi, 2016; Ranjeva, 1994)

2.1.2 La CIJ et l'environnement

Au début des activités de la CIJ, l'environnement n'était pas très présent dans les conflits entre États. De plus, pour les cas qui auraient pu concerner l'environnement, certains États jugeaient que les instruments « classiques » étaient « trop lourds, souvent aléatoires » et que leur utilisation était « politiquement dommageable ». (Assemboni-Ogunjimi, 2016) Pour les affaires environnementales qui se rendaient jusqu'à la CIJ, elle évitait souvent d'aborder le sujet en profondeur. Heureusement, la CIJ a été saisie par quelques cas environnementaux, depuis 1945, dans lesquels elle a rendu des décisions importantes pour le DIE. (Assemboni-Ogunjimi, 2016) Quatre cas seront présentés pour démontrer l'influence que la CIJ a eue et continue d'avoir sur le DIE.

Le premier cas jurisprudentiel concerne le projet d'un système d'écluses et la construction d'un barrage hydroélectrique de *Gabčíkovo-Nagymaros* entre la Hongrie et la Slovaquie (anciennement Tchécoslovaquie). Pour accomplir ce projet commun, les parties ont signé, en 1977, un traité comprenant les devoirs et les obligations de chacune d'elles, y compris une obligation de protection de la nature et les eaux du Danube. En Hongrie, le projet a suscité de fortes critiques par les citoyens et les groupes écologistes. Cela a forcé le gouvernement hongrois à mener des études sur les impacts des constructions.

Par conséquent, il a décidé de façon unilatérale d'arrêter les travaux et d'abandonner le projet contrevenant ainsi à sa partie du traité. Cette décision n'a pas plu au gouvernement slovaque. Les parties ont alors saisi la CIJ en 1993. Malgré les arguments de la Hongrie, la CIJ a conclu que cette dernière avait violé le traité avec la suspension et l'abandon de la construction. Dans sa décision, la Cour a principalement statué sur la validité du traité, mais elle a quand même apporté des nuances intéressantes pour le DIE, comme l'intérêt des parties à harmoniser la protection de l'environnement et le développement économique. (*Projet Gabčíkovo-Nagymaros*, 1997) De plus, elle a réitéré les propos émis dans son avis consultatif de 1996 (*la licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires*, 1996) soulignant l'importance du respect de l'environnement :

« L'environnement n'est pas une abstraction, mais bien l'espace où vivent les êtres humains et dont dépendent la qualité de leur vie et leur santé, y compris pour les générations à venir. L'obligation générale qu'ont les États de veiller à ce que les activités exercées dans les limites de leur juridiction ou sous leur contrôle respectent l'environnement dans d'autres États ou dans des zones ne relevant d'aucune juridiction nationale fait maintenant partie du corps de règles du droit international de l'environnement ». (Asseboni-Ogunjimi, 2016; *Projet Gabčíkovo-Nagymaros*, 1997)

Le deuxième cas jurisprudentiel met en cause l'Équateur et la Colombie dans un différend concernant la pollution transfrontière. Dans ce cas-ci, il est question de l'épandage aérien d'herbicides toxiques par la Colombie. Selon l'Équateur, l'épandage a affecté la santé des Équatoriens et il a dégradé autant la faune que la flore de son pays, car l'épandage aérien d'herbicides toxiques s'est fait « à proximité, le long ou de l'autre côté de sa frontière ». (Cour internationale de justice [CIJ], s.d.c) La CIJ a reçu la demande introductive d'instance le 31 mars 2008. Les procédures ont été conduites de façon adéquate et dans les temps. Par contre, en 2013, les parties ont notifié à la CIJ leur arrêt des procédures, car l'Équateur et la Colombie sont parvenus à une entente hors cour. Il y avait deux modes de règlement de conflit qui s'orchestraient en même temps. (CIJ, s.d.c) Ce cas démontre une des raisons pour laquelle la CIJ a rendu peu de décisions concernant le DIE. Il est plus facile et moins contraignant pour les parties d'aller en négociation que de saisir la CIJ. Comme mentionné précédemment, elle n'a pas de pouvoir d'autosaisine. De plus, la multiplication des moyens de règlement des différends rend la tâche plus difficile à la CIJ de contribuer au développement du DIE.

Quoique la CIJ n'ait pas imposé de jugement, cette affaire a amené des questionnements importants sur la scène internationale par rapport à la diligence raisonnable et la responsabilité des États à la suite d'un cas de pollution transfrontière. L'obligation de diligence raisonnable des États par rapport à leurs activités potentiellement préjudiciables est une obligation de moyen, c'est-à-dire que les États doivent démontrer qu'ils ont fait preuve de prudence et de précaution. De plus, l'*Affaire épandage aérien d'herbicides* a aussi apporté d'autres précisions quant à la responsabilité du préjudice et à qui revient l'obligation de diligence raisonnable. Il n'est pas du ressort de la compagnie qui a commis l'acte de répondre de cette responsabilité, mais bien de l'État qui a réglementé et contrôlé les activités sur son territoire. (Boyle, 2015)

Le troisième cas jurisprudentiel abordé est celui du Costa Rica contre le Nicaragua. Il serait impensable de discuter des implications de la CIJ en matière de protection de l'environnement sans parler de cette décision de 2018. C'est une première pour la CIJ de statuer sur une indemnisation pour réparation des dommages environnementaux. (Maurel, 2018) Le conflit a commencé, en 2010, par l'incertitude sur la propriété d'une parcelle d'un terrain de 6,19 ha.

Le Costa Rica, croyant être détenteur du territoire en cause, a reproché au Nicaragua d'avoir creusé trois canaux artificiels, communément appelés « caños » dans les procédures, ainsi que d'avoir une présence militaire sur ce territoire. Une première décision, en 2015, de la CIJ avait tranché en faveur du Costa Rica. Par conséquent, la CIJ avait condamné le Nicaragua à indemniser les dommages matériels causés par sa présence et ses constructions illégales sur le territoire du Costa Rica. Toutefois, c'est en 2018 que la CIJ s'est prononcée sur l'indemnisation des dommages environnementaux à la suite de l'inaction du Nicaragua d'indemniser le Costa Rica après le premier arrêt de 2015. (*Costa Rica c. Nicaragua*, 2018; Radisson, 2018, 8 février; Réseau international pour les droits économiques, sociaux et culturels, 2019a)

C'est une première, mais certainement pas la dernière fois que la CIJ est saisie d'un tel cas. Il y a maintenant un précédent pour calculer une indemnisation à la suite de dommages environnementaux au niveau international. Afin d'attribuer les dommages environnementaux subis aux activités du Nicaragua, la Cour a statué qu'il devait avoir un « lien de causalité suffisant entre le fait illicite et le préjudice subi ». Une fois le lien de causalité prouvé, le calcul de l'indemnisation se fait sur un ensemble de facteurs, tels que « la dégradation ou la perte de biens et services environnementaux et la restauration de l'environnement endommagé ». De plus, la CIJ a déclaré qu'il fallait « appréhender l'écosystème dans son ensemble en procédant à une évaluation globale de la dégradation ou perte de biens et services environnementaux avant reconstitution ». La CIJ a ordonné au Nicaragua de verser la somme totale de 378 890,59 dollars américains pour indemniser le Costa Rica. Le montant total d'indemnisation comprenait « la somme de [120 000 dollars américains] pour la dégradation ou la perte de biens et services environnementaux, ainsi que [2 708 dollars américains] pour les frais de restauration de la zone humide. » (*Costa Rica c. Nicaragua*, 2018; Réseau international pour les droits économiques, sociaux et culturels, 2019a) Ce jugement est un grand pas en direction de la protection de l'environnement, spécialement dans les cas de dommages transfrontaliers. En fait, cela met une réelle valeur économique sur les gestes posés contre l'environnement, bref un langage plus courant et mieux compris sur la scène internationale.

Le dernier cas est l'*Affaire relative aux usines de pâte à papier sur le fleuve Uruguay* (Cour internationale de Justice [CIJ], 2010, 20 avril). Dans cette affaire entre l'Argentine et l'Uruguay, un différend est survenu lorsque l'Argentine a accusé l'Uruguay d'avoir violé le traité conclu entre les deux pays en 1975. Ce traité concernait l'utilisation ainsi que la gestion de leur frontière commune, soit une partie du fleuve. L'Argentine prétend que l'Uruguay n'a pas respecté son entente, car elle a construit deux usines de pâte à papier sur le fleuve Uruguay sans aviser, informer et consulter l'Argentine. Elle invoque le caractère dangereux et

menaçant d'une telle construction sur le fleuve et sur son environnement. La CIJ s'est vue confrontée, en plus de la violation de traité, à un cas de pollution transfrontière. (CIJ, 2010, 20 avril) Bien que les aspects techniques et scientifiques de cette affaire soient « cruciaux » (El Boudouhi, 2013), la CIJ n'a fait appel à aucun expert indépendant. La CIJ a reçu de la part des deux parties « une grande quantité d'informations factuelles et scientifiques » (CIJ, 2010, 20 avril). À la suite de l'analyse des faits, la CIJ a conclu « que l'Uruguay n'avait pas violé les obligations découlant du statut » par rapport aux obligations de fond (CIJ, 2010, 20 avril). Les juges Simma et Al-Khasawneh, dans leur opinion dissidente, ont déploré la méthodologie utilisée par la cour afin d'évaluer la preuve scientifique ainsi que le manque d'experts indépendants. Ils considèrent que les méthodes traditionnelles d'appréciation des éléments de preuve sont insuffisantes pour se prononcer sur la pertinence de faits aussi complexes, techniques et scientifiques. Dans ce cas-ci, il était indispensable que les questions scientifiques soient appréciées par des experts indépendants pour aider la Cour à parvenir à des « décisions juridiques solides » et à une meilleure compréhension de la preuve présentée. (El Boudouhi, 2013, CIJ, 2010, 20 avril)

2.2 Le Tribunal international du droit de la mer (TIDM)

L'eau est un élément essentiel à la survie de la planète et des humains. Cependant, l'eau est beaucoup plus qu'une source de vie, elle est aussi utilisée pour plusieurs activités humaines que ce soit pour le loisir ou le commerce. Malheureusement, des activités comme la surpêche et le commerce maritime ont fragilisé les milieux aquatiques. Dans une optique de développement durable, les activités économiques des États doivent veiller à maintenir les écosystèmes en santé afin de pouvoir profiter des bénéfices qu'ils leur procurent (nourriture, séquestration du carbone, etc.) à long terme. Les instruments mis en place sont nombreux, que ça soit par accords bilatéraux ou par convention. Le Tribunal international du droit de la mer (TIDM) en est un important dans le système onusien afin de gérer les océans et les fonds marins. Il tire son origine de la *Convention des Nations unies sur le droit de la mer* de 1982 (CNUDM). La troisième conférence des Nations unies sur le droit de la mer (1973) a apporté de nouveaux arguments sur la situation internationale des océans et des fonds marins afin d'améliorer leur protection, et ce, principalement par le discours de M. Avid Padro, l'ambassadeur de Malte. Il a été un pionnier de la CNUDM. (Arbour et al., 2016; Tribunal international du droit de la mer [TIDM], s.d.) La CNUDM établit des délimitations aux différentes zones des océans et fonds marins conférant ainsi des responsabilités et des droits clairs aux États membres, par exemple, en définissant le niveau de souveraineté qu'un État peut exercer dans la zone en question. La CNUDM couvre la mer territoriale, la zone contiguë, la zone économique exclusive, le plateau continental, la haute mer, les États archipels ainsi que les détroits internationaux.

L'entrée en vigueur de la CNUDM en novembre 1994 a formellement instauré le TIDM. Toutefois, celui-ci est entré en fonction que le 1^{er} octobre 1996. (TIDM, s.d.) Comme il est présenté dans le préambule de la CNUDM, il était primordial d'établir un :

« Ordre juridique pour les mers et les océans qui facilite les communications internationales et favorise les utilisations pacifiques des mers et océans, l'utilisation équitable et efficace de leurs ressources, la conservation de leurs ressources biologiques et l'étude, la protection et la préservation du milieu marin ».

Le TIDM est un organe judiciaire indépendant de l'ONU, cependant, il a signé un accord avec cette organisation afin d'assurer une étroite coopération et formaliser leur relation. Cent soixante-huit États ont signé la CNUDM. (TIDM, s.d.)

2.2.1 Le rôle du TIDM et ses compétences

Le TIDM a pour mission de veiller à la coopération internationale relativement aux océans et aux fonds marins ainsi que la protection de leurs ressources et à la prévention de la pollution. Il sert comme tribunal spécialisé pour tous différends résultant de l'interprétation et l'application de la CNUDM. Dans la partie XV de la *CNUDM*, il est proposé aux États membres de régler leur différend de façon pacifique, sauf si autrement convenu dans les accords bilatéraux. Par exemple, si l'accord bilatéral en question requiert de régler le différend devant le TIDM, les parties ne pourront pas opter pour d'autres forums. (TIDM, s.d.) La *CNUDM*, à son article 287, donne aux parties le droit de choisir la procédure pour régler tous différends relatifs à l'interprétation ou à l'application de la *CNUDM*. Elles peuvent choisir un ou plusieurs moyens parmi les suivants : le Tribunal international du droit de la mer, la Cour internationale de justice, un tribunal arbitral en respectant la constitution de l'annexe VII de la CNUDM, un tribunal arbitral spécial « sur une ou plusieurs des catégories de différends qui [...] sont spécifiés » dans l'annexe VIII de la *Convention du droit de la mer* 1982.

Du moment que le différend est soumis au TIDM, la décision de celui-ci est exécutoire pour les États membres. L'application ou l'interprétation de la *CNUDM* tombe dans ses compétences lorsqu'un différend surgit et que les États ont décidé conjointement de le soumettre au TIDM ou lorsqu'ils n'ont pas atteint une entente pour recourir à d'autres moyens de règlement. Le TIDM a aussi le pouvoir d'émettre des avis juridiques sur des questions en lien avec la *CNUDM* selon l'article 138 du *Règlement du Tribunal*. De plus, le TIDM a le pouvoir de créer des chambres spécialisées qui ont principalement la compétence de donner des avis juridiques sur des questions précises. (TIDM, s.d.)

2.2.2 Le TIDM et l'environnement

Plusieurs problèmes environnementaux peuvent surgir dans les océans et les fonds marins que ce soit par des accidents de navire, des déversements de pétrole, des rejets de déchets des côtes, des perturbations de la faune et la flore par des agents pathogènes ou par des espèces exotiques, etc. La *CNUDM* couvre ces dangers, mais les règlements de différends portent davantage sur les questions économiques que sur les conséquences environnementales. Par conséquent, peu de décisions du TIDM sont en lien direct avec

la protection de l'environnement. Afin de comprendre l'implication du TIDM dans la protection de l'environnement, l'essai présentera trois cas jurisprudentiels.

Le premier cas est intervenu entre la Nouvelle-Zélande, l'Australie et le Japon, lorsque le Japon a décidé unilatéralement de commencer la pêche expérimentale du thon à nageoire bleue (*Affaire du thon à nageoire bleue*, 1999). L'Australie et la Nouvelle-Zélande ont rallié leur demande pour des mesures conservatoires afin de faire cesser les activités expérimentales du Japon. L'article 290 de la *CNUDM* permet au TIDM de « prescrire des mesures conservatoires pour préserver les droits respectifs des parties en litige ou pour empêcher que le milieu marin ne subisse de dommages graves ». Le stock de thons à nageoire bleue, en 1999, a connu des baisses historiques. Il est important pour la protection de l'environnement marin que les activités des États ne suscitent pas davantage d'impact sur ce stock. C'est pourquoi le TIDM a émis des mesures de conservation qui visaient à protéger ce poisson en attendant la décision du tribunal arbitral. (Tribunal international du droit de la mer [TIDM], 2016) Cette affaire est un bon exemple de l'application du principe de précaution. Dans ces propres mots, le TIDM s'est vu reprendre les concepts invoqués au principe 15 de la *Déclaration de Rio*. Malgré les incertitudes scientifiques, le TIDM a soutenu l'importance d'évaluer les impacts et veiller à ne pas causer de dommages graves au milieu marin (Boyle, 2007).

Le deuxième cas met en opposition l'Irlande et le Royaume-Uni dans l'*Affaire l'usine MOX* (2001). Encore une fois, le TIDM a été saisi par une demande de prescription de mesures conservatoires. L'Irlande a fait cette demande à la suite de la construction d'une usine par le Royaume-Uni utilisant des substances radioactives et située sur les rives de la mer d'Irlande. Les préoccupations de l'Irlande étaient principalement d'ordre environnemental. Elle a invoqué la pollution de la mer causée par les activités de l'usine ainsi que par le transport de matières dangereuses sur la mer. Selon cette partie, les effets nocifs de cette pollution sont « irréversibles » d'où l'urgence d'agir. (Nouzha, 2002; TIDM, 2016) Le Royaume-Uni a fait valoir ses arguments au TIDM comme quoi les activités ne représentaient aucun danger et qu'il n'y aurait pas d'autres transports maritimes de matières radioactives pour la période donnée. La demande de prescription des mesures conservatoires a été demandée en attente de la formation du tribunal arbitral choisi comme moyen de règlement du conflit par les parties. Le TIDM a jugé que l'Irlande n'a pas prouvé l'urgence d'agir pour prescrire les mesures conservatoires demandées par cette dernière. Par contre, le TIDM a souligné, en prescrivant à l'unanimité une autre mesure conservatoire, l'importance de la coopération entre les États. Les parties au litige doivent partager leurs informations, procéder aux évaluations nécessaires et surveiller les conséquences des activités afin de protéger l'environnement marin. (Nouzha, 2002; TIDM, 2016)

Le dernier cas concerne les travaux de poldérisation à l'intérieur et à proximité du détroit de Johor mettant en opposition la Malaisie et Singapour en 2003. La Malaisie a déposé une demande de mesures conservatoires contre le Singapour, entre autres, pour faire suspendre les travaux à l'intérieur et à proximité du détroit de Johor. De plus, la Malaisie a demandé au tribunal de favoriser la communication et les

négociations entre les deux pays concernant les travaux qu'effectuait le Singapour. Le premier motif invoqué par la Malaisie pour une telle demande concernait les répercussions des travaux singapouriens sur le milieu marin. (*Travaux de poldérisation à l'intérieur et à proximité du détroit de Johor*, 2003) Quoique le TIDM n'ait pas rendu de décision sur le fond, il a quand même favorisé, en émettant des mesures conservatoires, la coopération entre les parties afin de régler leur conflit. Cette cause peut sembler banale, mais elle a démontré que les différends entre États n'ont pas nécessairement besoin d'aller en procès sur le fond pour se régler. Les différentes mesures conservatoires prescrites par le TIDM dans ce cas ont été suffisantes pour assurer un climat de paix entre les deux États par rapport aux travaux de poldérisation. (Boyle, 2007)

2.3 Les cours des droits de l'homme

Au niveau international, les droits et libertés de l'homme ont été introduits par la *Charte des Nations unies* en 1945 et ont été officiellement reconnus en 1948 par l'adoption de la *Déclaration universelle des droits de l'homme* (DUDH). (ONU, s.d.b) En se basant sur cette *Déclaration*, plusieurs traités internationaux, déclarations et lois nationales ont vu le jour afin de garantir les droits de l'homme. Les droits et libertés ne doivent pas différer d'une personne à l'autre, peu importe ses différences qu'elles soient, d'ordre social, politique, culturel, physique ou autre (Art. 2 DUDH). Parmi les droits invoqués par la *Déclaration*, il y a, entre autres, le droit à la vie (Art. 3 DUDH), à la liberté (Art. 3 DUDH), à la reconnaissance de sa personnalité juridique (Art.6 DUDH), à une nationalité (Art. 15 DUDH), à la propriété (Art. 17 DUDH), à la liberté de pensée, de conscience et de religion (Art. 18 DUDH), à la liberté d'opinion et d'expression (Art. 19 DUDH), etc. Ces droits sont fondamentaux et inaliénables. Aucune disposition dans la DUDH ne garantit directement à l'homme le droit à un environnement sain. Par contre, au niveau national, ce droit est davantage reconnu, par exemple, en Inde, au Costa Rica, en Espagne, au Portugal, etc. (ONU, s.d.a; Shrotria, 2015) Le Conseil des droits de l'homme est une entité internationale importante pour assurer la surveillance du respect des droits de l'homme. Le Conseil a aussi la compétence d'émettre des recommandations aux États, toutefois ces dernières ne sont pas obligées de les appliquer. (ONU, s.d.a)

L'idée de préserver l'environnement dans le but de procurer un environnement sain pour l'homme s'est développée grandement, en 1972, avec l'adoption de la *Déclaration de Stockholm*. Malheureusement, l'idée n'a pas été reprise dans les autres sommets laissant ainsi en plan cette idée. (Arbour et al., 2016)

En août 2019, un accord entre le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) et l'Office des Nations unies pour les droits de l'homme a été conclu afin de solidifier leur coopération par rapport aux droits de l'homme à un environnement sain. Dans cette perspective, ils ont conclu qu'ils devaient entreprendre des démarches auprès des États. Ces institutions onusiennes se sont engagées à renforcer la protection de l'environnement et des droits de l'homme, et ce, en condamnant les actes contre l'environnement, en établissant des réseaux pour le droit de l'homme ainsi qu'en impliquant et informant les

citoyens des décisions environnementales. Michelle Bachelet, la haute-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, a, lors de cet accord, interpellé :

« Les dirigeants et les gouvernements à reconnaître que le changement climatique et la dégradation de l'environnement portent gravement atteinte aux droits de l'homme de leurs populations, en particulier celles qui se trouvent dans des situations vulnérables — y compris les générations futures. » (United Nations Environment Programme [UNEP], 2019)

Le droit international des droits de l'homme est reflété principalement dans les traités internationaux que ratifient les États. Ils s'engagent donc à faire respecter les droits et libertés de leurs citoyens. Pour ce faire, les pays instaurent des mécanismes de protection ainsi que des mesures adéquates pour prévenir la violation de ces droits fondamentaux. (ONU, s.d.b) Les cours nationales et régionales sont les principales entités qui font respecter les droits de l'homme. Dans cet essai, trois cours régionales seront présentées, soit la Cour européenne des droits de l'homme, la Cour interaméricaine des droits de l'homme et la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples. Chacune de ces cours joue un rôle important dans la protection des droits de l'homme pour des régions différentes. Cette section présentera chacune d'elle brièvement ainsi que leur lien avec la protection de l'environnement.

2.3.1 La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) et l'environnement

La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a été fondée en 1959 par la *Convention européenne des droits de l'homme* (*Convention européenne*). La *Convention européenne* a été signée par 47 États du Conseil de l'Europe et elle est entrée en vigueur en septembre 1953. Elle a permis à la communauté européenne de faire valoir leurs droits et leurs libertés fondamentaux. Les États membres ainsi que leurs citoyens peuvent déposer des requêtes devant cette Cour. (Cour européenne des droits de l'homme [CEDH], s.d.) Elle est un complément du système judiciaire national de chaque État. La CEDH est un instrument de résolution de conflits important en Europe et a rendu plus de 10 000 arrêts depuis sa création. Elle agit de façon indépendante et les États membres à la *Convention européenne* doivent se soumettre à ses décisions qu'elles soient rendues en matière législative ou administrative. (CEDH, s.d.)

L'environnement et les droits de l'homme sont souvent dissociés en droit international. Il y a rarement des textes qui rallient les causes d'une problématique environnementale aux impacts sur la santé publique. La *Convention européenne* confirme cette problématique, car elle n'accorde pas directement aux Européens membres le droit à un environnement sain. Cependant, au cours des dernières années, la CEDH a démontré une certaine évolution en matière de droit à l'environnement lors de son interprétation de la *Convention européenne*. (Marguénaud, 2003) Un exemple de cette évolution se trouve dans l'*arrêt Brincat et autres contre Malte* (24 juillet 2014). Des hommes ayant travaillé sur un chantier naval, entre les années 1950 et le début des années 2000, ont été intoxiqués par de l'amiante. Ils ont donc poursuivi le gouvernement maltais afin de faire valoir leur droit à la vie. Dans cette affaire, la Cour a jugé que les

défendeurs n'avaient pas rempli leur devoir de diligence, car ils n'avaient pris aucune mesure pour adéquatement protéger et informer les ouvriers de la gravité des conséquences de l'exposition à l'amiante sur leur santé. Dans son jugement, la Cour a, indirectement, offert le droit à un environnement sain aux ouvriers en interprétant largement le droit à la vie. (Cour européenne des droits de l'homme [CEDH], 2019)

2.3.2 La Cour interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) et l'environnement

À la suite de la Conférence de San Jose en 1969, vingt-cinq États membres de l'Organisation des États américains (OEA) ont adopté et ratifié la *Convention américaine relative aux droits de l'homme (Convention américaine)*. Après la Deuxième Guerre mondiale, les États américains ont cru bon de développer une convention comme cette dernière, car les droits de l'homme devaient être protégés et sauvegardés. C'est dans cette optique que la *Convention américaine relative aux droits de l'homme* a permis à la Cour interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) ainsi qu'à la Commission interaméricaine sur les droits de l'homme de voir le jour. Parmi les États membres de la *Convention américaine*, vingt-deux de ceux-ci ont reconnu la compétence de la CIDH respectivement à l'article 62 de la *Convention américaine*. Cette dernière stipule que pour reconnaître la compétence de la CIDH, les États doivent produire une déclaration. Le deuxième paragraphe de l'article 62 de la *Convention américaine* énonce les façons possibles de faire cette déclaration. Afin d'accomplir son objectif d'appliquer et d'interpréter la *Convention américaine*, l'organe juridique de l'OEA a des compétences juridictionnelles et consultatives. Elle peut donc autant donner des avis que rendre des décisions. (Organisation des États américains [OEA], s.d.) La CIDH doit traiter de toutes questions ou violations concernant l'application ou l'interprétation de la *Convention américaine relative aux droits de l'homme* et tous traités interaméricains sur les droits de l'homme. Seulement les États et la Commission peuvent saisir cette cour, les individus qui ont subi une ou des violations de leurs droits fondamentaux doivent s'adresser à la Commission interaméricaine des droits de l'homme. C'est cette dernière qui a la mission de veiller à ce que les États respectent et défendent les droits de la personne. (OEA, s.d.) Avec ses compétences consultatives, la CIDH peut émettre des avis concernant l'application des instruments de protection des droits de l'homme en droit interne. (De Salles Cavedon-Capdeville, 2014) Les décisions de la CIDH ont force obligatoire et elles sont sans appel. (Art. 63(1) et 68(1) de la *Convention américaine relative aux droits de l'homme*)

En droit international, chaque état est libre de ratifier les traités ou conventions de son choix. À la suite de la ratification du traité, l'État doit se soumettre aux droits et obligations découlant de celui-ci exactement comme dans le cas d'un contrat conventionnel. La *Convention américaine relative aux droits de l'homme* a été complétée par des protocoles, comme le *Protocole de San Salvador*. Lors de l'adoption de ce *Protocole*, afin que celui-ci soit opposable aux parties, les États membres de la *Convention américaine* doivent le ratifier. Malheureusement, dans le cas du *Protocole de San Salvador*, peu d'États, soit 16, y ont adhéré. (de Salles Cavedon-Capdeville, 2014) Selon le troisième paragraphe de l'article 21 du *Protocole de San Salvador*, il fallait onze ratifications ou adhésions par les États pour que celui-ci entre en vigueur. La

protection de l'environnement n'est pas un droit en soi dans la *Convention américaine*, par contre avec le *Protocole de San Salvador*, il est donné à l'homme le droit à un environnement salubre. L'article 11 du *Protocole de San Salvador* 1988 se lit comme suit :

- « 1. Toute personne a le droit de vivre dans un environnement salubre et de bénéficier des équipements collectifs essentiels.
2. Les États parties encourageront la protection, la préservation et l'amélioration de l'environnement. »

Ce *Protocole* reconnaît un lien entre l'environnement et les droits de l'homme. Malheureusement, seuls les droits à l'éducation et à la liberté syndicale peuvent être invoqués par un individu lors de pétition contre un État devant la Commission ou la CIDH. (OEA, s.d.) Cependant, le *Protocole de San Salvador* stipule à son deuxième article que les États qui ont ratifié ou adhéré doivent insérer dans leur droit interne, selon leur constitution, les mesures législatives pour que les droits du *Protocole* soient respectés.

Plusieurs cas jurisprudentiels ont permis de faire évoluer la dimension environnementale des droits de l'homme de la CIDH, par exemple, *Comunidad Xákmok Kásek c. Paraguay* (2010). Ce cas concernait la communauté indigène *Xákmok Kásek*. Cette dernière a invoqué plusieurs violations de ses droits, car le Paraguay lui a pris une partie de son territoire traditionnel. Dans ce jugement, la CIDH a confirmé la violation du droit à la propriété ainsi qu'au droit à la dignité de la communauté. L'État a brimé la communauté de ces droits lorsqu'elle a pris possession de leur territoire ainsi les privant d'un accès aux ressources s'y retrouvant. Dans cette affaire, la CIDH a interprété des droits de la *Convention américaine relative aux droits de l'homme* pour y inclure un volet environnemental, soit le droit à la nourriture et à l'eau. (De Salles Cavedon-Capdeville, 2014; Réseau international pour les droits économiques, sociaux et culturels, s.d.)

En 2017, la CIDH a émis un avis consultatif qui viendra changer énormément les choses. Le droit à l'environnement est, désormais, un droit reconnu sans être rattaché à un autre droit fondamental comme le droit à l'intégrité, la vie, l'eau, etc. Cet avis, en plus de formuler clairement le droit à un environnement sain, impose aux États des obligations dans le but de faire respecter ce droit. (Réseau international pour les droits économiques, sociaux et culturels, 2019b)

2.3.3 La Cour africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP) et l'environnement

En Afrique, une cour régionale a été créée en 1998 pour protéger les droits de l'homme et des peuples africains, et ce, en vertu du premier article du *Protocole relatif à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples portant création d'une cour africaine des droits de l'homme et des peuples* (*Protocole africain*). Les États membres au *Protocole africain* ne sont pas soumis directement au pouvoir de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP), seuls les États membres ayant ratifié le *Protocole africain* et ayant soumis une déclaration spéciale acceptant la compétence de la CADHP peuvent saisir

celle-ci. Sur les 30 États signataires du *Protocole africain*, il n'y en a que neuf qui ont produit la déclaration demandée. Bref, la CADHP peut être saisie par le Bénin, le Burkina Faso, la Côte D'Ivoire, la Gambie, le Ghana, le Malawi, le Mali, la Tanzanie et la Tunisie. (CADHP, s.d.) La Commission africaine des droits de l'homme et des peuples et les organisations intergouvernementales africaines peuvent aussi saisir la CADHP. (Art. 5 du *Protocole africain*) Les compétences de la CADHP sont similaires aux autres cours abordées dans ce chapitre. Elle peut autant émettre des avis consultatifs que rendre des décisions sur « l'interprétation et l'application de la *Charte africaine des droits de l'homme et des peuples*, du *Protocole* et de tout autre instrument pertinent relatif aux droits de l'homme ratifié par les États concernés ». (CADHP, s.d.) Un fait intéressant par rapport à la *Charte africaine* est qu'elle a été, en 1981, la première à reconnaître un droit à un environnement sain à l'homme et à une communauté. Le droit à un environnement sain a été inclus dans plusieurs constitutions de pays africains (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Togo). Cependant, l'application de ce droit est plus difficile en pratique, car les personnes n'ont pas accès facilement à la justice pour faire valoir ce droit. (CADHP, s.d.; Eteka Yemet, 2000; Konaté, 2014)

2.4 L'Organisation mondiale du commerce (OMC)

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) est née à la suite d'une énorme négociation connue sous le nom de Cycle d'Uruguay qui a débuté en 1986. Cette négociation a duré plus de sept ans. Les États ont traité de presque tous les domaines possibles du commerce et d'échange. Le Cycle d'Uruguay a permis de faire une réforme magistrale du système d'échange et de commerce mondial, l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce* (GATT) a donc été remplacé par l'OMC avec la *Déclaration de Marrakech* du 15 avril 1994. L'OMC compte 164 États membres et elle est reconnue, depuis sa création, comme l'organisation internationale du commerce. Elle a pour buts de faciliter les négociations commerciales entre les États membres, de régler les différends qui surviennent à la suite d'une violation d'accord commercial et de gérer les accords en lien avec le commerce, soit sur la marchandise, les services ou la propriété intellectuelle. De plus, l'OMC a pour mission de soutenir les pays en développement (PED) en leur offrant des formations et de l'assistance technique. Finalement, l'OMC est en étroite communication avec les autres organisations internationales afin de bien coopérer sur la scène internationale. (Organisation mondiale du commerce [OMC], s.d.a)

À la suite du Cycle d'Uruguay, un document « *Les textes juridiques : les résultats des négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay* » a été produit comprenant tous les accords conclus de 1986 à 1994 (OMC, s.d.d). De plus, il contient les décisions adoptées à la Réunion ministérielle de Marrakech en avril 1994 et l'Acte final du Cycle d'Uruguay et l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce (OMC). L'Accord sur l'OMC comprend l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce* de 1994. Cet instrument, dénommé le « GATT de 1994 », est fondé sur le texte de l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce* original, dénommé le « GATT de 1947 ». À travers ces accords, il est possible de retrouver le Mémoire d'accord relatif aux règles et procédures régissant le

règlement des différends (*Mémorandum d'accord*). Le système de règlement de différends est fondé sur un éventail de règles définies et une procédure claire pour que les membres soient bien encadrés et que les différends soient réglés de façon efficace. Ce système promeut le règlement de conflit par voie de consultation en premier et, si aucune entente n'en découle, les membres peuvent avoir recours au groupe spécial créé par l'Organe de règlement des différends (ORD) (Art. 6 *Mémorandum d'accord*). Le groupe spécial est formé de trois personnes avec une expertise dans le domaine traité parmi les États membres. De plus, il a été institué avec le *Mémorandum d'accord* un Organe d'appel. Celui-ci permettra aux parties de faire appel de la décision émise dans le rapport. L'appel est possible dans les cas qui concernent les questions et les interprétations du droit abordées dans le rapport du groupe spécial seulement. (Andrianarivony, 2000 ; OMC, s.d.a; OMC, s.d.c)

2.4.1 Le rôle de l'OMC et ses compétences

L'OMC veille à ce que le commerce s'ouvre mondialement tout en respectant les consommateurs dans leurs droits. Les accords conclus sous l'OMC sont considérés comme des textes juridiques. Lorsqu'un ou plusieurs États ne respectent pas ceux-ci, il y a un mécanisme bien développé pour régler les différends. L'ORD qui est en fait le Conseil général de l'OMC a le pouvoir de former des groupes spéciaux. Les conclusions de ces groupes sont révisées par l'ORD avant de rendre une décision. De plus, même si la cause se retrouve devant l'Organe d'appel, l'ORD a la compétence d'accepter ou de refuser les décisions de cette Organe d'appel. Cette procédure originale au niveau international est souvent critiquée en ce qui concerne sa légitimité juridique. À la fin du processus, « le pouvoir de décision revient à une instance politique, soit l'ORD » (Andrianarivony, 2000). Ce système quasi judiciaire est institué de pouvoir de mise en œuvre des décisions et des recommandations. L'ORD est aussi habilité à autoriser l'adoption de mesures de rétorsion lorsqu'un pays ne se conforme pas à une décision. (OMC, s.d.a)

2.4.2 L'OMC et l'environnement

Comme son nom le dit, l'Organisation mondiale du commerce se concentre principalement sur le commerce et non sur l'environnement. Les accords concernant principalement l'environnement de l'OMC sont inexistants, par contre, dans son préambule, l'*Accord de Marrakech* mentionne le concept de développement durable (Marceau et Marquet, 2017).

De plus, l'article XX du GATT 1994 qui concerne les exceptions générales a été inséré dans l'*Accord de Marrakech*. Dans ces exceptions, deux paragraphes sont plus pertinents pour la protection de l'environnement, soit les paragraphes b) et g) de l'article XX. Ces paragraphes peuvent se lire ainsi :

« Sous réserve que ces mesures ne soient pas appliquées de façon à constituer soit un moyen de discrimination arbitraire ou injustifiable entre les pays où les mêmes conditions existent, soit une restriction déguisée au commerce international, rien dans le présent Accord ne sera

interprété comme empêchant l'adoption ou l'application par toute partie contractante des mesures
[...]
b) nécessaires à la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou à la préservation des végétaux;
[...]
g) se rapportant à la conservation des ressources naturelles épuisables, si de telles mesures sont appliquées conjointement avec des restrictions à la production ou à la consommation nationales; [...]

L'ORD et l'Organe d'appel de l'OMC ont connu depuis leur création quelques cas impliquant ces dispositions. Un exemple de cas est l'*Affaire États-Unis — Crevettes* de 1997. Celui-ci oppose les États-Unis à un regroupement de pays incluant la Malaisie, la Thaïlande, l'Inde et le Pakistan. Le différend est survenu à la suite d'une nouvelle réglementation émise par les États-Unis. Celle-ci a pour but de protéger la tortue de mer, une espèce considérée menacée. Pour ce faire, la réglementation exige aux États-Unis ainsi qu'aux pays de posséder un dispositif spécial sur leur embarcation de pêche qui éviterait de pêcher des tortues de mer lors de la pêche des crevettes. Les États-Unis imposent une interdiction aux pays qui ne se soumettent pas à cette réglementation d'y exporter leur stock de crevettes. Ce nouvel élément n'a pas bien été reçu par les pays exportateurs, surtout ceux avec le moins de ressources. À la suite de cette interdiction, le regroupement de pays a demandé à ce qu'un groupe spécial soit formé pour évaluer la situation. L'article XX est principalement mis en cause dans cette affaire. Selon le rapport de première instance, les États-Unis n'étaient pas justifiés, sous cette disposition, à interdire les autres pays à exporter leurs crevettes. Par conséquent, les États-Unis, voulant conserver leur interdiction, ont demandé que leur cause soit amenée en appel. L'Organe d'appel a interprété ce cas de manière légèrement différente. Il a jugé que le but de la réglementation était légitime et cadrerait dans le libellé de l'article XX g). Cependant, l'Organe d'appel a déterminé que l'interdiction n'était point valide, car elle discriminait les autres pays. Selon l'Organe d'appel, les États-Unis ont tenté de mettre leurs propres règles au sein de cet échange commercial, et ce, sans au préalable en discuter avec les pays en question. Elles n'ont pas pris en considération les différences entre les pays, surtout concernant l'avancée des techniques et des ressources disponibles. (Arbour et al., 2016; Organisation mondiale du commerce, s.d.b) En conclusion, les États-Unis avaient le droit d'adopter des mesures et une interdiction pour « la conservation des ressources naturelles épuisables », mais elles ne pouvaient pas le faire de façon discriminatoire. L'OMC a pour objectif premier de faciliter les échanges commerciaux, par conséquent, l'environnement, malgré les exceptions de l'article XX du GATT 1994, est protégé seulement si les mesures de protection ne discriminent pas certains États.

Pour conclure, ce chapitre fait état d'un système en développement. Les conflits environnementaux n'ont pas été portés souvent devant les instruments juridiques précédemment décrits, cependant, avec les préoccupations environnementales grandissantes, les instruments pourront progresser en entendant davantage de causes. Outre la CIJ, les autres instruments n'ont pas une compétence universelle sur les différends internationaux en matière de protection de l'environnement. Est-ce que la compétence générale

de la CIJ est suffisante pour juger de ces différends? Le sujet de l'environnement implique non seulement une multitude d'acteurs, mais requiert des connaissances spécifiques pour bien le comprendre. Les effets de la dégradation de l'environnement ou d'une pollution transfrontière peuvent s'avérer complexes à juger pour un tribunal généraliste, comme la CIJ, surtout sans pouvoir d'autosaisine ou sans juges spécialisés en DIE. Le prochain chapitre abordera certaines difficultés que représente le sujet de l'environnement sur la scène internationale, ainsi que les acteurs concernés.

3. L'ENVIRONNEMENT, LES ACTEURS ET LES ENJEUX

En 2021, il n'est plus possible de passer le sujet de l'environnement sous silence. La scène internationale se penche sur ce sujet avec de plus en plus de sérieux, car les conséquences sont et seront désastreuses si les comportements des êtres humains ne changent pas. Les principales préoccupations internationales sont les niveaux d'eau qui s'élèvent et qui risquent d'ensevelir des régions habitées, les changements climatiques affectant la calotte glaciaire, les terres agricoles qui meurent sous les vagues de chaleur, les futures crises alimentaires qui affecteront davantage la population. La population mondiale vit à crédit sur les ressources de la Terre. Plusieurs documents ont été formulés et mis en œuvre par les multiples acteurs internationaux afin d'encadrer ces problématiques, par exemple la *Convention-cadre des changements climatiques* et les centaines d'accords multilatéraux sur l'environnement (AME). Cependant, les écosystèmes continuent de se dégrader et les problèmes persistent. Le constat est que le système en place n'est pas optimal pour protéger l'environnement.

Ce chapitre a pour but de décrire les principaux problèmes associés avec le droit international environnemental (DIE) en vigueur. Dans ce chapitre, l'essai abordera quelques problématiques environnementales à portée transnationale et leurs conséquences. Ensuite, il fera le survol des acteurs du DIE. Pour finir, ce chapitre discutera de la portée des AME en DIE.

3.1 Les problèmes environnementaux à portée transnationale

Dans cette section, il sera question des problèmes environnementaux à portée transnationale affectant l'air, l'eau, le sol et la haute atmosphère. Chaque élément regroupe son lot de préoccupations, comme la pollution marine par le plastique, les émissions de GES accentuant les changements climatiques et l'utilisation massive des pesticides. L'exemple des changements climatiques sera pris en considération pour comprendre l'ampleur de la problématique.

Étant donné l'envergure et la gravité des changements climatiques et des conséquences dévastatrices causées par la pollution des océans, entre autres, il a été jugé pertinent de focaliser le présent essai sur la problématique de la pollution transfrontière qui affecte la planète en entier. Bien qu'une Cour internationale spécialisée en environnement aurait naturellement une plus grande portée que le seul sujet de la pollution transfrontière, les limites imposées par cet essai ne permettent pas d'aborder toutes les problématiques de front.

Les problèmes environnementaux globaux doivent être encadrés et gérés au niveau international, c'est-à-dire qu'il faut plus qu'une réglementation nationale ou régionale pour les contrôler. La pollution contribuant à ces problèmes ne connaît pas de frontières; elle est dictée par ses propriétés chimiques, biologiques et

physiques. Les frontières politiques n'ont rien à voir avec son déplacement ni ses effets. (Olivier, 2018; Pure Earth, 2019)

Afin de bien comprendre ce qu'est une pollution transfrontière, il y a lieu de savoir de prime abord ce qu'est une pollution. La pollution est un terme qui réfère à l'activité humaine, donc toutes les activités naturelles comme les éruptions volcaniques ou les feux de forêts naturelles ne se qualifient pas comme une pollution, mais plutôt comme un contaminant. (Olivier, 2018) Une pollution est une :

« Introduction directe ou indirecte, par suite de l'activité humaine, de substances ou de chaleur dans l'air, l'eau ou le sol, susceptibles de porter atteinte à la santé humaine ou à la qualité des écosystèmes aquatiques ou des écosystèmes terrestres, qui entraînent des détériorations aux biens matériels, une détérioration ou une entrave à l'agrément de l'environnement ou à d'autres utilisations légitimes de ce dernier ». (*Directive européenne 2000/60/CE*, 23 octobre 2000)

La notion de frontière dans ce contexte-ci réfère à la « limite du territoire d'un État et de l'exercice de la compétence territoriale » (Larousse, s.d.). Au niveau juridique, certaines limites territoriales d'État sont encore débattues et incertaines ce qui peut entraîner des conflits. L'appel aux institutions juridiques peut être nécessaire pour régler les ambiguïtés et ainsi déterminer la responsabilité des États.

Au cours des dernières années, plusieurs documents ont été produits afin de prévenir, diminuer et contrôler cette pollution, comme la *Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance* (1979), le *Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques* (1992), le *Protocole de Kyoto* (1997), l'*Accord de Paris* (2015), la *Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination* (1989), la *Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone* (1985). (Arbour et al., 2016; UNEP, 2018) Malheureusement, les problèmes environnementaux persistent toujours. L'arrivée de nouvelles solutions s'impose.

La justice environnementale sera de plus en plus importante dans les années à venir, car les ressources naturelles s'épuisent, les niveaux des eaux s'accroissent, la population mondiale augmente, la Terre s'appauvrit de ses nutriments, le climat change drastiquement et par conséquent, dégrade les écosystèmes qui supportent la vie terrestre. Il est important de comprendre, avec l'appui des messages des scientifiques, qu'il faut agir rapidement. La pollution transfrontière généralisée est un défi de taille pour les États, car cela demande de se défaire d'une certaine autonomie et de se lier légalement d'obligations à l'égard des autres afin de prévenir et de réduire les conséquences environnementales et sociales.

Les changements climatiques (CC) sont un bon exemple, car ils sont une conséquence de pollution transfrontière. Dans la prochaine sous-section, l'essai expliquera brièvement les tenants et les aboutissants des CC et les répercussions qu'entraînent ces derniers.

3.1.1 Les changements climatiques, l'exemple par excellence

En 2019, les changements climatiques ont été sans doute le problème environnemental le plus discuté. Le mouvement de Greta Thunberg, les rapports alarmants du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), les nombreuses inondations et sécheresses, les grandes variations de température, la perte de biodiversité, la diminution de la calotte glaciaire et encore plus ont mis l'accent sur la problématique et l'urgence d'agir.

Les changements climatiques sont attribués à une augmentation significative d'un phénomène chimique naturel nommé effet de serre. Cet effet est remarqué lorsque les rayonnements du soleil sont captés et emprisonnés à la surface de la Terre par les gaz à effet de serre (GES). Ces gaz créent une barrière pour réguler la température de la planète. Cependant, si les GES (ex. CO₂, CH₄, CFC, N₂O, HFC et SF₆) sont en trop grande concentration dans la troposphère, il y a conséquemment une augmentation de l'effet de serre. Cette augmentation produit alors une élévation des températures globales communément appelée le réchauffement climatique. L'émission de GES par des activités anthropiques est l'une des causes principales du réchauffement climatique. (Olivier, 2018) Dans son rapport de 2018, le GIEC a prévenu que la Terre ne devait pas dépasser une augmentation de 1,5 °C par rapport à la période préindustrielle, car les conséquences associées à une augmentation supérieure seraient très graves et irréversibles. Les États devront faire de grands efforts pour respecter cet objectif. D'ici 2030, les émissions de GES devront être réduites d'au moins 45 % comparativement à ceux de 2010. Le but ultime est que les États soient carboneutres en 2050, c'est-à-dire que les émissions de GES produites par les États ne seront pas excédentaires à ce qui peut être retiré de l'atmosphère. (GIEC, 2018) Quoiqu'un réchauffement de cet ordre ne semble pas alarmant pour plusieurs, les conséquences qui y sont rattachées sont catastrophiques. Le réchauffement climatique bouleverse la planète entière.

Il y a une multitude de répercussions rattachées au réchauffement climatique. Quelques-unes seront ici énumérées afin de comprendre l'ampleur du problème et l'urgence d'agir. Une des conséquences des CC est le niveau des eaux qui s'élève rapidement. La modification du climat entraîne des fontes accélérées de la calotte glaciaire et des glaciers. Les répercussions de ce changement se font sentir par des inondations récurrentes en zones côtières et des États situés en basse altitude. Certains États pourraient même se retrouver complètement submergés par les eaux dans les 30 prochaines années. (GIEC, 2018; Climate Central, 2019) Une autre conséquence est le changement des conditions météorologiques. Dans un futur rapproché, les vagues de chaleur seront plus fréquentes. Les températures plus chaudes affecteront, entre autres, l'agriculture, la disponibilité de l'eau potable et la biodiversité. (GIEC, 2018) Comme tout est interdépendant, un appauvrissement des ressources naturelles entraînera une course aux ressources, donc l'apparition de conflits et de déplacements en masse des populations en proie aux crises alimentaires. Alors que l'année 2030 approche à grands pas, ces constats mettent en lumière l'urgence d'agir.

3.2 Les acteurs multiples

Le DIE a un caractère transversal. Il est impliqué dans plusieurs autres domaines juridiques. En fait, il est un sujet vaste qui peut intéresser plusieurs acteurs que ce soit des États, des organisations gouvernementales, des organisations non gouvernementales ou d'autres entités privées (entreprises, associations, individus). Peu importe la provenance de ces parties prenantes, elles jouent toutes un rôle dans le développement du DIE, et ce, de différentes façons. Dans cette section, l'essai fera un survol de ces acteurs ainsi que leur rôle dans le DIE.

3.2.1 Les États

Les États sont les principaux acteurs du DIE. Ils sont les sujets et les créateurs du DIE, car sans leur consentement ce droit ne pourrait se développer. Cela découle du principe de la souveraineté. L'État a le pouvoir absolu sur son territoire, c'est-à-dire qu'il s'occupe de la gestion interne du pays, comme son administration et sa législation. De plus, la *Charte des Nations unies* stipule au premier paragraphe de son second article que tous ses membres sont égaux entre eux sur le plan juridique. (Doubé-Billé et al., 2013)

Il n'existe pas d'organe supranational en matière environnementale, c'est-à-dire que les États ne sont pas soumis à une entité juridique supérieure à eux. Leur indépendance et leur gestion interne sont influencées que par leur adhésion aux différents documents juridiques et aux grands principes du DIE. (Nanda et Pring, 2013) Les États défendent leurs propres volontés et intérêts. Leurs limites, spécifiquement dans le domaine environnemental, se situent dans leur réputation au sein de la communauté internationale et à la souveraineté des autres États. S'il existe une force régulatrice politique pour promouvoir la bonne entente en matière d'environnement, c'est celle des bonnes relations internationales. Un état voudra préserver sa réputation et surtout ses relations commerciales. (Doubé-Billé et al., 2013)

3.2.2 Les organisations intergouvernementales

Le DIE a évolué énormément depuis les 50 dernières années. Parallèlement, les institutions et les organisations intergouvernementales (OIG) traitant de l'environnement se sont multipliées. Ces institutions et organisations participent toutes, à des degrés différents, à l'élaboration, à la mise en œuvre et au développement du DIE. La création des OIG est une réponse aux problématiques dépassant la capacité des États ou demandant leur coopération. Les enjeux environnementaux mondiaux, comme la destruction de la couche d'ozone, en sont des exemples. Plusieurs types d'organisations intergouvernementales sont actives sur la scène internationale : celles à vocation universelle, nationale ou régionale. (Arbour et al., 2016; Doubé-Billé et al., 2013)

L'ONU est l'organisation à vocation universelle la plus connue. Elle a participé au développement du DIE par ses actions variées comme la convocation des grandes conférences, la participation à plusieurs négociations importantes de traités et la création du PNUE (Nanda et Pring, 2013). Aussi, l'ONU a créé un nombre considérable d'organisations spécialisées afin de répondre à diverses problématiques internationales. Quoique le mandat principal de ces organisations ne vise pas directement l'environnement, elles sont souvent convoquées à prendre part aux décisions environnementales. La FAO, l'Organisation internationale du travail (OIT), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'UNESCO, la Banque Mondiale sont des exemples d'organisations spécialisées. (Arbour et al., 2016) Il n'existe aucune organisation internationale de l'environnement, mais plusieurs discussions à ce sujet ont eu lieu lors des conférences traitant de l'environnement.

Les conférences convoquées par l'ONU ont aussi contribué à mettre sur pied des institutions comme le PNUE. Comme mentionné dans le premier chapitre, il est l'autorité environnementale au sein du système onusien. Le PNUE est la référence en matière environnementale que ce soit pour la négociation de traité, pour favoriser la coopération entre les États, pour développer le DIE ou pour favoriser les échanges d'information. Avec son manque de force d'exécution, il est impossible pour le PNUE d'instaurer des normes ou des obligations sans l'accord des États. Cependant, ses écrits et ses actions ont, quand même, fait évoluer de façon significative le DIE.

En 1965, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) est créé dans le but d'avancer des solutions aux problèmes de développement, surtout pour les PED. Depuis sa création, le PNUD a incorporé les principes du développement durable du rapport *Brundtland* (WCED, 1987), y compris l'intégration du volet environnemental dans sa mission. (Lipchitz et Delmon, 2010; Nanda et Pring, 2013) En 2015, les pays membres de l'ONU ont adopté un plan d'action, l'« *Agenda 2030* », comportant une liste de 17 objectifs de développement durable (ODD). Le PNUD, afin de remplir sa mission, aide les pays à intégrer les ODD et les cibles rattachées. (Programme des Nations unies pour le développement [PNUD], s.d.)

Un autre acteur important est le Fonds pour l'environnement mondial (FEM). Ce Fonds a été fondé en 1991 pour soutenir financièrement les PED et les pays à économie en transition concernant leurs projets environnementaux. Cent quatre-vingt-quatre pays sont membres du FEM. La Banque Mondiale, le PNUE et le PNUD sont les fondateurs du FEM et ils agissent comme un administrateur fiduciaire des fonds. Les contributions financières du FEM sont effectuées par 40 pays donateurs. Depuis 1994, les décisions au sein du FEM « se prennent [...] selon une majorité double : 60 % des pays participants au vote + 60 % des pays donateurs (en contribution). » Le FEM offre une aide aux PED et aux pays à économie en transition afin qu'ils respectent leurs engagements internationaux. (Arbour et al., 2016; Global Environment Facility, s.d.; Nanda et Pring, 2013)

Les OIG régionales sont restreintes par leur caractère géographique. Elles s'appliquent à certains territoires, par exemple, l'Union européenne (UE). L'UE est un organe supranational qui peut adopter ses propres normes à travers sa Commission européenne et le Conseil de l'Union européenne. Elle a donc une très grande influence sur les pays membres, car elle crée des obligations pour ces derniers. L'UE a, non seulement, une influence sur ses pays membres, mais aussi sur la scène internationale, notamment en DIE. (Commission européenne, 2020; Nanda et Pring, 2013) Les OIG régionales sont aussi importantes pour le développement du DIE que celles à vocation universelle.

La liste non exhaustive des OIG dans cette sous-section démontre que la diversité des organisations et leurs différents mandats ont permis au DIE de se développer. Cependant, la prolifération des organisations et des institutions crée une incohérence et une division au sein du système pour protéger l'environnement. La coopération et la communication deviennent plus compliquées entre ces entités. De plus, la multiplicité des institutions divise les ressources financières et techniques disponibles. (Doubbé-Billé et al., 2013; United Nations General Assembly [UNGA], 2018a)

3.2.3 Les acteurs non étatiques

Les États sont au premier plan du DIE, mais les acteurs non étatiques sont aussi influents sur le DIE. Par souci de concision, cette sous-section discutera du rôle des acteurs non étatiques suivants : les individus, les organisations non gouvernementales environnementales (ONGE) et les entreprises. (Doubbé-Billé et al., 2013; Varela, 2005)

La technologie d'aujourd'hui, incluant l'internet, permet aux individus d'être davantage informés et conscients sur les problèmes environnementaux. Les individus doivent au niveau national :

« Avoir dûment accès aux informations relatives à l'environnement que détiennent les autorités publiques, y compris aux informations relatives aux substances et activités dangereuses dans leurs collectivités, et avoir la possibilité de participer aux processus de prise de décision. Les États doivent faciliter et encourager la sensibilisation et la participation du public en mettant les informations à la disposition de celui-ci. Un accès effectif à des actions judiciaires et administratives, notamment des réparations et des recours, doit être assuré. » (Principe 10 de la *Déclaration de Rio*, 1992)

Avec ce principe, le droit international reconnaît le rôle des individus. Pourtant, leur implication sur la scène internationale se limite à quelques droits procéduraux. Ils n'ont pas le même statut que les États. (Doubbé-Billé et al., 2013)

Depuis 1972, les ONGE initiées par des regroupements d'individus engagés et informés ont augmenté non seulement en nombre, mais aussi en pouvoir. Elles se retrouvent à être de fortes influences sur les

politiques publiques, et ce, à plusieurs niveaux (local, national et mondial). (Pring et Pring, 2010; Tortajada, 2016)

Les ONG participent à faire évoluer le DIE depuis plusieurs années, cependant, la communauté internationale n'a pas reconnu ces entités comme des acteurs internationaux au même titre que les États. Plusieurs conventions permettent la participation des ONG, en tant qu'observateurs, lors des négociations des traités ou des normes. (Arbour et al., 2016) Leur contribution à ces négociations est plus qu'essentielle, cela permet d'avoir l'opinion des individus.

Une ONG se spécialise souvent dans un domaine (la protection de l'environnement comme World Wildlife Fund for Nature) ou un sujet particulier (la pollution et la santé comme Pure Earth). Les ONG peuvent autant influencer les normes que les pratiques au niveau local, national, régional ou international. Plusieurs exemples pourraient être listés dans cette section, mais l'essai s'attardera sur deux d'entre elles.

La première organisation est l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). Cette organisation est une association de plus de 14 000 membres, comprenant des gouvernements, des organisations gouvernementales et non gouvernementales. (International Union for Conservation of Nature [IUCN], 2021) L'IUCN a établi ses objectifs dans ses statuts et règlements à l'article 2 :

« Les objectifs de l'IUCN sont d'influer sur les sociétés du monde entier, de les encourager et de les aider pour qu'elles conservent l'intégrité et la diversité de la nature et veillent à ce que toute utilisation des ressources naturelles soit équitable et écologiquement durable. » (L'Union internationale pour la conservation de la nature, 2016)

Pour réaliser ses objectifs, l'IUCN possède la compétence de plus de 17 000 experts et scientifiques. En 1948, en France, la première union environnementale mondiale a été fondée sous le nom d'Union internationale pour la préservation de la nature. C'est en 1956 qu'elle devient l'Union internationale pour la conservation de la nature. (IUCN, 2021) Depuis sa création, l'IUCN a grandement influencé le DIE, et ce, de plusieurs façons, y compris son implication dans l'écriture de plusieurs documents internationaux importants (la *Convention sur la biodiversité*, 1992 et la *Charte mondiale de la nature*, 1982). (IUCN, 2021; Nanda et Pring, 2013; Varela, 2005)

La deuxième organisation est le World Wildlife Fund for Nature (WWF). Dans les années 60, le WWF a vu le jour dans le but de mettre en place une organisation internationale ayant comme mission de récolter des fonds pour protéger les espèces menacées et leurs habitats. Les difficultés financières de l'IUCN à soutenir ses projets ont été la motivation première des fondateurs du WWF. Aujourd'hui, cette ONG s'associe avec d'autres organisations non gouvernementales (ONG), des gouvernements, des associations, des entreprises et autres entités afin de protéger et conserver l'environnement du développement humain. Leurs champs d'activités sont variés, y compris la conservation des forêts, la protection de la faune, la

conservation des milieux aquatiques. (World Wildlife Fund [WWF], 2021) Lors de la négociation de la *Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction* (1973), le soutien financier du WWF a permis de subventionner, non seulement la *Convention*, mais aussi les frais de voyage et de séjour des représentants de l'Indonésie, de la Tanzanie et du Zimbabwe. (Varella, 2005)

Les entreprises, plus particulièrement les multinationales, sont des acteurs du DIE. Leur rôle a évolué depuis les débuts du DIE. Au départ, elles étaient reconnues pour leur rôle de pollueurs et de destructeurs de l'environnement. Plusieurs catastrophes écologiques ont été engendrées par des compagnies privées comme l'accident de la plateforme de forage *Deepwater Horizon*. En avril 2010, la plateforme située dans le golfe du Mexique a explosé à la suite d'une fuite de gaz. Par conséquent, plus de 185 millions de gallons de pétrole se sont déversés dans les eaux du golfe et les étendues d'eau connexes. Cette immense marée noire a eu des répercussions dévastatrices et néfastes sur l'environnement, y compris la faune et la flore, ainsi que pour l'économie des États touchés. La compagnie responsable de la catastrophe est *British Petroleum Deepwater Horizon*. (Shields, 2015, 20 avril)

Une autre problématique avec certaines entreprises multinationales est leur motivation derrière le choix du pays où elles exercent leurs activités. Par exemple, les entreprises multinationales cherchent parfois refuge auprès des États en développement pour y opérer leurs activités, car leurs lois environnementales sont, généralement, moins sévères. Une société multinationale pourrait donc tirer avantage de ces règles moins contraignantes pour s'établir dans cet État et ainsi produire davantage, mais, en contrepartie, polluer l'État hôte et même peut-être les États voisins. La problématique devient très difficile à gérer en droit interne, surtout dans les cas de pollution transfrontière. (Bruce, 2016)

Aujourd'hui, bien que les entreprises restent une préoccupation environnementale, elles agissent aussi plus activement dans le développement de nouvelles solutions environnementales. Les regroupements d'entreprises influencent, entre autres, les négociations et la rédaction de documents internationaux environnementaux. (Doubé-Billé et al., 2013)

Le *World Business Council for Sustainable Development* (WBCSD), une association de plus de 200 entreprises, encourage et aide la transition vers un modèle économique plus durable. Pour faciliter les échanges commerciaux internationaux, certaines entreprises s'uniformisent aux normes ISO, et ce, même si ces normes ne sont pas obligatoires. (Doubé-Billé et al., 2013; United Nations Environment Programme [UNEP]. Division of Policy Development and Law, 2006; World Business Council for Sustainable Development [WBCSD], S.d.)

Bref, l'essai ne peut pas énumérer tous les acteurs impliqués en DIE, car ils sont trop nombreux. Malgré l'avantage de couvrir plusieurs aspects de l'environnement, la grande variété des parties prenantes ajoute une complexité supplémentaire à la protection de l'environnement par le DIE. (Doubé-Billé et al., 2013)

3.3 Les accords multilatéraux sur l'environnement (AME)

Les accords multilatéraux sur l'environnement (AME) sont les contrats environnementaux au sein de la communauté internationale. Ils résultent de la signature de plus de deux États à des déclarations, des résolutions et des documents issus de conférences ou de forums internationaux. (UNEP. Division of Policy Development and Law, 2006). Cependant, avec les préoccupations grandissantes, les AME se sont multipliés, résultant avec plus de 500 en actif aujourd'hui. (Hockman, 2009; UNGA, 2018) Dans cette section, il sera question de l'importance des accords et traités dans les relations internationales environnementales et les problèmes associés (la complexité du sujet, la prolifération des forums et le manque de mécanisme de sanction).

3.3.1 La complexité du sujet

Le DIE est en constante évolution. Non seulement la scène juridique doit tenir compte des avancées dans le domaine, mais elle doit aussi prévoir un droit pour l'avenir. Cela découle de la définition du développement durable dans le rapport Brundtland (1987) comme quoi les besoins des générations futures doivent être considérés. Le droit international n'a pas beaucoup d'expérience pour créer du droit pour l'avenir. Par contre, le DIE n'a pas le choix de gérer les risques à venir, car les répercussions pourraient être désastreuses. Les catastrophes nucléaires comme *Fukushima Daiichi* en 2011 ou *Tchernobyl* en 1986 en sont de bons exemples. (Doubé-Billé et al., 2013)

Une des problématiques actuelles à l'égard des conflits environnementaux est qu'elles concernent rarement que le volet environnemental. Étant donné la complexité du sujet et l'absence de consensus international en matière d'environnement, les États préfèrent souvent régler leurs différends sur un terrain connu. Les transgressions au niveau économique sont généralement préférées. (Carroll, 2013) Par conséquent, les décisions en matière environnementale sont plus rares et n'offrent pas les réponses recherchées aux ambiguïtés du DIE.

En plus d'être associé avec des intérêts sociaux, économiques et politiques, l'environnement est un domaine qui peut engendrer plusieurs incertitudes. Il regorge de spécificités et de technicités. Les sciences sont importantes pour établir des normes et pour établir le risque. (Doubé-Billé et al., 2013) Comme le DIE est un droit pour aujourd'hui, mais aussi pour l'avenir, il est possible qu'une situation se présente sans que ce droit ait prévu ou anticipé les risques ou les dommages sur l'environnement.

Comme mentionné dans le premier chapitre, les conséquences du développement peuvent représenter des risques à l'environnement, toutefois, les incertitudes peuvent faire que le DIE soit difficile à appliquer. Le principe de précaution est venu, partiellement, pallier cette lacune. En effet, le principe a été repris dans plusieurs écrits importants, comme dans la *Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone* (1985) lorsqu'il y avait encore des incertitudes scientifiques par rapport à la corrélation entre l'augmentation du chlore dans l'atmosphère et la destruction de la couche d'ozone. (Arbour et al., 2016) Toutefois, ce principe a rencontré plusieurs problématiques en DIE. La définition variable et l'incertitude sur sa portée juridique contribuent, entre autres, à une application inconstante lors des décisions internationales. (Arbour, 2002)

Dans une perspective de pollution transfrontière à portée mondiale, la multitude de traités et d'acteurs complexifie la mise en œuvre des obligations. Par exemple, une des causes des changements climatiques est l'augmentation des émissions de GES dans l'atmosphère. (GIEC, 2018) Les émissions de GES d'un pays peuvent affecter l'environnement de plusieurs autres pays. Également, les émissions de plusieurs pays peuvent affecter la Terre dans son ensemble incluant ses occupants et ses écosystèmes. Il y a, par conséquent, plusieurs acteurs responsables, plusieurs victimes et plusieurs écosystèmes endommagés. Dans ces situations, il devient plus ardu de savoir sur qui incombe la responsabilité des dommages. (Kalas, 2001)

3.3.2 La multitude d'institutions

Parmi les observations faites par l'Assemblée générale de l'ONU dans le rapport du secrétaire général de 2018, ce dernier a conclu que les nombreux AME ont amplifié le nombre de forums en vigueur pour la gestion des litiges environnementaux dans les dernières années. En conséquence, une fragmentation du système et une confusion au sein du DIE se sont développées. Chaque traité conclu peut créer ses institutions, ses règles, ses obligations ainsi que ses sanctions. Il n'y a pas, au niveau international, une bonne coordination de ces traités, par conséquent, la gouvernance du DIE en est affectée. (Arbour et al., 2016; Kornfield, 2016; United Nations Environment Programme [UNEP], 2018; UNGA, 2018a)

Le deuxième chapitre de l'essai expose quelques exemples de forums de règlements de différends environnementaux, mais la liste est beaucoup plus longue. En plus d'offrir un droit décousu et incohérent, la grande variété de ces forums permet aux États d'effectuer du « *forum shopping* » lorsqu'un différend survient. Le « *forum shopping* » est le phénomène par lequel les États tenteront de prendre le forum qui les avantagera le plus, que ce soit par la vitesse de traitement, par la force obligatoire du jugement ou par les coûts. (Hinde, 2003) Ainsi, un État considérant son développement économique supérieur à la protection de l'environnement optera pour des solutions moins contraignantes.

3.3.3 Les mécanismes inexistantes ou inadéquats

Que ce soit par des lois ou par des traités, autant à l'international qu'au national, les écrits ont tenté de diminuer les pressions écologiques. Cependant, comme le remarquent Pring et Pring (2010), ces écrits sont généralement restés en vain, car la mise en application est souvent inadéquate.

Dans les AME, les mécanismes d'application sont souvent inexistantes ou inadéquats. Les AME sont basés sur les volontés des États et instaurent rarement des régimes obligatoires. Il est donc possible que les parties ne respectent pas leurs engagements et qu'il n'y ait peu ou pas de moyens de les faire exécuter. La mise en œuvre du DIE se fait de façon plutôt volontaire. Par conséquent, le manque de mécanismes peut inciter certaines parties à enfreindre les obligations du traité allant ainsi contre le but premier de cet instrument. Toutefois, les parties qui ne respectent pas l'entente risquent d'avoir des répercussions sur leur réputation et leur image au sein de la communauté internationale. (Hinde, 2003)

La signature des AME est directement liée aux intérêts sociopolitiques et économiques des États. Si les traités instaurent des mécanismes de sanction et d'application strictes, plusieurs États considèrent que cela brime leurs intérêts et ils seront donc moins enclins à les signer. La mise en œuvre est régie par plusieurs facteurs : des ressources financières et institutionnelles adéquates, des technologies appropriées et des législations environnementales à jour. Plusieurs pays sont incapables de remplir leurs obligations, car ils n'ont pas les technologies ou les moyens financiers pour les respecter. (Hinde, 2003 ; UNGA, 2018a) Par conséquent, il est plus difficile pour eux d'honorer les AME conclus.

En conclusion, des solutions aux lacunes du système sont nécessaires afin d'éviter la dégradation de l'environnement et de se retrouver devant le fait accompli dans quelques années. La scène internationale doit être un endroit où l'environnement est prioritaire et protégé. Dans le prochain chapitre, l'essai propose l'instauration d'une Cour internationale de l'environnement (CIE) comme solution afin de mieux protéger l'environnement, l'avenir et par le fait même, la santé publique.

4. LA COUR INTERNATIONALE EN ENVIRONNEMENT

Le survol de la littérature, des traités, des conventions, des accords, de la jurisprudence et de la doctrine reliés au droit international environnemental (DIE) ont permis tout au long de cet essai de démontrer des lacunes et des imprécisions dans le système international afin de protéger l'environnement. La gouvernance des AME en est un exemple. Quelle serait la solution à ces lacunes? L'essai propose la création d'une Cour internationale en environnement (CIE). L'idée d'une instance juridique environnementale au niveau international n'est pas nouvelle. Plusieurs auteurs, juristes, diplomates, scientifiques ont déjà émis des propositions ou soutenu l'idée.

Dans les années 1980-1990, Amedeo Postiglione, un juge de la Cour suprême de cassation italienne a été le premier à discuter du projet d'une CIE. À l'époque, la catastrophe de Tchernobyl a amorcé les discours sur « les dommages environnementaux » et « le droit à l'environnement » lors du Forum international sur la justice et l'environnement de 1986 à Rome. (International Court of the Environment Foundation [ICEF], s.d.) Par la suite, le mouvement environnemental italien mené par Postiglione a mis sur pied la fondation *International Court of Environment Foundation* (ICEF) afin de mettre l'environnement au premier plan dans l'univers juridique international. Lors de la Conférence de 1992 à Rome, Postiglione a déposé une proposition de CIE. Cette dernière présentait les compétences générales de la CIE comprenant, entre autres, l'autorité de juger les litiges entre pays et acteurs non étatiques et la possibilité d'émettre des mesures d'urgence ou provisoires. La fondation de Postiglione participe encore aujourd'hui au développement de ce projet. (Bruce, 2016; ICEF, s.d.)

Un projet de CIE a été relancé dans les années 2000, lorsque Stephen Hockman et un groupe d'experts, incluant des juristes et des scientifiques, se sont penchés sur les problèmes environnementaux auxquels la Terre et les êtres humains faisaient et font toujours face. Ils forment ensemble la « *ICE coalition* ». (ICE coalition, S.d.) Plusieurs projets et propositions ont émané de la coalition, y compris un forum de médiation et une Cour permanente spécialisée en environnement. Plusieurs auteurs et membres de cette *coalition* ont participé à la proposition de CIE. (Bruce, 2016) Stuart Bruce est un de ces auteurs. Bruce est avant tout un avocat spécialisé dans le domaine du droit international, particulièrement les sujets qui touchent l'énergie renouvelable, les ressources naturelles, les changements climatiques et les lois et politiques environnementales. Il participe activement à l'évolution du DIE avec son implication au sein de plusieurs comités et commissions, par exemple, la Commission de l'énergie et de l'environnement de la Chambre de commerce internationale. (ICE coalition, S.d.; WilmerHale, 2018)

Outre une CIE, les idées de former une organisation mondiale ou même un tribunal *ad hoc* pour pallier les lacunes du système actuel sont apparues plus d'une fois dans les écrits. Le modèle de la CIE est conçu et élaboré, dans ce chapitre, de façon à répondre aux problématiques inhérentes du système actuel, tout en y portant un regard critique.

Le présent chapitre exposera les contours d'une CIE, tels que ses fondements, sa compétence, ses fonctions, son financement et son processus d'implantation. Le modèle de CIE élaboré ci-après est influencé par les écrits, entre autres, de Stuart Bruce, de Postiglione et des projets présentés sur la scène internationale.

4.1 Le modèle de la Cour internationale de l'environnement

La CIE aurait comme objectif de veiller à la bonne gouvernance et au développement du DIE, et ce, pour protéger l'environnement et pour offrir un environnement sain aux êtres humains. Le rôle premier de la CIE serait la résolution des différends environnementaux internationaux. De plus, la CIE supporterait les États lors de la négociation de traités, d'accords ou de tous autres documents à portée juridique en environnement. Ce modèle de CIE représenterait un endroit de convergence des connaissances et des technologies, ainsi qu'un moyen de gouverner le DIE. La CIE constituerait la nouvelle autorité internationale en environnement.

Tout en prenant exemple sur la CIJ et la Cour pénale internationale (CPI), la CIE détaillerait, dans son Statut et son Règlement, l'organisation de la Cour, sa compétence, sa composition, ses membres, son fonctionnement, etc. En considérant que l'essai n'est qu'un court texte, il ne sera pas question de détailler les documents qui donneront à la Cour ses pouvoirs, mais de seulement étayer brièvement ses paramètres dans les prochaines sous-sections.

Les fondements de la CIE sont soutenus par les arguments apportés lors des derniers chapitres. Au cours de cet essai, cinq éléments du système actuel sont davantage ressortis : le premier est le manque d'expertise à la CIJ pour les litiges de nature environnementale; le deuxième est la complexité des enjeux environnementaux, surtout ceux à portée transnationale; le troisième est la prolifération des institutions et organisations environnementales; le quatrième est l'impossibilité pour les entités non étatiques de prendre part activement au DIE; et le dernier concerne les mécanismes d'application inadéquats ou inexistants dans les AME. Les contours de la CIE refléteront les solutions offertes pour répondre à ces lacunes.

4.1.1 La compétence

La CIE serait une organisation internationale juridique ayant « la personnalité juridique internationale », c'est-à-dire qu'elle aurait le pouvoir de conclure des traités et de se lier avec les États et les organisations intergouvernementales dans les relations internationales. La CIE se composerait de plusieurs organes similaires à la CPI comme la Présidence, les Chambres, le Bureau des enquêtes et le Greffe. Les organes auront tous des tâches différentes et complémentaires afin de remplir les objectifs de la CIE. Ces tâches varieront entre l'administration non juridique, les relations extérieures, les affaires judiciaires et juridiques et les enquêtes. (Art. 34 du Statut de Rome, 2002; Cour pénale internationale [CPI], s.d.; Lüder, 2002)

La CIE aurait le pouvoir de rendre un jugement, de prononcer des mesures provisoires ainsi que d'émettre des avis consultatifs sur les différends d'ordre juridique environnemental relatifs à :

« L'interprétation d'un traité [à portée environnementale]; tout point de droit international [environnemental]; la réalité de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la violation d'un engagement international [en environnement]; la nature ou l'étendue de la réparation due pour la rupture d'un engagement international [environnemental]. » (Modification de l'article 36 par. 2 du *Statut de la CIJ*)

Une critique formulée par les auteurs concerne la juridiction trop large d'une CIE. Étant donné que le DIE est souvent lié avec d'autres domaines de droit international, une juridiction générale sur l'environnement poserait probablement un problème avec les autres forums compétents. Le chevauchement de compétence susciterait une augmentation de « *forum shopping* » et pourrait créer un affaiblissement du DIE et l'autorité des autres cours. (Hey, 2000; Hinde, 2003; Pedersen, 2012)

La CIE aurait une compétence concurrente de juger des litiges concernant l'environnement et ses composantes, c'est-à-dire que les autres forums traitant l'environnement de façon spécifique, comme le Tribunal international du droit de la mer (TIDM) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC), ne perdront pas leur juridiction. Cependant, il faudrait que la CIE assure une étroite collaboration entre les différents forums de règlements pour éviter la confusion et les frustrations des parties prenantes (Pauwelyn, 2005).

La gouvernance défaillante du DIE est souvent attribuée à la multitude d'AME en vigueur. Pour faciliter la gestion de ces AME, il faudrait que la CIE soit la seule compétente pour régler tous les désaccords ou les litiges survenus dans le cadre des AME. Un travail de taille, soit de longues négociations pour plus de 500 accords, devrait être effectué pour que cela soit possible. De plus, la CIE chapeauterait le remaniement des AME, cela permettrait d'ajuster les mécanismes de mise en œuvre et d'uniformiser le DIE à travers les nombreux traités. La CIE tenterait de réduire la possibilité de « *forum shopping* » pour limiter les contradictions dans le DIE (Hinde, 2003).

La CIE servirait à compléter les juridictions nationales afin de protéger l'environnement et les êtres humains. Elle exécuterait principalement ses compétences et ses pouvoirs dans des cas litigieux environnementaux mondiaux comme la pollution transfrontière, la destruction d'écosystèmes importants ou la dégradation du patrimoine naturel. La déforestation massive de la forêt amazonienne ou les changements climatiques en sont de bons exemples.

La CIE se composerait d'un panel varié pour répondre aux problèmes complexes, techniques et scientifiques. Bruce (2016) propose que ce panel soit constitué « de spécialistes du [DIE] et d'experts généralistes du droit international public, de législateurs ou de diplomates, soutenus par des experts techniques, scientifiques, d'ingénierie et autres [...] ». L'essai va dans la même direction que cet auteur. Un soutien d'équipes interdisciplinaires permettrait à la CIE d'émettre des avis consultatifs et des jugements

appropriés aux problèmes complexes et diversifiés que sont ceux de l'environnement. Ceci pallierait le manque d'expertise de la CIJ.

La compétence de la CIE pourrait s'étendre aux crimes commis contre l'environnement. Les parties coupables d'endommager l'environnement lourdement devraient se voir réprimander pour leurs préjudices. Cette Cour permettrait de définir les crimes commis contre l'environnement, comme l'écocide. La CIE sanctionnerait les parties coupables, peu importe si c'est un État, une OIG, une ONG, une entreprise ou un individu. (Bruce, 2016) Dans les cas d'infractions, la CIE aurait une compétence de saisine, comme la CPI, c'est-à-dire qu'elle pourrait accuser des États ou autres entités de crimes environnementaux. Toutefois, cette procédure serait encadrée par un comité d'enquête. (CPI, s.d.)

La CIE imposerait des sanctions variées selon la faute ou le type d'infractions commises. Les décisions incluraient, entre autres, des dommages-intérêts, des dommages punitifs, la remise en état des lieux et la réhabilitation de l'habitat endommagé (si possible). Pour les cas considérés comme des crimes contre l'environnement, des amendes et des peines d'emprisonnement pourraient être envisagées. (Bruce, 2016) Tous les montants collectés seraient dirigés vers des Fonds, comme le FEM, et vers les services de la CIE.

4.1.2 Les membres

La CIE aurait une grande variété d'intervenants. D'abord, la CIE s'adresserait à tous les États qui accepteraient sa compétence en ratifiant le statut ou le traité créant la CIE. Les États membres auront la possibilité de se présenter devant la CIE, cependant ils ne seront pas les seuls. Les OIG et les acteurs non étatiques tels que les ONG, les entreprises et les individus auront aussi accès à cette Cour.

Une CIE concéderait un droit aux acteurs non étatiques : le droit de participer au processus judiciaire international. Ces acteurs posséderaient des pouvoirs et des obligations comme les États, soit la possibilité de poursuivre et, par conséquent, d'être poursuivis. Ainsi, lorsque le système juridique interne d'un pays est insuffisant pour protéger la population et l'environnement, la CIE agirait comme « filet de sécurité » afin d'assurer une défense plus adéquate (Bruce, 2016). L'introduction des acteurs non étatiques sur la scène internationale a toujours été un défi, car les États doivent concéder une partie de leur souveraineté. Il faudrait des conditions bien établies pour que les États acceptent. L'essai propose que les requêtes émanant des acteurs non étatiques soient évaluées par un des organes de la CIE pour voir le sérieux de la cause. Une participation active, c'est-à-dire plus qu'un simple statut d'observateur, permettrait notamment de dénoncer des États qui ne respectent pas leurs engagements environnementaux. De plus, les entreprises multinationales pourraient se voir accusées à l'international lorsque celles-ci polluent d'autres pays, comme dans le cas de *Deepwater Horizon* mentionné dans le troisième chapitre. Bref, quiconque pourrait saisir la CIE lorsqu'il est question de protection de l'environnement, et ce, selon des conditions clairement stipulées dans le Statut. (Lehmen, 2012; Riches et Bruce, 2013) Pour assurer le droit de

participation publique, la CIE devrait prévoir des mesures contre les poursuites-bâillons (SLAPP). Les poursuites-bâillons ou les poursuites stratégiques contre la mobilisation publique sont des actions juridiques qui ont pour but de décourager les mobilisations publiques à dénoncer les États ou autres entités par des techniques d'intimidation, surtout financières. Les mesures anti-SLAPP devraient assurer un climat optimal pour que les ONG et les individus puissent pleinement participer au processus judiciaire. (Ciampi, 2017)

Toutefois, tous les acteurs du DIE auraient le pouvoir de demander à la CIE des avis consultatifs pour toutes questions qui relèvent de sa compétence. Afin d'alléger le fardeau de la Cour, un comité désigné par le Règlement de la CIE effectuerait un tri dans les demandes. Les demandes jugées prioritaires et pertinentes seront prises en compte par la CIE. En émettant des avis consultatifs, la CIE pourrait davantage réformer le DIE, car elle pourrait approfondir les questions et les concepts moins bien compris ou appliqués (ex. la définition de l'environnement, le principe de précaution, etc.).

4.1.3 Le fonctionnement

La CIE serait un instrument juridique complet, c'est-à-dire qu'elle offrirait différentes formes de résolution de différends (médiation, conciliation, arbitrage, décision judiciaire) et elle serait une ressource consultative. (Kalas, 2001) De plus, la CIE créerait, selon son Statut et son Règlement, des chambres spécialisées. Ces chambres se diversifieraient selon les grandes catégories de l'environnement (ex. biodiversité, changement climatique, etc.), afin d'avoir une expertise encore plus pointue sur le sujet traité (Bruce, 2016). Cela permettrait de faire le pont entre les autres tribunaux spécialisés comme le TIDM. Le pouvoir de création ne se limiterait pas seulement aux grands domaines de l'environnement, il pourrait se moduler selon les besoins.

Contrairement à d'autres domaines de droit, les répercussions en DIE d'actions ou d'inactions peuvent être irréversibles ou irréparables. Par le fait même, il faut donc mettre un mécanisme en place pour éviter que ces répercussions surviennent. Les meilleurs mécanismes en droit sont les mesures provisoires. Tout comme une injonction interlocutoire ou une ordonnance de sauvegarde en droit civil, elle permet de limiter ou éviter les dommages. La CIE serait compétente pour prononcer les mesures provisoires avant même de se statuer sur le fond du litige (Bruce, 2016).

Outre trancher des litiges environnementaux, la CIE servirait à centraliser les actions, les connaissances, les avancées technologiques et scientifiques du DIE. Le développement d'un forum spécialisé en environnement permettrait l'uniformité des normes et maximiserait l'accès à l'information. Cette Cour devrait se lier avec le PNUE afin de bien coordonner ses actions au niveau régional, national et international. Le rôle du PNUE pourrait être renforcé en lui offrant davantage de pouvoirs, notamment le pouvoir de sanction et de mise en œuvre des traités. Le PNUE pourrait s'intégrer à la nouvelle Cour afin d'allier leurs forces. (Bruce, 2016)

Les États auraient à faire preuve d'ouverture et de flexibilité avec le modèle de CIE présenté dans ce chapitre. Afin de suivre l'évolution des connaissances scientifiques et techniques qui devancent actuellement le système légal, la CIE modulerait ses compétences et ses pouvoirs (McCallion et Sharma, 2000). Les États les reverraient régulièrement. La façon la plus simple serait d'organiser des réunions entre les États parties tous les cinq ans. Lors de ces rencontres, les États inviteraient les OIG, les ONG et les entreprises à partager leur expertise et leur point de vue. La collaboration entre chaque acteur serait la clé du succès de la CIE.

4.2 Le financement

La CIE serait une cour internationale permanente, au même titre que la CIJ et la CPI, c'est-à-dire qu'elle devra posséder des infrastructures pour y résider. De plus, une cour de cette envergure doit mettre en place un système administratif adéquat pour faciliter la gestion des organes et des ressources nécessaires à ses activités.

Le financement de la CIE pourrait se faire de plusieurs façons. Ce court paragraphe énuméra brièvement quelques moyens de financer sans toutefois aller dans les détails. Premièrement, la CIE pourrait calquer le système utilisé pour la CIJ. Dans ce cas, « les frais de la Cour sont supportés par les Nations unies de la manière que l'Assemblée générale décide » (Art. 33, *Statut de la CIJ*). Chaque État serait responsable de financer leur cause auprès de la CIE. (Kalas, 2001) Un Fonds d'aide aux parties devrait être établi, similaire à celui déjà en vigueur pour la CIJ, pour éviter que le manque de ressources économiques brime les droits des parties. (Bruce, 2016; Kalas, 2001; Organisation des Nations unies, 1989) Deuxièmement, la CIE pourrait développer un modèle de financement supporté par des cotisations annuelles des membres, y incluant les membres non étatiques. (Bruce, 2016) Les États cotiseraient selon leur capacité. Bruce (2016) suggère que les grosses sociétés plus à risques de causer préjudices à l'environnement, par exemple les industries minières, cotisent à la CIE. Cela avantagerait leur image et diminuerait les coûts au sein même de la CIE. L'essai partage ce raisonnement, toutefois, cela pourrait créer des inégalités surtout si les critères ne sont pas bien établis. Cependant, les entreprises, les individus ou même les organisations non gouvernementales pourraient cotiser volontairement. La collaboration et la coopération avec la Banque Mondiale et le FEM favoriseraient un meilleur financement de la CIE.

Le financement d'une nouvelle cour internationale est un défi de taille, car cela représente une autre dépense pour les États. Cela pourrait être un obstacle à la création de la CIE. Avec un immense remaniement des AME, les institutions créées par ces derniers seraient sous la gouverne de la CIE, ainsi les ressources financières des AME seraient gérées par la CIE. Au lieu de financer plusieurs institutions, les États subventionneraient la CIE et elle s'occuperait de la redistribution des ressources.

4.3 Le processus d'implantation

Le processus de formation d'une CIE serait similaire à celui de la CIJ. Une proposition faite lors d'un rassemblement des pays, comme une conférence internationale, permettrait d'amorcer le processus. Ensuite, la proposition serait débattue et négociée afin de faire valoir les arguments de tous. Si les pays s'entendent sur la proposition, une formulation adéquate sera faite dans un traité, un statut ou un accord international pour instaurer la CIE. Ce processus peut se faire au sein même des Nations unies, mais il serait possible d'entreprendre les démarches sans le système onusien. (Bruce, 2016) La mise en place d'un tel instrument est beaucoup plus complexe que la simple ratification d'un traité. Cela demande de longues négociations qui prendront en compte les situations particulières des États. Ce n'est pas parce qu'il y a quelques États en accord avec la proposition que les autres vont suivre. De plus, la proposition peut être rejetée complètement si les États ne veulent pas s'engager.

Le droit international, comme l'essai continue de le dire, est un droit consensuel et seuls les États en sont les maîtres. L'évaluation du contexte économique, politique et social actuel permettra de comprendre l'ouverture des États à appuyer et à s'impliquer dans l'instauration d'une CIE.

5. LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE, POLITIQUE ET SOCIAL ACTUEL EST-IL PROPICE À L'INSTAURATION D'UNE COUR INTERNATIONALE DE L'ENVIRONNEMENT?

Au cours de l'essai, il a été démontré que le système international en place était déficient pour gérer et régler les problématiques environnementales. L'essai a proposé une solution, soit la création d'une Cour internationale de l'environnement (CIE). En remaniant les traités internationaux en vigueur, en se liant avec l'ONU et en regroupant les savoirs, les technologies et les ressources financières sous un même toit, la CIE serait une solution potentielle vers une meilleure protection de l'environnement. Les négociations d'une telle Cour seraient menées, essentiellement, par les États. Les OIG et les ONG se joindraient à ces négociations. Ultimement, la décision de créer une CIE serait celle des États. La possibilité et la rapidité de création de la CIE reposent principalement sur la volonté des États à s'y soumettre.

Dans ce chapitre, l'essai exposera, en première partie, les diverses positions adoptées par les États lors des négociations importantes des années passées, y compris celles qui concernent les changements climatiques. L'objectif de cette première partie sera de déceler la tendance qui s'est installée au cours des années par rapport aux positions des États concernant la protection de l'environnement. Dans la deuxième partie, l'essai évaluera le contexte économique, politique et social actuel afin de déterminer si ce dernier est propice au développement de la CIE proposée. Ce chapitre conclura par l'interprétation des résultats afin de savoir si la CIE est une solution possible aux problèmes environnementaux, particulièrement ceux de nature transfrontière, dans le contexte économique et sociopolitique d'aujourd'hui.

5.1 Historique des tensions entre le Nord et le Sud

Le début du DIE est marqué par la Conférence de Stockholm en 1972. C'est à cette Conférence que les intérêts et les volontés des États par rapport à l'environnement se sont fait mieux connaître. À travers les années, les discours des États concernant l'environnement ont changé et ont évolué. Il y a donc lieu d'analyser les positions des États durant ces événements pour mieux évaluer leurs volontés et leurs intérêts d'aujourd'hui. La contrainte de temps imposée par l'essai ne permet pas l'analyse en profondeur des positions de chaque État, et ce, dans chaque négociation. Il a été déterminé, à la suite de plusieurs lectures, que pour simplifier le texte et élaborer un modèle, l'essai basera la première partie de son analyse sur la dichotomie entre les pays du Nord et les pays du Sud. Cependant, lorsque les positions à même un groupe se diffèrent grandement, l'essai le prendra en compte et le mentionnera.

Les expressions « pays du Nord » et « pays du Sud » utilisées dans cet essai sont définies comme suit : les pays du Nord représentent les pays industrialisés comme les États-Unis, le Canada, les États membres de l'Union européenne, le Japon, etc., tandis que les pays du Sud sont les pays en développement (PED), soit ceux sur les continents de l'Afrique, l'Asie et l'Amérique du Sud (Atapattu et Gonzalez, 2015). Les termes « Nord-Sud » ne considèrent pas les limites géographiques comme critère de division, mais bien les

différences économiques, sociales et politiques (Organisation des Nations unies [ONU], 2019). Les pays du Sud, en opposition avec les pays du Nord, se caractérisent par leur produit intérieur brut (PIB) moins élevé, leur système économique moins complexe et leurs réseaux de la santé et de l'éducation plus limités et de moins bonne qualité (Banque de développement du Canada, s.d). L'essai a divisé les pays en deux grandes catégories, et ce, en toute conscience que la généralisation des groupes ne représente pas fidèlement la situation complexe de plusieurs États émergents ou en transition. Cette simplification sert à alléger le texte et la lecture de l'essai.

5.1.1 De Stockholm au rapport *Brundtland*

Au cours de ces deux décennies (1972-1992), la Conférence des Nations unies sur l'environnement humain (CNUEH) devenait la première grande rencontre internationale discutant des problèmes environnementaux. Conséquemment, les États ont invoqué, pour la première fois, leurs réels intérêts et motivations à s'impliquer auprès de la protection de l'environnement.

Afin que les États acceptent de participer à la Conférence de Stockholm, certaines propositions ont dû être modifiées. Les pays du Sud ont été particulièrement réticents à l'idée de discuter de l'environnement. Les PED, surtout le Brésil, s'opposaient à la reconnaissance des problèmes environnementaux, car ils jugeaient qu'en admettant leur importance, leur développement économique en serait affecté. Après de longues discussions, les tensions entre les deux groupes se sont atténuées. (Le Prestre, 2005; Mickelson, 2015)

Durant cette période, les positions rigides des PED étaient influencées par la politique internationale de l'époque. Les discussions politiques internationales concernaient surtout le commerce, l'économie et le développement. Dominé par les pays du Nord, ce système a créé un fossé entre les pays développés et en développement. Plusieurs pays du Sud, ralliés sous le Groupe 77 (G77), ont produit une liste de propositions nommée le Nouvel ordre économique international (NOEI) dans le but de restructurer le système économique international pour répondre à leurs nouveaux besoins (Mahiou, 2010; Mickelson, 2015).

Le Groupe des 77 (G77) est un regroupement de 132 PED. Leur association a pour but :

« D'articuler et de promouvoir leurs intérêts économiques collectifs et de renforcer leur capacité de négociation commune sur toutes les grandes questions économiques internationales au sein du système des Nations unies, et de promouvoir la coopération Sud-Sud pour le développement. » (The Group of 77, s.d.)

Le G77 a intégré des discours axés davantage sur l'environnement dans les années subséquentes. Il est reconnu comme un outil de négociation pour les PED.

Par ailleurs, les années 80-90 ont connu une récession économique importante. Encore une fois, l'économie instable dominait les conversations. La diminution du commerce des ressources naturelles, entre autres, a eu des répercussions sur la crise de la dette dans les pays du Sud. C'est dans cette atmosphère que la Commission mondiale sur l'environnement et le développement a produit son rapport « *Notre avenir à tous* » en 1987 liant l'environnement et le développement sous la définition du développement durable. (Meakin, 1992; Mickelson, 2015; WCED, 1987)

L'arrivée du DIE n'a pas contribué à changer les perspectives des États, certains se sont même retranchés encore plus fermement dans leurs positions. La domination du libéralisme classique dans le droit international a transpiré dans les négociations, c'est-à-dire que « le principe de base du droit international demeure la souveraineté de l'entité fictive que constitue l'État; l'environnement demeure toujours une ressource; et la primauté du commerce demeure en place pour faciliter les échanges. » (Mayrand, 2018)

5.1.2 De Rio 1992 au *Protocole de Kyoto*

Après plus de deux ans et demi de consultations mondiales, les États se sont réunis à la Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement de 1992 à Rio (CNUED) afin de conclure, entre autres, une déclaration concernant la protection de l'environnement et le développement économique. Cette Conférence concernait plusieurs questions environnementales importantes, y compris la protection de la biodiversité, la conservation des forêts et ressources naturelles, la protection de l'air, l'eau et la terre, et la gestion des déchets et de la technologie (Meakin, 1992).

Les visions respectives du Nord et du Sud au sujet des causes de la destruction environnementale différaient largement augmentant ainsi les tensions entre eux. D'une part, les pays du Nord jugeaient que la croissance de la population engendrait les problèmes environnementaux et que ces derniers causaient la pauvreté. D'une autre part, les pays du Sud stipulaient que les problèmes environnementaux étaient liés aux modes de consommation des pays du Nord et que la dégradation de l'environnement en était la conséquence. (Le Prestre, 2005; Meakin, 1992) Non seulement leur vision des causes était différente, mais leurs priorités aussi. Tandis que les pays du Sud se focalisaient sur les problématiques environnementales qui affectaient directement les peuples vulnérables (la gestion de l'eau potable, la désertification, etc.), les pays du Nord se concentraient davantage sur les problématiques mondiales comme l'appauvrissement de la couche d'ozone et les changements climatiques. (Atapattu et Gonzalez, 2015; Le Prestre, 2005)

En 1992, les questions économiques étaient encore au centre des tensions entre le Nord et le Sud. Les principaux points de discorde étaient les modes de consommation excessive, la croissance économique, la pauvreté et l'augmentation de la population mondiale et ses répercussions sur l'économie (Meakin, 1992). Bien qu'ils aient reconnu les problèmes environnementaux, les PED refusaient d'instaurer des mesures pour protéger l'environnement, car leur économie était à peine capable de supporter leur population et leur

développement (Le Prestre, 2017). En conséquence, pour arriver à protéger l'environnement, les pays industrialisés doivent financer les pays du Sud. Les PED ont vu la protection de l'environnement comme une autre façon d'aller chercher davantage d'aides financières et de transferts de technologie de la part des pays du Nord. De plus, les négociations en lien avec l'environnement étaient un autre moyen pour les pays du Sud de tenter de réformer les « relations économiques internationales et les structures de décisions des organisations internationales ». (Meakin, 1992; Le Prestre, 2005) Les PED n'avaient pas nécessairement l'environnement au cœur de leurs préoccupations, mais ils s'en servaient plutôt comme moyen de négociation avec les pays industrialisés.

Durant la CNUED, les PED ne faisaient pas front commun en ce qui concernait leurs revendications. Par exemple, le G77 ne voulait pas que les transferts financiers et technologiques se fassent en faveur des pays en transition, car ils craignaient que les pays en transition dilapident les fonds disponibles. D'autres groupes se sont imposés dans les négociations comme l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) par rapport aux énergies renouvelables, particulièrement l'Arabie Saoudite membre de l'OPEP. (Le Prestre, 2005)

Du côté des pays industrialisés, les membres du G7, l'Union européenne, les membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le groupe Nordique, le groupe tripartite du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande et les États-Unis sont les principaux groupes qui se sont occasionnellement opposés lors de la CNUED. Leurs oppositions s'articulaient autour des contraintes financières, des mesures trop contraignantes et de la création d'institutions lourdes. (Le Prestre, 2005)

Au cours de cette Conférence, plusieurs documents ont été adoptés, comme la *Déclaration de Rio* et la *Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques* de 1992 (CCNUCC). La *Déclaration de Rio* a cristallisé la plupart des principes fondamentaux du DIE comme le principe de prévention, le principe de précaution, le principe de pollueur-payeur, le principe de responsabilité commune, mais différenciée. Toutefois, certains principes, comme mentionnés dans le premier chapitre, restent controversés et peu appliqués, surtout le principe de précaution. Lors de la CNUED, les États ont aussi reconnu l'importance des changements climatiques en tant que problème environnemental mondial avec l'adoption de la CCNUCC (Hall, 2016). Malgré des négociations longues et ardues et les réticences de quelques pays, y compris les États-Unis, la CCNUCC a été signée par 135 États. Cela signifiait un avancement dans la volonté des États à protéger l'environnement et en ce sens, la CCNUCC a ouvert la porte au changement. Le fait que le préambule de la CCNUCC reconnaisse une plus grande part de responsabilité aux pays développés par rapport aux émissions de GES a grandement facilité les négociations subséquentes avec les PED. (Le Prestre, 2005)

C'est à la première Conférence des Parties (COP) en 1995 que les États ont commencé les négociations sur le niveau d'engagement en matière des changements climatiques. Les pays du Nord, compris dans

l'Annexe 1 de la CCNUCC, devront, selon l'entente entre les parties, être soumis à des engagements contraignants en vue de diminuer leurs émissions de GES. (Hall, 2016) Toutefois, ce ne sont pas tous les États qui ont acquiescé aux énoncés dans le préambule de la CCNUCC. L'application spécifique du principe de responsabilités communes, mais différenciées et la croyance que les PED contribuent aussi ou sinon plus aux émissions de GES que les pays développés ont motivé les États-Unis à se dissocier du *Protocole de Kyoto* (1997) en 2001. (Arbour et al., 2016; Hall, 2016)

Les négociations pour la CCNUCC et le *Protocole de Kyoto* ont engendré plusieurs oppositions. Les États-Unis, l'Arabie Saoudite, le Canada, la Chine et l'Inde sont les principaux opposants. Chacun avait des motifs économiques pour freiner les négociations comme l'insécurité financière et la perte d'emplois. Les États-Unis, souvent réticents aux mesures concrètes pour le climat, désiraient éviter que les mesures favorisent, entre autres, la Chine et l'Inde, à leur détriment, sur le plan économique. À l'inverse, la Chine et d'autres PED ne voulaient pas que les pays industrialisés ralentissent leur développement économique à l'aide d'un traité. (Roberts, 2011)

Non seulement les États-Unis n'ont pas ratifié le *Protocole de Kyoto*, mais le Canada, sous le gouvernement Harper, s'en est retiré en 2012. Le fait que ces deux pays se soient dissociés du *Protocole* envoie un message négatif aux autres États, d'autant plus que les États-Unis étaient le plus grand émetteur de GES à l'époque. Malgré tout, le *Protocole de Kyoto* est entré en vigueur à la suite de la ratification de la Russie en 2005. (Arbour et al, 2016; Hall, 2016; Roberts, 2011)

5.1.3 De Johannesburg au *Pacte mondial de l'environnement*

Dix ans après la Conférence de Rio (1992), le Sommet mondial sur le développement durable de 2002 (SMDD) visait, tout d'abord, à faire le bilan sur les objectifs fixés à Rio (1992). En fin de compte, ces objectifs n'ont pas vraiment été discutés, car les membres ne les avaient pas atteints. Toutefois, l'ONU a voulu, à cette Conférence, faire revivre l'« *Agenda 21* » et la *Déclaration de Rio* en réitérant leurs objectifs et le processus de mise en œuvre dans la nouvelle déclaration. La SMDD s'articulait autour des questions de développement durable, particulièrement le volet économique et le volet environnemental. Le volet social a peu été discuté, par conséquent, peu de progrès en la matière ont été observés. Les impacts sur l'environnement des politiques de libre-échange, de l'ouverture des marchés, de la mondialisation apportent un nouveau lot de questionnements. La Conférence de Rio (1992) a omis d'en discuter en 1992, alors c'est dans ce contexte que la SMDD a eu lieu. (Le Prestre, 2005; Mickelson, 2015)

La SMDD ne se retrouve pas dans les conférences les plus marquantes pour le DIE. Les raisons sont principalement liées aux négociations ardues entre les États. Les États-Unis sont les principaux opposants à tous avancements en DIE, lors de la SMDD, même que leur position suggérait de faire régresser les mesures législatives en vigueur. Le cheval de bataille des États-Unis et du G77, lors de la SMDD, était la

protection de leur souveraineté et de leur liberté d'action. Par exemple, le texte du plan d'action, selon les États-Unis et le G77, devait éviter d'imposer des mesures ou des actions trop spécifiques à faire au niveau national. (Le Prestre, 2005; Nanda et Pring, 2012)

La Conférence des Nations unies sur le développement durable de 2012 (Rio+20) portait sur deux thèmes : l'« économie verte dans le contexte du développement durable et l'éradication de la pauvreté » et le « cadre institutionnel du développement durable ». (Arbour et al., 2016)

Le premier thème « l'économie verte dans le contexte du développement durable et l'éradication de la pauvreté » s'inscrit dans le contexte économique du moment. La communauté internationale relançait leur économie à la suite de la crise économique de 2008. L'économie verte est définie par le PNUE comme « une économie qui entraîne une amélioration du bien-être humain et de l'équité sociale tout en réduisant de manière significative les risques environnementaux et la pénurie de ressources ». (Programme des Nations unies de l'environnement [PNUE], 2011) C'est cette définition qui a été adoptée lors des délibérations pour la Conférence de Rio+20. Malgré tout, c'est ce concept qui a été le centre des tensions entre le Nord et le Sud. Les États du Sud se sont opposés, car ils craignaient que leurs échanges commerciaux en soient affectés. L'adoption du concept d'économie verte était, selon les pays du Sud, une imposition d'un modèle de développement unique qui n'avait pas lieu d'être. Sur ce sujet, la Bolivie a soutenu que les PED avaient le droit de « poursuivre leurs propres voies de développement ». (Mickelson, 2015) Finalement, l'économie verte dans le rapport de Rio+20, « *L'avenir que nous voulons* », n'a pas eu la portée souhaitée. Un extrait du rapport au paragraphe 56 le souligne :

« We affirm that there are different approaches, visions, models and tools available to each country, in accordance with its national circumstances and priorities, to achieve sustainable development in its three dimensions which is our overarching goal. In this regard, we consider green economy in the context of sustainable development and poverty eradication as one of the important tools available for achieving sustainable development and that it could provide options for policymaking but should not be a rigid set of rules. We emphasize that it should contribute to eradicating poverty as well as sustained economic growth, enhancing social inclusion, improving human welfare and creating opportunities for employment and decent work for all, while maintaining the healthy functioning of the Earth's ecosystems. » (Report of the United Nations Conference on Sustainable Development, 2012)

Le texte réduit la portée du concept à « un des outils importants disponibles pour atteindre le développement durable ». De plus, le désir des États de garder une liberté sur leurs actions s'est traduit dans ce paragraphe lorsque l'économie verte est décrite comme pouvant « fournir des options pour l'élaboration des politiques, mais ne devrait pas être un ensemble rigide de règles ». (Mickelson, 2015 ; Report of the United Nations Conference on Sustainable Development, 2012)

Le PNUE est reconnu comme l'autorité environnementale au sein du système onusien. Il participe au développement du DIE, cependant ses pouvoirs et son autonomie sont limités. Dans les années 2000, la

proposition de modifier le statut du PNUE pour en faire une « véritable Organisation des Nations unies pour l'environnement » est apparue dans les discours internationaux. Une telle organisation assurerait une meilleure gouvernance du DIE et permettrait une coopération plus efficace sur la scène internationale. La proposition d'Organisation mondiale de l'environnement (OME) n'était pas appuyée par tous les États. À partir de 2007, les États-Unis ont clairement affirmé leur opposition à cette nouvelle organisation. Comme mentionné dans le premier chapitre, la question s'est réglée à la *Conférence des Nations unies sur le développement durable* (2012) quand le Brésil, l'Inde et la Chine, entre autres, se sont ralliés derrière la position des États-Unis. Les bienfaits d'une OME sur le DIE ne pourraient se faire ressentir que si les États consentent à lui donner les pouvoirs nécessaires pour réaliser ses objectifs. Seule la volonté des États peut déterminer l'existence de l'OME. (Arbour et al., 2016)

Après des années de négociations, de réunions, d'écriture, de discussions, c'est en 2015, lors de la COP21 à Paris, que les États se sont réunis pour conclure l'*Accord de Paris*. Il a été adopté par 196 États et il est reconnu comme un document juridiquement contraignant. Avec la signature des puissances mondiales, les changements climatiques se retrouvent dans les priorités internationales. (Hall, 2016; Maizland, 2021; Secrétariat de la Convention-cadre des Nations unies pour les changements climatiques, s.d.)

Depuis la CCNUCC, les États ont progressivement accordé plus d'importance à la lutte contre les changements climatiques ainsi changeant leurs positions initiales. L'*Accord de Paris* (2015) est une avancée en ce qui concerne les négociations internationales, car les États sont arrivés à un consensus que les émissions de gaz à effet de serre (GES) devaient diminuer. Afin d'y arriver, les parties à l'*Accord* se sont engagées à se fixer des objectifs de réduction et de rendre un compte rendu à chaque cinq ans. (Hall, 2016; Maizland, 2021) La participation volontaire est privilégiée dans l'*Accord de Paris*, c'est-à-dire que les États sont maîtres de leurs objectifs et qu'aucun mécanisme n'est mis en place pour assurer l'exécution de leurs engagements. Le seul pays à s'être retiré de l'*Accord de Paris* (2015) était les États-Unis sous l'administration de l'ancien président Donald J. Trump en novembre 2020. Toutefois, le nouveau président Joe Biden a amorcé le processus pour réintégrer l'*Accord* dès son premier jour en poste, soit le 20 janvier 2021. Officiellement, les États-Unis ont rejoint l'*Accord de Paris* le 19 février 2021. (Maizland, 2021)

Le projet de *Pacte mondial de l'environnement* (PME) est le dernier document discuté dans cette section. Le concept d'un PME n'est pas nouveau. Toutefois, c'est en 2017, après de nombreux travaux de rédaction d'experts, que le projet de PME a été introduit sur la scène internationale par le président Emmanuel Macron. L'idée d'un PME a émergé de la Commission Environnement le Club des juristes dans un rapport de 21 recommandations. Une de ses recommandations suggérerait la formulation d'un *Pacte mondial pour l'environnement*. (Aguila et Viñuales, 2020; de Lassus St-Geniès, 2020)

La rédaction du PME s'est articulée autour de plusieurs lacunes du système juridique international environnemental, comme l'absence de traité général sur l'environnement unifiant les traités sectoriels

internationaux et la fragmentation du système. Le projet de PME a franchi plusieurs étapes de rédactions, de négociations et de corrections avant de se retrouver dans une résolution de l'ONU. Pour les pionniers du projet, ce dernier n'était pas voulu comme un texte définitif, mais bien comme un point de départ pour la négociation d'un nouvel instrument juridique contraignant et d'une codification des principes du DIE. (Aguila, 2020a; Aguila et Viñuales, 2020; de Lassus St-Geniès, 2020) Bien que le texte initial du projet n'ait pas fait l'unanimité et qu'il a fait couler beaucoup d'encre dans la communauté universitaire, cent quarante-trois pays ont voté pour l'adoption de la nouvelle résolution « Vers un *Pacte mondial de l'environnement* » et seulement cinq ont voté contre, y compris les États-Unis et la Russie. (Aguila, 2020b; de Lassus St-Geniès, 2020; United Nations General Assembly [UNGA], 2018b) Lors des négociations de la résolution, les pays opposants ont soulevé des arguments comme « la nécessité de respecter la souveraineté des États à exploiter leurs ressources naturelles » et « la nécessité de se concentrer sur la mise en œuvre des instruments existants plutôt que sur l'utilisation du capital politique pour un développement normatif supplémentaire ». (Aguila et Viñuales, 2020)

L'Assemblée générale des Nations unies (AGNU) a décidé, dans la résolution « Vers un *Pacte mondial de l'environnement* » :

« [...] de créer, sous ses auspices, un groupe de travail spécial à composition non limitée chargé d'examiner le rapport du Secrétaire général, des moyens qui permettraient de remédier, s'il y a lieu, aux lacunes éventuelles du droit international de l'environnement et des textes relatifs à l'environnement, et, s'il le juge nécessaire, le champ d'application, les paramètres et les possibilités d'élaboration d'un instrument international, l'objectif étant de formuler à son intention, au premier semestre de 2019, des recommandations qui pourront notamment porter sur la tenue d'une conférence intergouvernementale dans la perspective de l'adoption d'un instrument international. » (UNGA, 2018b)

Les conclusions du groupe de travail spécial à composition non limité (groupe de travail) ont été dans une direction un peu moins contraignante que la proposition d'un traité. Ils ont recommandé à l'Assemblée des Nations unies de l'environnement d'élaborer une « déclaration politique » pour le 50^e anniversaire du PNUE en 2022. Cette « déclaration politique » devrait être écrite « en vue de renforcer la mise en œuvre du droit international de l'environnement et la gouvernance internationale de l'environnement ». Malgré le vote fort majoritaire des États pour la résolution « Vers un *Pacte mondial de l'environnement* », les négociations du groupe de travail, lors de leurs trois sessions à Nairobi, ont démontré que les États ne croyaient pas qu'un document juridique contraignant, comme le PME, était la solution adéquate pour la protection de l'environnement. Finalement, les conclusions du groupe de travail corroborent les positions des États par rapport à un traité environnemental. Une « déclaration politique » non contraignante est une recommandation qui rejoint davantage le consensus des États. (de Lassus St-Geniès, 2020; *Recommendations, as agreed by the working group*, 2019) L'adoption d'un PME n'est pas impossible, malgré les conclusions tirées par le groupe de travail. Il faudra voir si les positions des pays, en particulier celles des leaders mondiaux, vont changer avec les années.

5.2 Contexte économique, social et politique actuel

Le contexte dans lequel s'inscrivent les différentes discussions et négociations environnementales sur la scène internationale est déterminant dans la prise de décision des États. La section 5.1 sur les tensions entre le Nord et le Sud a bien démontré que les variables économiques et sociopolitiques ont influencé le développement du DIE. Comme le mentionne Sosa-Nunez (2016), la conception des problèmes environnementaux au niveau international permet d'engendrer des politiques plus larges, c'est-à-dire que les enjeux environnementaux à portée transnationale ou mondiale requièrent des politiques régionales, internationales et mondiales. Pour ce faire, plusieurs variables sont à prendre en compte lors de l'élaboration de ces politiques comme les relations internationales au sein des forums mondiaux, les gouvernements en place, ainsi que les intérêts nationaux (Sosa-Nunez, 2016).

L'année 2020 n'a pas été celle espérée par la communauté internationale. Elle était pressentie, pour plusieurs, comme un nouveau départ pour promouvoir la protection de l'environnement et pour tenter de réaliser les objectifs fixés par le passé. (International Institute for Sustainable Development, Earth Negotiations Bulletin, 2020) Cependant, le 11 mars 2020, l'OMS a déclaré une pandémie mondiale causée par le SRAS-CoV-2 communément appelé COVID-19 ou maladie à coronavirus 2019. (Radio-Canada, 2020, 11 mars) Une situation exceptionnelle, comme celle-ci, influence directement les priorités des États.

Les effets de la COVID-19 sur l'environnement sont variés. Avec les mesures de confinement, les restrictions de déplacement entre pays et la fermeture des commerces, les émissions de GES ont significativement diminué, cependant l'ONU affirme que ces diminutions sont temporaires. Le phénomène de « rebond » des émissions lorsque la situation sera stabilisée est envisageable. Les États doivent apporter de vrais changements pour que les émissions de GES diminuent réellement. De plus, l'utilisation du plastique a augmenté significativement depuis l'apparition de la COVID-19. Les mesures sanitaires strictes et la fermeture de restaurants accentuent cette utilisation. L'ONU se penche actuellement sur la gestion du plastique, des déchets marins et des microplastiques. La négociation d'un nouveau traité international sur le sujet serait une possibilité. (International Institute for Sustainable Development, Earth Negotiations Bulletin, 2021)

Dans cette section, l'essai abordera le contexte économique et sociopolitique actuel afin de savoir si ce dernier est propice à la création du modèle de CIE proposé. Premièrement, un aperçu de l'économie mondiale sera présenté pour comprendre les différentes priorités internationales en temps de pandémie. Deuxièmement, tout au long de l'essai, il a été exprimé que les États avaient un fort pouvoir de décision, et ce, en fonction du principe de souveraineté de l'État. Le contexte sociopolitique est très influent sur les décisions environnementales prises par les États au niveau international et national. L'essai discutera de l'impact des gouvernements au pouvoir sur la protection de l'environnement ainsi que des alliances entre

États. Finalement, il y aura une courte présentation de quelques mouvements sociaux et de leur impact sur les intérêts et volontés des États.

5.2.1 L'économie mondiale

Comme observé dans la première partie de ce chapitre, le contexte économique est très important aux négociations entourant l'environnement. Les tensions entre les États sont principalement causées par les inégalités du système économique actuel (United Nations Conference on Trade and Development [UNCTD], 2020). De plus, les situations extraordinaires telles que les guerres, les récessions et les crises sanitaires ont aussi un impact sur les négociations environnementales entre États. Les intérêts et les volontés de chaque pays lors des négociations sont variables, cependant l'économie et le développement sont toujours dans les priorités de tous.

La propagation rapide de la COVID-19, causée principalement par les faiblesses de la mondialisation, a bouleversé promptement l'économie mondiale. En réponse au virus, les États ont adopté des mesures de protection strictes, comme le confinement et la fermeture de leurs frontières. Par conséquent, plusieurs secteurs sont sévèrement touchés, par exemple les investissements, la production et l'emploi. La quasi-inexistence du touriste international, la diminution des demandes de produits et les ruptures d'approvisionnement ont contribué à la baisse des échanges commerciaux. (Fonds monétaire international [FMI], 2020; UNCTD, 2020)

Selon le Bureau international du travail, la COVID-19 aurait fait diminuer les heures de travail des travailleurs pour un total d'heures représentant environ 300 millions d'emplois à temps plein, et ce, pour le deuxième trimestre de 2020. Les personnes vulnérables comme les femmes et les migrants sont les plus touchés par cette baisse. Une diminution des heures de travail équivaut à une baisse dans le revenu, c'est-à-dire un plus faible potentiel d'achat et une consommation réduite au nécessaire. (FMI, 2020; Green Climate Fund, 2020)

La structure du système économique mondial, souvent critiqué par les pays du Sud, créait déjà des inégalités entre États avant même la pandémie. Ces inégalités ont été davantage accentuées lorsque le virus a attaqué le monde entier. Les populations les plus pauvres et les plus vulnérables sont, encore une fois, les plus touchées. (UNCTD, 2020) Selon le rapport du UNCTD (2020), plus de 130 millions de nouvelles personnes pourraient se trouver en situation d'extrême pauvreté. De plus, la fin de la crise sanitaire ne veut pas dire la fin de la crise économique. Les effets négatifs sur l'économie des États seront ressentis pour des années à venir. Les États doivent agir rapidement pour trouver des façons de relancer leur économie, et ce, de façon durable afin de respecter les *Objectifs de développement durable* (ODD) de l'« Agenda 2030 » (Green Climate Fund, 2020; UNCTD, 2020).

Le plan de relance économique de chaque État est important, car il va déterminer le sort de l'environnement dans les années à venir. Par exemple, si les représentants d'État choisissent de relancer leur économie à l'aide des énergies fossiles, les engagements adoptés, lors de l'*Accord de Paris* 2015, seraient voués à l'échec. (Green Climate Fund, 2020) L'économie demeure un sujet prioritaire sur la scène internationale.

5.2.2 La politique et les mouvements sociaux

Le contexte sociopolitique, dans cet essai, fait référence aux gouvernements au pouvoir, aux alliances internationales, ainsi qu'au contexte social qui influence les gouvernements. Le nombre d'alliances actuelles au niveau international est inchiffrable, car il y a autant d'alliances qu'il y a d'intérêts communs. Toutefois, il est possible d'en nommer quelques-unes qui ont une influence sur les relations internationales et le DIE. Le G7, le G8, le G20, le G77 sont tous des groupes formés sur des intérêts principalement économiques.

Le G20, par exemple, est une formation de 20 pays (Afrique du Sud, Allemagne, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chine, Corée du Sud, États-Unis, France, Japon, Inde, Indonésie, Italie, Mexique, Royaume-Uni, Russie, Turquie et Union européenne; plus l'Espagne comme pays invité de façon permanente). Ces 20 pays comprennent plus de 60 % de la population mondiale, représentent 75 % du commerce mondial et plus de 80 % du PIB mondial. Ce forum a pour objectif de favoriser la coopération économique et financière au niveau international. (G20, s.d.a) Avec la crise sanitaire, les changements climatiques, la perte de biodiversité et la crise économique, la présidence italienne du G20 concentre ses discussions et ses actions autour de trois piliers : la population, la planète et la prospérité. Le G20 réitère l'importance de protéger les populations surtout celles plus vulnérables et de réduire les inégalités. De plus, le G20 s'engage à lutter contre les changements climatiques et à faire une meilleure utilisation des énergies renouvelables, et ce, dans le but d'un avenir prospère. (G20, s.d.b) Bien que la relance économique et la santé de la population soient en premier plan, les États du G20 reconnaissent l'importance de protéger l'environnement.

Les crises sanitaires, comme la COVID-19, l'Ebola ou le Zika, sont causées par des virus zoonotiques, c'est-à-dire un virus transmis des animaux aux humains. Les risques de transmission de virus entre les animaux et les humains sont particulièrement élevés lorsque les écosystèmes de ses animaux sont altérés par l'homme. La destruction des écosystèmes par les êtres humains constitue une cause principale des crises sanitaires dans le monde. La protection de l'environnement et la santé publique sont étroitement liées. (Lindley, Techera et Telesetsky, 2020)

La COVID-19 a affecté et continue d'affecter les relations internationales et le développement de nouvelles politiques environnementales. Le confinement des États a entraîné le report de plusieurs rencontres et de négociations internationales. De plus, les nouvelles technologies, comme les vidéoconférences, ne permettent pas d'obtenir les mêmes résultats que lorsque les négociations se déroulent en personne. Il y a

plus de contraintes et de gestion à utiliser ces nouvelles technologies. De plus, les États se glissent vers des valeurs nationalistes en réponse au virus. (International Institute for Sustainable Development, Earth Negotiations Bulletin, 2021; Lindley, Scott, et Techera, 2020)

Une autre influence sur les décisions environnementales au niveau international et national est la personne à la tête du pays. Les États-Unis en sont un bon exemple. Dès le début de sa campagne, l'homme d'affaires Donald J. Trump a affirmé haut et fort qu'il ne croyait pas aux changements climatiques. Axées principalement sur l'économie et le développement, les politiques de Trump ont fait régresser la protection de l'environnement aux États-Unis. Ce recul affecte non seulement les États-Unis, mais la planète entière. Durant son mandat, l'ancien président américain s'est retiré de l'*Accord de Paris*. Le message était clair que ce pays ne voulait pas coopérer et s'engager dans la lutte aux changements climatiques. (Eil, 2018; Krol, 2020, 19 octobre) Néanmoins, Donald J. Trump a perdu ses élections en novembre 2020 et son successeur, Joe Biden, a une vision plus nuancée par rapport à la protection de l'environnement. Les États-Unis, sous la présidence Biden, pourraient devenir un leader mondial pour la lutte aux changements climatiques et la protection de l'environnement. Le retour des États-Unis comme État membre de l'*Accord de Paris* est un bon départ. (Deb, 2021, 20 janvier)

Un autre exemple est le dirigeant Jair Bolsonaro, président du Brésil, avec ses discours anti-environnementaux. Élu en 2018, ce président ne se soucie point des répercussions que les changements climatiques ou la destruction de la forêt amazonienne peuvent avoir sur la planète et ses habitants. Le développement économique que prône son parti de l'extrême droite domine son discours et ses politiques, ce qui ne laisse pas de place aux enjeux environnementaux dans son programme politique. Depuis l'arrivée au pouvoir de Bolsonaro, le budget alloué aux politiques de lutte contre le changement climatique a été réduit de plus de 95 %. De plus, une constante menace de se retirer de l'*Accord de Paris* (2015) se fait entendre. (Sabourin, Grisa et al., 2020; Wallace, 2018) Lorsqu'un pays, comme le Brésil, où une grande partie de la biodiversité, des écosystèmes, des ressources de la planète s'y trouvent, est dirigé par un leader contre la protection de l'environnement, il y a un réel danger pour l'avenir de tous. Des pays, comme le Brésil et les États-Unis, font partie d'alliances et de regroupements importants. Ils ont, dès lors, une influence sur les autres États et sur les mesures prises pour contrôler la dégradation de l'environnement.

Les partis au pouvoir sont pour la majorité élus par un système démocratique. Sans faire une analyse spécifique des différents processus de vote utilisés lors des élections dans les pays démocratiques, il est possible d'affirmer que le vote des citoyens est important. Les citoyens décideront le parti qu'ils désirent porter au pouvoir, et ce, selon leurs intérêts et leurs croyances. Ce sont les citoyens qui influenceront le parti au pouvoir, en plus des experts et des groupes de lobbyistes. Les partis politiques qui souhaitent être réélus vont tenter de respecter les volontés des citoyens. (Millner et Olliver, 2016)

Les mouvements sociaux environnementaux ont augmenté significativement dans les dernières années. Les gens sont de plus en plus conscientisés grâce à l'accès à l'information et à l'Internet. Les individus se rallient selon leurs intérêts et forment des regroupements afin de revendiquer, par exemple, leur droit à un environnement sain. En 2019, la grève pour le climat initiée par la jeune activiste Gretha Thunberg a, en quelque sorte, éveillé plusieurs personnes à l'urgence d'agir et à la gravité de la situation. Son message était criant aux leaders mondiaux à l'ONU en 2019 : il doit y avoir des actions concrètes pour lutter contre le changement climatique et l'inaction des gouvernements est inacceptable. (The Guardian News, 2019, 9 septembre) Les mouvements sociaux font des pressions politiques sur les gouvernements en place. Leurs influences ont permis, au cours des dernières années, de mettre dans le programme politique des partis les enjeux environnementaux.

La pression venant des regroupements sociaux peut parfois paraître inefficace. Cependant, le mercredi 3 février 2021, quatre ONG (Notre Affaire à tous, Greenpeace France, Fondation Nicolas Hulot et Oxfam France) ont prouvé le contraire. En mars 2019, les quatre ONG, associées sous le nom « l'Affaire du siècle », ont intenté une poursuite contre l'État français pour inaction dans la lutte aux changements climatiques. C'est au début février que le verdict est tombé, l'État français a été déclaré coupable de ne pas avoir respecté ses engagements de réduction des émissions de GES. Cette décision a été déclarée « historique » par les ONG. Heureux du verdict, l'« Affaire du siècle » attend la décision des juges à savoir si des mesures peuvent être enjointes au jugement afin de faire respecter les objectifs fixés par l'État français. (Orjollet, 2021, 4 février)

5.3 Les constats

Plusieurs constatations peuvent être faites à la suite de l'évaluation des dernières années. Tout au long de l'essai, plusieurs problématiques associées avec le développement du DIE pour protéger l'environnement ont fait surface. L'analyse des discours, des négociations et du contexte économique et sociopolitique a permis d'arriver à 4 constats. Ceux-ci permettront, dans la prochaine section, de répondre à l'objectif principal de l'essai, soit de savoir si la CIE est une solution possible aux problèmes environnementaux, particulièrement ceux de nature transfrontière, dans le contexte économique et sociopolitique d'aujourd'hui.

5.3.1 Premier constat : Le principe de souveraineté

Au fil des ans, les États n'ont abdiqué qu'une petite partie de leur souveraineté au bénéfice du DIE avec les principes de l'utilisation non dommageable du territoire et de solidarité et de coopération. Les États n'ont pas davantage assoupli leur position par rapport à leur autonomie et à leur souveraineté. L'historique des négociations le montre parfaitement, les États ont toujours voulu garder le contrôle sur leurs ressources, leur territoire et leur économie que ce soit en 1972, lors de la négociation de Stockholm ou en 2018, lors de l'adoption de la résolution « Vers un *Pacte mondial de l'environnement* ». Cette souveraineté territoriale est

une conception erronée de l'environnement, car la dégradation ou la surutilisation des ressources qu'elles soient sur un territoire ou un autre finissent par affecter l'environnement. La planète est un ensemble d'écosystèmes reliés les uns aux autres.

De plus, les pays ont souvent préféré en DIE des mesures plus générales, des engagements plus larges et des mécanismes de mise en œuvre plus souples. Enfin, le DIE est dominé par des principes de *soft Law* qui guident les États plutôt que de les obliger. L'*Accord de Paris*, malgré ses obligations juridiques comme l'établissement de contributions déterminées au niveau national (CDN), n'offre pas de mesures d'application contraignantes. Par conséquent, seule la volonté des États à faire l'effort nécessaire est demandée. Un autre exemple flagrant est l'adoption d'une « déclaration politique » recommandée par le groupe de travail spécial à composition non limitée en mai 2019. Selon l'essai, cette déclaration est une autre solution sans action concrète et une forme de promesses qui reste que sur papier.

5.3.2 Deuxième constat : Le PNUE et ses pouvoirs restreints

Le PNUE existe depuis 1972. Il est l'autorité environnementale du système onusien, il participe de près ou de loin à la majorité des avancements environnementaux. Pourtant, il n'a pas encore de pouvoirs contraignants sur les États. Quelques États, y compris la France, ont demandé qu'il y ait une Organisation internationale de l'environnement (OME), mais l'idée n'a pas plu à la majorité des États.

La proposition de mettre en place une OME a été présentée dans les années 2010. Est-ce que les années 2020 peuvent, avec l'arrivée de nouvelles données scientifiques et une meilleure compréhension des problèmes environnementaux, faire changer la position réfractaire des États-Unis, du Brésil, de la Corée, et des autres pays opposants? Les États sont mitigés à offrir à la PNUE un statut d'OME ou à créer une OME. Encore en 2018, lors des négociations pour la résolution « Vers un *Pacte mondial de l'environnement* », les pays opposants soulevaient l'argument qu'un document juridique contraignant, tel le PME défiait le principe de la souveraineté.

5.3.3 Troisième constat : Les relations internationales

Les relations internationales ont un rôle important dans les décisions environnementales prises par les États. La scène internationale est composée de nombreuses alliances. Qu'elles soient formées par des intérêts économiques, par le positionnement géographique ou par tout autre intérêt, les alliances sont une façon d'avoir davantage d'appui lors de négociation et de discuter des problématiques plus en profondeur. Par contre, les alliances peuvent varier, ébranler les relations internationales et même créer des conflits. Par exemple, des organisations avec des intérêts contraires aux politiques environnementales (ex. OPEP qui s'opposait aux énergies renouvelables).

Les pays du Nord et les pays du Sud ne bénéficient pas des mêmes ressources financières, des mêmes connaissances, ni des mêmes technologies. Ces inégalités créent des obstacles aux pays du Sud à remplir leurs obligations environnementales. Bien qu'ils soient les plus touchés, les pays du Sud tentent de rallier la protection de l'environnement avec leur désir de développement, sans toutefois réussir. Le manque de financement et de ressources oblige les PED à dépendre des pays du Nord.

Le contexte politique actuel permet de comprendre le positionnement de certains États par rapport à l'environnement. Le changement de présidence aux États-Unis s'annonce comme un changement positif pour l'environnement. Le président Trump, avec son unique personnalité, avait écorché les relations internationales avec un grand nombre d'États. Ayant plusieurs alliances sur la scène internationale, les États-Unis, une des puissances mondiales, pourraient s'avérer être un allié dans la création de la CIE, s'ils adhèrent à l'idée.

5.3.4 Quatrième constat : Les acteurs non étatiques

Les acteurs non étatiques sont des influences sur le DIE de plusieurs façons, soit par les mouvements sociaux, les batailles des ONG pour la protection de l'environnement, les grèves pour le climat par des citoyens, les votes lors d'élection, etc. Ces acteurs sont en fait un vecteur de changement et d'espoir pour l'instauration de la CIE.

La nouvelle génération, surtout dans les pays industrialisés, est plus à l'affût des conséquences de la pollution, des effets néfastes des changements climatiques et tient à avoir un avenir prospère. Greta Thunberg est un bon exemple. Cette génération plus écologique représente un espoir dans le changement des priorités et des programmes politiques des gouvernements.

Malheureusement, les États ne considèrent pas les acteurs non étatiques comme acteurs du DIE au même titre qu'eux. L'idée d'inclure ces acteurs sur la scène internationale est moins bien reçue et reste un sujet controversé.

5.4 Le résultat

La CIE est une institution internationale qui demanderait la coopération de la majorité des États pour être efficace et efficiente dans la réalisation de sa mission. Ses objectifs seraient d'amener une cohésion au sein du DIE ainsi que de favoriser son développement pour protéger l'environnement. Enfin, la CIE proposerait une meilleure mise en œuvre des AME dans le droit interne des pays, et ce, en instaurant des mécanismes d'application plus rigide. De plus, une CIE se concentrerait davantage sur les problématiques à portée transnationale, comme les changements climatiques, sans toutefois négliger les autres problèmes

environnementaux. Pour que la CIE soit acceptée comme solution aux problèmes environnementaux par les États, ces derniers doivent adhérer à une série de conditions.

La première est de se soumettre à une entité supra-étatique dans le domaine de l'environnement. Les États n'ont pas voulu créer une Organisation mondiale de l'environnement (OME), ils n'ont pas voulu augmenter les pouvoirs du PNUE et ils n'optaient pas pour la création d'institutions lourdes lors des négociations. Les États l'ont fait dans le cas de la Cour pénale internationale (CPI), il n'est pas impossible qu'ils le fassent pour la CIE. Toutefois, la CPI a une compétence très spécifique et restreinte, tandis que la CIE serait compétente sur un domaine plus vaste. Contrairement à la CPI, la compétence de la CIE n'est pas aussi bien définie et peut créer une confusion au sein de la scène internationale. Par conséquent, les États pourraient démontrer une réticence à s'y soumettre.

La deuxième est d'accepter, entre autres, les mécanismes de mise en œuvre du DIE plus contraignants. Notons que les États ont, à maintes reprises, réitéré leur opposition aux règles trop rigides et à la mise en application trop stricte du DIE. Les principes de *soft Law* sont suffisants selon les États. Comme les négociations pour la résolution « Vers un *Pacte mondial de l'environnement* » ont démontré en 2018-2019, l'heure actuelle n'appelle pas les États à adopter des mesures contraignantes, comme un traité, pour répondre aux problématiques environnementales.

La troisième est de réduire les inégalités entre les pays du Nord et les pays du Sud. Le système en place actuellement contribue, en plus de la crise sanitaire, à créer un fossé entre le Nord et le Sud. Pour que les pays du Sud adhèrent à la CIE, le niveau de coopération et d'engagement des pays du Nord envers les pays du Sud doit être plus élevé. Le développement des PED est dominant dans les politiques nationales, mais les effets néfastes des problèmes environnementaux font aussi des pressions sur ces pays. Il doit y avoir une réduction des inégalités afin de réduire les écarts de ressources financières et technologiques et d'augmenter l'efficacité des mesures des protections de l'environnement. Pour l'instant, la coopération internationale n'est pas maximale et la crise sanitaire a fait ressortir des tendances nationalistes pour certains pays. Cependant, le changement de président aux États-Unis, en 2021, amène un peu d'espoir vers un futur plus « vert ».

La quatrième est de reconnaître l'hétérogénéité des acteurs du DIE et les accepter sur la scène internationale en tant qu'acteurs actifs dans le développement et la mise en application du DIE. Comme mentionné dans les constats, les États ne considèrent pas les acteurs non étatiques au même statut qu'eux. L'idée d'inclure ces acteurs sur la scène internationale est moins bien reçue et reste un sujet controversé.

La dernière est de reconnaître l'environnement comme un domaine aussi important que l'économie. Les enjeux environnementaux englobent les problèmes sociaux et économiques. La crise sanitaire a mis à nu les liens entre la destruction des écosystèmes et la santé publique ainsi que les failles du système

économique en place. Les États sont, de plus en plus, conscients des services écologiques qu'offrent la nature et la nécessité de la protéger pour un avenir prospère. Cependant, l'économie et le développement sont encore au-devant de l'environnement dans les discours de plusieurs États, par exemple, le cas du Brésil.

Malgré les résultats plutôt pessimistes de cette section, le futur de la CIE est incertain. La scène internationale est un milieu qui peut changer d'idée rapidement, comme il peut conserver ses vieilles mentalités longtemps. Ce n'est pas parce qu'un projet comme le PME ou la CIE est rejeté une année qu'il ne peut pas être retenu plus tard. Le meilleur exemple est la Cour pénale internationale (CPI). Cependant, l'analyse qualitative du contexte actuel permet d'arriver à la conclusion que la CIE présentée dans le quatrième chapitre n'est pas une solution possible pour la protection de l'environnement dans le contexte économique, politique et social actuel. La CIE est une solution trop ambitieuse pour le moment.

Cependant, l'espoir que les positions des États changent repose, principalement, sur la société civile et les individus conscientisés par les problèmes écologiques. Ce sont eux qui vont revendiquer leurs droits, ainsi que faire une différence en affirmant leur conviction par l'entremise de votes, de grèves ou de toute autre action. Les mouvements sociaux, tels que mentionnés précédemment, sont un vecteur de changement pour un environnement sain et un développement plus durable.

La CIE n'est pas un projet à oublier, mais bien à développer davantage. En attendant de voir du changement sur la scène internationale, l'essai proposera dans le prochain chapitre quelques recommandations pour promouvoir l'idée d'une CIE et pour améliorer le système actuel afin d'offrir une meilleure protection de l'environnement.

6. LES RECOMMANDATIONS

L'analyse a soulevé plusieurs contraintes à l'instauration de la CIE, telles que l'ouverture des États à se soumettre à une entité supra-étatique, ainsi que les diverses croyances des partis au pouvoir à l'égard de la protection de l'environnement. Ces contraintes nous ont permis, dans un premier temps, de formuler des recommandations pour promouvoir la création d'une CIE. Dans un deuxième temps, nous avons formulé des recommandations dans le but d'améliorer le système actuel, et ce, en raison de la complexité et de la difficulté de mettre en place la CIE. Les recommandations sont formulées de façon globale et spécifique, et ce, pour une protection de l'environnement plus efficace, particulièrement dans les cas de pollution transfrontière.

6.1 Les recommandations pour la création d'une Cour internationale de l'environnement

La CIE est un instrument complexe et ambitieux, les recommandations formulées dans cette section serviront à promouvoir l'idée. Afin d'atteindre cet objectif, les recommandations sont divisées sous deux thèmes, soit l'éducation et l'information environnementale de la population mondiale et la coopération entre les États.

6.1.1 L'éducation et l'information de la population

Comme démontré lors de l'analyse, la population a un rôle important à jouer sur les politiques environnementales. Une population éduquée et consciente des conséquences reliées à la dégradation de l'environnement sera plus sensible aux mesures prises par les politiciens. Par conséquent, les individus voteront pour des partis qui favoriseraient des politiques de protection de l'environnement.

Nous recommandons aux États et aux médias de réformer leur façon de transmettre l'information scientifique afin d'offrir une meilleure qualité d'arguments et d'opinions. (Millner et Ollivier, 2016)

Outre la diffusion de l'information à travers les médias, nous recommandons aux gouvernements d'instaurer des programmes d'éducation environnementale, dès le niveau primaire, sensibilisant les futures générations aux liens intrinsèques entre la protection de l'environnement et le bien-être des êtres humains.

6.1.2 Le renforcement de la coopération entre les États

À la suite de l'analyse, nous constatons que les inégalités entre le Nord et le Sud ont créé énormément de tensions au sein de la communauté internationale. Avec la crise sanitaire, les inégalités se sont accentuées, par conséquent, les relations internationales en sont affectées.

Nous recommandons aux États de coopérer, et ce, de façon à augmenter le partage des connaissances et des ressources afin de réduire les écarts entre les pays industrialisés et les PED.

Nous recommandons aux États de se rallier derrière ce but commun qu'est la conservation de l'environnement en diminuant les tensions entre le Nord et le Sud. Les États doivent repenser leur façon de fonctionner et d'agir en communauté internationale au lieu d'agir de façon nationaliste.

Nous recommandons à l'Assemblée générale des Nations unies avec l'appui des États de reconsidérer l'élaboration d'un *Pacte mondial de l'environnement*. Ce pacte pourrait servir de premier pas ou de tremplin pour la création d'une future Cour internationale de l'environnement.

6.2 Les recommandations pour l'amélioration du système actuel

Les recommandations dans cette section sont basées sur les lacunes énumérées dans le quatrième chapitre, soit le manque d'expertise à la CIJ pour les litiges de nature environnementale; la complexité des enjeux environnementaux, surtout ceux à portée transnationale; la prolifération des institutions et des organisations environnementales; l'impossibilité pour les entités non étatiques de prendre part activement au DIE; et les mécanismes d'application inadéquats ou inexistants dans les AME. Ces recommandations sont formulées en réponse à la difficulté et à la complexité d'implanter la CIE dans le contexte sociopolitique et économique d'aujourd'hui.

6.2.1 L'augmentation de l'expertise de la CIJ en droit international de l'environnement

À défaut de créer une nouvelle institution juridique spécialisée en environnement, nous recommandons que la CIJ se dote d'une meilleure expertise en environnement avec la formation de « juges experts », c'est-à-dire que les juges de la CIJ recevraient des formations en science et en droit environnemental. (Hinde, 2003) De plus, nous recommandons que les prochains juges à siéger à la CIJ proviennent de ces domaines spécialisés.

6.2.2 Une meilleure gouvernance du droit international de l'environnement

Le DIE est fragmenté, décousu et très large. La mauvaise gouvernance de ce droit limite ses capacités d'agir, par conséquent, l'environnement continue de se dégrader.

Nous recommandons à l'ONU de trouver une façon de centraliser les AME afin d'offrir une meilleure gouvernance. La façon la plus efficace, selon nous, serait d'utiliser le PNUE, car il a déjà une expérience reconnue dans le domaine de l'environnement et il s'est bien illustré dans le DIE. (UNEP, 2018 ; UNGA, 2018a) Malgré les réticences passées, nous recommandons la création d'une Organisation mondiale de

l'environnement (OME), et ce, en prodiguant au PNUE les pouvoirs et l'aide nécessaire pour faire la transition. Cette OME pourrait être une bonne solution pour promouvoir l'environnement et le DIE sur la scène internationale.

Nous suggérons à l'ONU de regrouper les AME afin de cibler des problématiques précises, de réduire les institutions et les dépenses associées et d'amplifier leur efficacité sur la scène internationale. (UNGA, 2018a) De plus, le fait de regrouper les AME pourrait permettre aux États de les réviser et d'y ajouter des mécanismes plus adéquats de mise en œuvre tout en prenant compte de l'évolution des connaissances environnementales depuis leur création.

Nous recommandons de solidifier la coopération entre les États, les organisations intergouvernementales (OIG) et les organisations non gouvernementales (ONG) pour assurer une bonne gouvernance du DIE. (UNEP, 2018)

6.2.3 L'inclusion des acteurs non étatiques en droit international de l'environnement

Nous recommandons aux États de renégocier le statut de la CIJ afin d'y inclure les acteurs non étatiques. L'inclusion de ces acteurs devrait être élargie de façon à ce qu'ils soient autorisés à se présenter devant la CIJ. Toutefois, des règles claires doivent encadrer leur participation et leur statut pour éviter tout abus (Hinde, 2003).

Nous recommandons aux gouvernements d'inclure des ONG dans leurs délégations lors de négociations environnementales internationales (UNEP, 2018).

Nous recommandons à l'ONU de permettre la participation active des entités non étatiques dans l'élaboration et la mise en œuvre des instruments juridiques internationaux. (UNEP, 2018)

6.2.4 La crise sanitaire

De façon globale, nous recommandons aux États, aux dirigeants, aux organisations internationales d'utiliser la situation extraordinaire qu'est la COVID-19 pour améliorer l'efficacité des mesures en place pour la protection de l'environnement, et par conséquent, la protection des êtres humains. En plus, la crise sanitaire a fait ressortir l'importance du lien entre un environnement sain et la santé publique.

La situation actuelle appelle les États à collaborer pour stabiliser la crise sanitaire. Pour ce faire, l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la Commission européenne et la France ont mis en place le système *COVID-19 Vaccines Global Access* (COVAX). Ce système favorise une distribution équitable de vaccins et partage les risques associés au développement et à l'achat des vaccins, et ce, sous

l'administration de l'OMC, de la *Coalition for Epidemic Preparedness Innovations* (CEPI) et de *Gavi, the Vaccine Alliance* avec la participation du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF). (Ferguson, 2021; Organisation de la santé [OMS], 2021)

Ce système est ouvert à tous les pays. Plusieurs pays industrialisés, comme le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, participent à cette initiative. Pour assurer la participation des pays industrialisés au financement du système COVAX, ce dernier assure à ces pays des doses de vaccins en quantité suffisante pour leur population, et ce, selon la proportion du montant investi dans le système. De plus, une liste de 92 pays admissibles au financement a été établie. Parmi les pays financés admissibles, le Mali, l'Ouganda, le Mozambique, entre autres, ont déjà reçu des doses de vaccin pour la COVID-19. L'objectif à long terme est de vacciner jusqu'à 20 % des populations des pays financés, et ce, en fonction des fonds disponibles. (Berkley, 2020; Ferguson, 2021)

Nous recommandons aux États et aux organisations internationales de s'inspirer du système COVAX pour le partage, le développement de nouvelles technologies et de connaissances dans le domaine de l'environnement afin d'atténuer et de mitiger les effets de la pollution transfrontière.

Plus spécifiquement, nous recommandons aux États d'accorder toutes les ressources nécessaires afin de mettre en place les politiques environnementales existantes et de faire un suivi rigoureux. (Lindley, Techera et Telesetsky, 2020)

Finalement, nous recommandons aux États et à l'ONU de favoriser une relance économique verte et de moderniser le système économique actuel pour répondre aux besoins de la planète et des États plus vulnérables. (Lindley, Techera et Telesetsky, 2020)

CONCLUSION

L'objectif général de l'essai était d'analyser le contexte économique et sociopolitique actuel pour savoir si une Cour internationale de l'environnement pouvait être une solution viable pour protéger l'environnement, particulièrement dans les cas de pollution transfrontière. Cet objectif a été atteint à l'aide de sept objectifs spécifiques.

Le premier était de présenter l'évolution du droit international en environnement (DIE) ainsi que ses principes fondamentaux. Le premier chapitre a présenté l'évolution du DIE de sa création à la Conférence à Stockholm (1972) jusqu'au premier accord sur le climat, l'*Accord de Paris* (2015). Ce chapitre a présenté les différents principes fondamentaux : le développement durable; le principe de souveraineté permanente des ressources naturelles; le principe de prévention; le principe de précaution; le principe de participation public; le principe de pollueur-payeur; et le principe de responsabilités communes, mais différenciées. L'objectif premier est atteint.

Le deuxième concernait l'exposition des différents instruments juridiques pour régler les conflits environnementaux au niveau international. Le second chapitre a fait état des instruments juridiques disponibles sur la scène internationale pour régler les conflits internationaux. Il a présenté la Cour internationale de justice; le Tribunal international du droit de la mer; la Cour européenne des droits de l'homme; la Cour interaméricaine des droits de l'homme; la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples; et l'Organisation mondiale du commerce. Ce chapitre a permis de soulever plusieurs lacunes dans les instruments juridiques internationaux, y compris le manque d'expertise de la Cour internationale de justice dans les conflits environnementaux; la dominance du caractère économique dans les cas; la possibilité de faire du « forum shopping » entre les instruments les plus avantageux pour les États; et le manque de cohésion entre les différents droits. Ces différentes lacunes sont appuyées par des cas de jurisprudence. Le deuxième objectif est atteint.

Le troisième était de définir la pollution transfrontière. Le quatrième concernait la présentation des différents acteurs du DIE et des différentes problématiques associées à ce dernier. Le troisième chapitre répond à ces deux objectifs spécifiques. Il définit la pollution transfrontière en définissant, tout d'abord, la pollution et ensuite, le terme « transfrontière ». Pour bien illustrer la définition, ce chapitre prend les changements climatiques comme exemple. De plus, le troisième chapitre aborde les diverses problématiques associées au DIE : la complexité du sujet de l'environnement qui demande une connaissance spécialisée pour bien le comprendre; la multitude d'institutions qui a créé une fragmentation et une incohérence au sein du DIE; et les mécanismes inexistantes ou inadéquats dans les accords multilatéraux environnementaux qui favorisent le non-respect des obligations. Finalement, ce chapitre dresse une liste non exhaustive des acteurs du DIE (États, organisations gouvernementales, organisations non gouvernementales, individus et entreprises) et leur implication dans le DIE. Cette partie révèle la dominance des États comme acteur du DIE, mais soulève

quelques problématiques concernant le manque de place sur la scène internationale pour les autres acteurs. Les objectifs trois et quatre sont atteints.

Le cinquième était de détailler les fondements et les contours d'une CIE tout en y apportant un regard critique. Le quatrième chapitre a proposé un modèle de CIE en détaillant ses fondements, sa compétence, ses fonctions, son financement et son processus d'implantation. Les fondements de la CIE sont soutenus par les arguments apportés lors des derniers chapitres, soit le manque d'expertise à la CIJ pour les litiges de nature environnementale; la complexité des enjeux environnementaux, surtout ceux à portée transnationale; la prolifération des institutions et organisations environnementales; l'impossibilité pour les entités non étatiques de prendre part activement au DIE; et les mécanismes d'application inadéquats ou inexistants dans les AME. La CIE a été élaborée pour répondre à ces lacunes. De plus, ce chapitre émet des opinions diverses sur les contours de la CIE afin de poser un regard critique sur cette solution. Le cinquième objectif est atteint.

Le sixième se concentrait sur l'analyse du contexte économique et sociopolitique d'aujourd'hui afin de déterminer si le modèle de la CIE est une solution viable pour protéger l'environnement. Dans le cinquième chapitre, l'essai a exposé, en première partie, les diverses positions adoptées par les États lors des négociations importantes des années passées, notamment celles qui concernent les changements climatiques. Cette première partie avait pour but de déceler la tendance qui s'est installée au cours des années passées par rapport aux positions des États concernant la protection de l'environnement. Dans la deuxième partie, l'essai a évalué le contexte économique, politique et social actuel pour déterminer si ce dernier est propice au développement de la CIE proposée. L'analyse a permis de constater quatre facteurs importants à la possibilité d'instaurer la CIE : les États n'ont pas l'intention d'assouplir leur position par rapport à leur souveraineté; les discussions concernant la création d'une Organisation internationale de l'environnement n'ont jamais abouti; les tensions entre les pays industrialisés et les pays en développement affectent grandement l'efficacité de la protection de l'environnement; et les États ne considèrent pas les acteurs non étatiques comme acteurs du DIE au même titre qu'eux. Ultimement, la décision de créer une CIE serait celle des États. La possibilité et la rapidité de création de la CIE reposent principalement sur la volonté des États à s'y soumettre. C'est pourquoi le modèle de CIE a été confronté à cette analyse. En conclusion, la CIE n'est pas une solution viable dans le contexte économique, politique et social actuel, car elle est trop ambitieuse et contraignante pour les États. L'objectif six est atteint.

Finalement, le dernier était de formuler des recommandations de manière globale et particulière. À la suite de l'analyse, le sixième chapitre a offert un large éventail de recommandations. Dans un premier temps, des recommandations ont été formulées pour promouvoir la création d'une CIE. Dans un deuxième temps, nous avons formulé des recommandations dans le but d'améliorer le système actuel, et ce, en raison de la complexité et de la difficulté de mettre en place la CIE. Les recommandations énoncées dans l'essai sont : offrir une éducation environnementale et donner l'information scientifique adéquatement à la population;

renforcer la coopération entre les États; augmenter l'expertise de la Cour internationale de justice en DIE; améliorer la gouvernance du DIE; inclure les acteurs non étatiques en tant qu'acteur actif du DIE; et profiter de la crise sanitaire pour modifier le système économique international et instaurer de nouvelles solutions durables. Le septième objectif est atteint.

Pour conclure, la coopération internationale serait le meilleur atout pour protéger l'environnement. La planète mérite que ses habitants en prennent soin pour un avenir prospère. La crise sanitaire actuelle doit être un cri d'alerte pour les États de changer leurs façons de faire. Le système en place a plusieurs lacunes qui ont ralenti les progrès vers un environnement sain et un monde plus durable. Ce système doit être amélioré. Il serait intéressant, dans le cadre d'un autre projet de recherche, d'approfondir la dernière recommandation émise par l'essai, c'est-à-dire de revoir la structure du système économique mondial pour proposer un modèle qui s'inscrit réellement dans les fondements du développement durable. Ce modèle pourrait être abordé sous le thème de la relance économique verte proposé par l'Organisation des Nations unies.

RÉFÉRENCES

- Abdelmalki, L. et Mundler, P. (2010). *Économie de l'environnement et du développement durable*. De Boeck Supérieur.
- Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce*. (15 avril 1994). 1867 RTNU 165.
- Accord de Paris*. (12 décembre 2015). https://treaties.un.org/doc/Treaties/2016/02/20160215%2006-03%20PM/Ch_XXVII-7-d.pdf
- Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce*. (30 octobre 1947). 64 RTNU 187.
- Accords aux fins des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà des zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrants (Convention de New York sur la conservation des stocks chevauchants)*. (4 août 1995). 1995 R.G.D.P., 730.
- Affaire de l'Usine MOX (Irlande c. Royaume-Uni)*, mesures conservatoires. (3 décembre 2001). TIDM Recueil 2001, 95.
- Affaire de la Fonderie du Trail (États-Unis c. Canada)*. (1941). *Recueil des sentences arbitrales des Nations unies*, III, 1905.
- Affaire des épandages aériens d'herbicides (Équateur c. Colombie)*. (2008). Cour internationale de justice.
- Affaire du Déroit de Corfou (République Populaire d'Albanie c. Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)* arrêt. (9 avril 1949). Recueil CIJ Rec. 4.
- Affaire relative à des usines de pâte à papier sur le fleuve d'Uruguay (Argentine c. Uruguay)*. (2010). CIJ Recueil 2010, 1.
- Affaire Thon à nageoire bleue (Nouvelle-Zélande c. Japon; Australie c. Japon)*, mesures conservatoires, ordonnance. (27 août 1999). TIDM Recueil 1999, 280.
- Agence France-Presse. (2020, 21 août). Samedi, on aura épuisé nos ressources pour 2020. *Journal de Montréal.com*. <https://www.journaldemontreal.com/2020/08/21/samedi-on-aura-epuise-nos-ressources-pour-2020-1>
- Agence France-Presse. (2021, 19 février). Les États-Unis officiellement revenus dans l'Accord de Paris. *Lapresse.ca*. <https://www.lapresse.ca/actualites/environnement/2021-02-19/les-etats-unis-officiellement-revenus-dans-l-accord-de-paris.php#>
- Agenda 21 (Action 21)*, A/CONF.151/26/Rev.1.
- Andrianarivony, M. (2000). Organe d'appel de l'O.M.C. : une institution originale investie d'une mission constitutionnelle et normative (ou de la structuration d'un droit international de la concurrence). *Revue belge de droit international*, 33(1), 276-340.
- Arbour, J.-M. (2002). Le principe de précaution dans le contexte du commerce international : une intégration difficile. *Les Cahiers de droit*, 43(1), 5-37.
- Arbour, J.-M., Lavallée, S., Sohnle, J. et Trudeau, H. (2016). *Droit international de l'environnement* (3^e éd.). Éditions Yvon Blais.

Assemblée générale des Nations unies. (2015). Transforming our world: the 2030 Agenda for Sustainable Development. A/RES/70/1.

Assemboni-Ogunjimi, A. (2016). *La CIJ et le droit international de l'environnement*. Repéré à http://afrilex.u-bordeaux4.fr/sites/afrilex/IMG/pdf/Article_Alida_ASSEMBONI-OGUNJIMI_-_La_CIJ_et_le_Droit_International_de_l_Environnement.pdf

Atapattu, S. et Gonzalez, C.G. (2015). The North–South Divide in International Environmental Law: Framing the Issues. Dans S. Alam, S. Atapattu, C.G. Gonzalez et J. Razzaque (dir.), *International Environmental Law and the Global South* (p.1-22). Cambridge University Press.

Banque de développement du Canada. (S.d.). Pays en développement. <https://www.bdc.ca/fr/articles-outils/boite-outils-entrepreneur/gabarits-documents-guides-affaires/glossaire/pays-en-developpement>

Berkley, S. (2020). COVAX explained. <https://www.gavi.org/vaccineswork/covax-explained>

Boisson De Chazournes, L. et Maljean-Dubois, S. (2011). Principes du droit international de l'environnement. *Jurisclasseur environnement et développement durable, Fasc.2010*, 1-20. <http://archive-ouverte.unige.ch/unige:42317>

Boyle, A. (2007). The environmental jurisprudence of the international tribunal for the law of the sea. *International Journal of Marine and Coastal Law*, 22(3), 369-382.

Boyle, A. (2015). Transboundary air pollution: A tale of two paradigms. Dans S. Jayakumar, T. Koh, R. Beckman et H.D. Phan (dir.), *Transboundary pollution : Evolving issues of international law and policy* (p. 233-260). Edward Elgar Publishing.

Bruce, S. A. (2016). The project for an international environmental court. Dans C. Tomuschat, R. P. Mazzeschi et D. Thürer (eds), *The OSCE Court of Conciliation and Arbitration* (p. 133-170). Brill | Nijhoff.

Caroll, M. (2013). *It's high time for an international environmental court*. <https://static1.squarespace.com/static/56c0ae80ab48de4417bd17fa/t/56d342713c44d801f477a394/1456685682438/It%27s+High+Time+for+an+International+Environmental+Court.pdf>

Charte africaine des droits de l'homme et des peuples. (27 juin 1981). 1520 RTNU 217.

Charte des Nations unies. (26 juin 1945). 1 RTNU xvi.

Charte mondiale de la nature. (28 octobre 1982). Doc NU A/RES/37/7.

Ciampi, A. (2017). *InfoNote : SLAPPS and FoAA rights*. <https://webcache.googleusercontent.com/search?q=cache:l3UvczE1a6oJ:https://www.ohchr.org/Documents/Issues/FAssociation/InfoNoteSLAPPSFoAA.docx+&cd=1&hl=en&ct=clnk&gl=ca>

Climate Central. (2019). *Flooded future: Global vulnerability to sea level rise worse than previously understood*. <https://www.climatecentral.org/pdfs/2019CoastalDEMReport.pdf>

Commission européenne. (2020). L'Union européenne : sa fonction et ses activités. <https://op.europa.eu/webpub/com/eu-what-it-is/fr/>

Confédération suisse. (2014). *Guide pratique sur la reconnaissance de la compétence de la Cour internationale de Justice : Modèles de clauses et formulations-type*. https://legal.un.org/avl/pdf/rs/other_resources/Manual%20sobre%20la%20aceptacion%20jurisdicc ion%20CIJ-frances.pdf

Convention américaine relative aux droits de l'homme. (22 novembre 1969). 1144 RTNU 310.

Convention d'Aarhus sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement. (25 juin 1998).
<https://www.unece.org/fileadmin/DAM/env/pp/documents/cep43f.pdf>

Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination. (22 mars 1989). 1673 RTNU 57.

Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone. (22 mars 1985). 1513 RTNU 293.

Convention de Vienne sur le droit des traités. (23 mai 1969). 1155 RTNU 331.

Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique. (14 octobre 1994). 1954 RTNU 3.

Convention des Nations unies sur le droit de la mer. (10 décembre 1982). 1834 RTNU 3.

Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. (4 novembre 1950). 213 RTNU 222.

Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux. (1989).
<https://webmuseo.com/ws/musenor/app/file/download/1899-Convention-FR.pdf?key=bb8bbdpr1a2iz53spme9bgq00iq3v3kl5#:~:text=L'arbitrage%20international%20a%20pour,base%20du%20respect%20du%20droit.&text=La%20convention%20d'arbitrage%20est,ou%20pour%20des%20contestations%20%C3%A9ventuelles>.

Convention sur la diversité biologique. (5 juin 1992). 1760 RTNU 79.

Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance. (13 novembre 1979). 1302 RTNU 217.

Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction. (3 mars 1973). 993 RTNU 243.

Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. (9 mai 1992). 1771 RTNU 107.

Costa Rica c. Nicaragua. (2018). https://www.escri-net.org/sites/default/files/caselaw/full_judgment_icj.pdf

Cour africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP). (S.d.). Bienvenue à la Cour africaine.
<https://www.african-court.org/wpa/c/bienvenue-a-la-cour-africaine/?lang=fr>

Cour européenne des droits de l'homme (CEDH). (2019). *Environnement et Convention européenne des droits de l'homme*. https://www.echr.coe.int/Documents/FS_Environment_FRA.pdf

Cour européenne des droits de l'homme (CEDH). (S.d.). La Cour.
<https://www.echr.coe.int/Pages/home.aspx?p=court&c=fr>

Cour Internationale de Justice (CIJ). (2010, 20 avril). *Usines de pâte à papier sur le fleuve Uruguay (Argentine c. Uruguay)*. [Communiqué] <https://www.icj-cij.org/public/files/case-related/135/15874.pdf>

Cour internationale de justice. (S.d.a). <https://www.icj-cij.org/fr/statut>

Cour internationale de justice. (S.d.b) Déclarations d'acceptation de la juridiction obligatoire.
<https://www.icj-cij.org/fr/declarations>

Cour internationale de justice. (S.d.c) Épandages aériens d'herbicides (Équateur c. Colombie) : vue d'ensemble de l'affaire. <https://www.icj-cij.org/fr/affaire/138>

Cour pénale internationale [CPI]. (S.d.). <https://www.icc-cpi.int/about?ln=fr>

Cour permanente d'arbitrage. (S.d.) À propos de la CPA. <https://pca-cpa.org/fr/home/>

De Salles Cavedon-Capdeville, F. (2014). L'écologisation du système interaméricain des droits de l'homme (SIDH) : commentaire de la jurisprudence récente (2010-2013). *Revue juridique de l'environnement*, 39(3), 489-511.

Deb, C. (2021, 20 janvier). Joe Biden, l'espoir d'un futur plus écologique pour les États-Unis?. *Natura-sciences.com*. <https://www.natura-sciences.com/environnement/joe-biden-plan-environnement-climat.html>

Déclaration de Johannesburg sur le développement durable. (2002). Doc NU A/CONF.199/20

Déclaration de la Conférence des Nations unies sur l'environnement, Stockholm. (16 juin 1972). Doc NU A/CONF.48/Rev.1

Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro. (13 juin 1992). Doc NU A/CONF.151/26/Rev.1, vol.I.

Déclaration de Rio+20. (24 juillet 2012). Doc NU A/66/L.56, annexe.

Déclaration du Millénaire. (2000). Doc NU A/res/55/2.

Déclaration universelle des droits de l'homme. (10 décembre 1948). A/RES/217 A (III).

Diapason. (S.d.). Évaluer ses sources avec 6 critères simples. Repéré à https://mondiapason.ca/wp-content/uploads/capsules/evaluer_universite_publication/evaluer_universite_v2/evaluer_universite_aide_memoire2.pdf

Directive européenne 2000/60/CE du 23 octobre 2000

Dogaru, L. (2018). Quelques principes du droit de l'environnement. *Juridical Current*, 21(1), 104-116.

Doran, P., Paul, D., Ripley, K., Rosse, N., Van Alstine, J. et Wagner, L. (2012) Résumé de la conférence des Nations unies pour le développement durable. *Institut International du Développement Durable (IIDD)*, 27(51), 1-28. <https://enb.iisd.org/download/pdf/enb2751f.pdf>

Doumbé-Billé, S., Migazzi, C., Neri, K., Paccaud, F. et Smolinsk, A.-M. (2013). *Droit international de l'environnement*. Éditions Larcier.

Dupuy, P.-M. et Viñuales, J. E. (2015). *International environmental law: an introduction*. Cambridge University Press.

Eil, A. (2018). La politique environnementale des États-Unis à l'ère de Trump. *Annuaire français de relations internationales*, 14, 543-564.

El Boudouhi, S. (2013). *L'élément factuel dans le contentieux international*. <https://ebookcentral.proquest.com/lib/mcgill/detail.action?docID=2085575#>

Emanuelli, C. (2007). L'application des traités internationaux et des règles dérivées dans les pays de droit civil et de Common Law. *Revue générale de droit*, 27(2), 269-299.

- Eteka Yemet, V. (2000). *La Charte africaine des droits de l'homme et des peuples : étude comparative*. L'Harmattan.
- Ferguson, S. (2021). COVAX COVID-19 Vaccine Deliveries Ramp Up in Africa and SE Asia. <https://www.unicefusa.org/stories/covax-covid-19-vaccine-deliveries-ramp-africa-se-asia/38287>
- Fitzgerald, G. F. (1980). Le Canada et le développement du droit international : la contribution de l'Affaire de la fonderie de Trail à la formation du nouveau droit de la pollution atmosphérique transfrontière. *Études internationales*, 11(3), 393-419.
- Fonds monétaire international (FMI). (2020). Une crise sans précédent, une reprise incertaine. *Mise à jour des perspectives de l'économie mondiale*. [https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2020/06/24/WEUpdateJune2020#:~:text=Selon%20les%20projections%2C%20le%20PIB,PEM\)%20d'avril%202020.&text=En%202021%2C%20la%20croissance%20mondiale%20devrait%20atteindre%205%2C4%20%25](https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2020/06/24/WEUpdateJune2020#:~:text=Selon%20les%20projections%2C%20le%20PIB,PEM)%20d'avril%202020.&text=En%202021%2C%20la%20croissance%20mondiale%20devrait%20atteindre%205%2C4%20%25).
- G20. (S.d.a) About the G20. <https://www.g20.org/en/il-g20.html#>
- G20. (S.d.b) Priorities. <https://www.g20.org/en/priorita.html>
- Global Environment Facility. (S.d.). Funding. <https://www.thegef.org/about/funding>
- Green Climate Fund. (2020). *Tipping or turning point: Scaling up climate finance in the era of COVID-19*. <https://www.greenclimate.fund/document/tipping-or-turning-point-scaling-climate-finance-era-covid-19>
- Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). (2018). *Réchauffement planétaire de 1,5°C*. https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/sites/2/2019/06/SR15_Full_Report_Low_Res.pdf
- Hall, N. (2016). The Institutionalisation of Climate Change in Global Politics. Dans G. Sosa-Nunez et E. Atkins (dir.), *Environment, Climate Change and International Relations* (p.60-74). E-International Relation Publishing.
- Hey, E. (2000). Reflections on an international environmental court. Brill | Nijhoff.
- Hinde, S. M. (2003). The International Environmental Court: Its Broad Jurisdiction as a Possible Fatal Flaw. *Hofstra Law Review*, 32(2), 759-794. <https://scholarlycommons.law.hofstra.edu/hlr/vol32/iss2/5>
- Hockman, S. (2009). An international court for the environment. *Environmental Law Review*, 11(1), 1-4.
- ICE coalition (S.d.). ICE Global Council. <http://www.icecoalition.org/global-council>
- International Court of the Environment Foundation (ICEF). (S.d.). History. <http://www.icefcourtpress.org/history.html>
- International Institute for Sustainable Development, Earth Negotiations Bulletin. (2020). *The State of Global Environmental Governance 2019*. <https://www.iisd.org/system/files/publications/environmental-governance-2019.pdf>
- International Institute for Sustainable Development, Earth Negotiations Bulletin. (2021). *The State of Global Environmental Governance 2020*. <https://www.iisd.org/system/files/2021-02/state-global-environmental-governance-2020-en.pdf>
- International Union for Conservation of Nature [IUCN]. (2021). À propos. <https://www.iucn.org/fr/a-propos>

- Kalas, P. R. (2001). International Environmental Dispute Resolution and the Need for Access by Non-State Entities. *Colorado Journal of International Environmental Law and Policy*, 12(2), 191–244.
- Konaté, A. (2014). Pour une démocratie environnementale en Afrique : de nouveaux droits de citoyenneté indispensables à l'effectivité du droit de l'environnement. *Revue africaine de droit de l'environnement*, 1, 37-52.
- Kornfeld, I. E. (2016) Are international courts the best adjudicators of environmental disputes?. *Encyclopedia of environmental law*, 2.
https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=2832887
- Krol, A. (2020, 19 octobre). Le sombre bilan de Donald Trump. *La Presse.ca*.
<https://www.lapresse.ca/international/etats-unis/2020-10-19/environnement/le-sombre-bilan-de-donald-trump.php>
- La licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires*, avis consultatif. (8 juillet 1996). CIJ Rec. 226.
- Larousse. (S.d.). Frontière. Dans *larousse.fr dictionnaire*.
<https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/fronti%c3%a8re/35408>
- Lavallée, S. (2013). Droit international de l'environnement. *JurisClasseur Québec*, 1-127.
- Lavallée, S. et Woitrin, P. (2015). Conférence de Rio sur le Développement Durable (Conférence de Rio+20) : la révolution ou l'évolution de la gouvernance internationale de l'environnement. *Les Cahiers de Droit*, 56(2), 105-150.
- Le Prestre, P. (2005). *Protection de l'environnement et relations internationales : les défis de l'écopolitique mondiale*. Armand Collin.
- Le Prestre, P. (2017). *Global Ecopolitics Revisited: Towards a complex governance of global environmental problems*. Routledge.
- Lehmen, A. (2015). The Case for the Creation of an International Environmental Court: Non-state Actors and International Environmental Dispute Resolution. *Colorado Natural Resources, Energy & Environmental Law Review*, 2, 179.
- Leridon, H. (2020). Population mondiale : vers une explosion ou une implosion?. *Population & Sociétés*, 1(1), 1-4.
- Lindley, J., Scott, K. N. et Techera, E. (2020). An Introduction to International Environmental Law. Dans E. Techera, J. Lindley, K.N. Scott et A. Telesetsky (dir.), *Routledge Handbook of International Environmental Law* (2^e éd., p.501-507). Routledge.
- Lipchitz, A. et Delmon, C. (2010). Le Programme des Nations unies pour le développement, un « machin » onusien utile?. *Revue internationale et stratégique*, 79(3), 64-74.
- Lüder, S. (2002). The legal nature of the International Criminal Court and the emergence of supranational elements in international criminal justice. *Revue Internationale De La Croix-Rouge*, 84(845), 79-92.
- Mahiou, A. (2010). Declaration on the Establishment of a New International Economic Order: Introductory Note. https://legal.un.org/avl/ha/ga_3201/ga_3201.html
- Maizland, L. (2021). Global Climate Agreements: Successes and Failures.
<https://www.cfr.org/backgrounder/paris-global-climate-change-agreements>

- Maljean-Dubois, S. (2002). Environnement, développement durable et droit international. De Rio à Johannesburg : et au-delà?. *Annuaire français de droit international*, 48(1), 592-623.
- Marceau, G. et Marquet, C. (2017). La jurisprudence de l'OMC et la recherche d'un équilibre entre développement économique et considération non-commerciales : le cas de l'environnement. *Revue québécoise de droit international*, 30(2), 119-149.
- Marguénaud, J.-P. (2003). Droit de l'homme à l'environnement et Cour européenne des droits de l'homme. *Revue juridique de l'environnement, numéro spécial*, 15-21.
- Maurel, R. (2018). Une décision historique : l'indemnisation du dommage environnemental par la Cour internationale de justice. Note sous l'arrêt de la CIJ du 2 février 2018, certains activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua). *Revue du centre Michel de l'Hospital*, 13 (1), 51-61.
- Mayrand, H. (2018). Déconstruire et repenser les fondements du droit international de l'environnement. *Revue québécoise de droit international*, 1(1), 35-59.
- McCallion, K. F. et Sharma, H. (2000). Environmental justice without borders: The need for an international court of the environment to protect fundamental environmental rights. *George Washington Journal of International Law and Economics*, 32(3), 351-366.
- Meadows, D. H., Meadows, D. L., Randers, J. et Behrens, W.W. (1972) *The Limits to Growth*. Universe Book.
- Meakin, S. (1992). *Le sommet de la Terre de Rio : le sommaire de la Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement*. <http://publications.gc.ca/collections/Collection-R/LoPBdP/BP-f/bp317-f.pdf>
- Mickelson, K. (2015). The Stockholm Conference and the Creation of the South–North Divide in International Environmental Law and Policy. Dans S. Alam, S. Atapattu, C.G. Gonzalez et J. Razzaque (dir.), *International Environmental Law and the Global South* (p.109-129). Cambridge University Press.
- Millner, A. et Olivier, H. (2015). Beliefs, Politics, and Environment Policy. *Review of Environmental Economics and Policy*, 10(2), 226-244.
- Nanda, V. P. et Pring, G. W. (2013). *International Environmental Law and Policy for the 21st Century* (2^e éd.). Brill | Nijhoff.
- Nouzha, C. (2002). L'affaire de l'Usine MOX (Irlande c. Royaume-Uni) devant le Tribunal international du droit de la mer : quelles mesures conservatoires pour la protection de l'environnement?. *Actualité et Droit international : Revue d'analyse juridique de l'actualité internationale*. <http://www.ridi.org/adi/articles/2002/200203nou.htm>
- Olivier, M. (2018). *Chimie de l'environnement : hydrosphère, atmosphère, lithosphère, technosphère* (2^e éd.). Lab Éditions.
- Organisation des États américains (OEA). (S.d.) À propos de la CIDH. <http://www.oas.org/fr/cidh/mandato/qu-est-ce-que-cidh.asp>
- Organisation des Nations unies (ONU). (1872). Réclamations des États-Unis d'Amérique contre la Grande-Bretagne relatives à l'Alabama. *Recueil des sentences arbitrales*, 29, 125-134.

- Organisation des Nations unies (ONU). (1989). *Statut, règlement et principes du fonds d'affectation spéciale du secrétaire général devant aider les États à soumettre leurs différends à la Cour internationale de justice*. <https://www.un.org/es/iccj/pdf/fstatut.pdf>
- Organisation des Nations unies (ONU). (2014). *Objectifs du Millénaire pour le développement : rapport 2014*. https://www.un.org/fr/millenniumgoals/reports/2014/pdf/MDG_report2014_FR.pdf
- Organisation des Nations unies (ONU). (2015). *Objectifs du Millénaire pour le développement : rapport 2015*. https://www.un.org/fr/millenniumgoals/reports/2015/pdf/rapport_2015.pdf
- Organisation des Nations unies (ONU). (2019). Qu'est-ce que la coopération Sud-Sud et pourquoi est-ce important?. <https://www.un.org/development/desa/fr/news/intergovernmental-coordination/south-south-cooperation-2019.html>
- Organisation des Nations unies (ONU). (S.d.a). Droits de l'homme. <https://www.un.org/fr/sections/issues-depth/human-rights/index.html>
- Organisation des Nations unies (ONU). (S.d.b). La Déclaration universelle des droits de l'homme : fondement du droit international relatif aux droits de l'homme. <https://www.un.org/fr/sections/universal-declaration/foundation-international-human-rights-law/index.html>
- Organisation des Nations unies (ONU). (S.d.c) Les changements climatiques. <https://www.un.org/fr/sections/issues-depth/climate-change/index.html>
- Organisation mondiale du commerce (OMC). (S.d.a). Accueil. <https://www.wto.org/indexfr.htm>
- Organisation mondiale du commerce (OMC). (S.d.b). Différends 8 : États-Unis — Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes. https://www.wto.org/french/tratop_f/envir_f/edis08_f.htm
- Organisation mondiale du commerce (OMC). (S.d.c). Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends. https://www.wto.org/french/docs_f/legal_f/28-dsu_f.htm
- Organisation mondiale du commerce (OMC). (S.d.d). Textes juridiques de l'OMC. https://www.wto.org/french/docs_f/legal_f/legal_f.htm
- Organisation de la santé (OMS). (2021). COVAX : collaborer pour un accès mondial et équitable aux vaccins contre le virus de la COVID-19. <https://www.who.int/fr/initiatives/act-accelerator/covax>
- Orjollet, S. (2021, 4 février). L'État français condamné pour son inaction climatique. <https://www.ledevoir.com/monde/europe/594552/environnement-l-etat-francais-condamne-pour-son-inaction-climatique>
- Pauwelyn, J. (2005). Judicial mechanisms: Is there a need for a World Environment Court?. Dans W. B. Chambers et J. F. Green (dir.), *Reforming International Environmental Governance : From Institutional Limits to Innovative Reforms* (p.150-177). United Nations University Press.
- Pedersen, O. W. (2012) An International Environmental Court and International Legalism. *Journal of Environmental Law*, 24(3), 547-558.
- Petsonk, C. A. (1990). The Role of the United Nations Environment Program (UNEP) in the Development of International Environmental Law. *American University International Law Review*, 5(2), 351-391.
- Pring, G. et Pring, C. (2010). Increase in environmental courts and tribunals prompts new global institute. *Journal of Court Innovation*, 3(1), 11-22.

- Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE). (2011). *Vers une économie verte : pour un développement durable*. <https://www.unenvironment.org/fr/resources/rapport/vers-une-economie-verte-pour-un-developpement-durable-et-une-eradication-de-la>
- Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). (S.d.). Agenda 2030 du développement durable. <https://www.undp.org/content/undp/fr/home/2030-agenda-for-sustainable-development.html>
- Projet Gabčíkovo-Nagymaros (Hongrie/Slovaquie)*, arrêt. (1997). CIJ Recueil 1997, 7.
- Protocole additionnel à la Convention américaine relative aux droits de l'homme, traitant des droits économiques, sociaux et culturels*. (17 novembre 1988). OAS Treaty Series 69.
- Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques relatif à la Convention sur la diversité biologique*. (29 janvier 2000). 2226 RTNU 208.
- Protocole de Kyoto*. (11 décembre 1997). 2303 RTNU 162.
- Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone*. (16 septembre 1987). 1522 RTNU 3.
- Protocole relatif à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples portant création d'une cour africaine des droits de l'homme et des peuples*. (10 juin 1998).
- Pure Earth. (2019). *Pollution knows no border*. https://www.pureearth.org/wp-content/uploads/2019/01/PE_PollutionKnowsNoBordersOnline.pdf
- Radio-Canada. (2020, 11 mars). L'OMS déclare une pandémie mondiale. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1658689/epidemie-contamination-infections-maladie-quarantaine>
- Radisson, L. (2018, 8 février). La Cour internationale de justice reconnaît le droit à réparation des dommages à l'environnement. *Actu-environnement.com*. <https://www.actu-environnement.com/ae/news/prejudice-ecologique-reparation-dommages-cour-justice-internationale-costa-rica-30622.php4#:~:text=%C3%A0%20nos%20abonn%C3%A9s.-,La%20Cour%20internationale%20de%20justice%20reconna%C3%AEt%20le%20droit,des%20dommages%20%C3%A0%20l'environnement&text=Par%20une%20d%C3%A9cision%20historique%2C%20,nuisances%20de%20leurs%20alter%20ego>
- Ranjeva, R. (1994). L'environnement, la Cour internationale de Justice et la Chambre spéciale pour les questions de l'environnement. *Annuaire français de droit international*, 40, 433-441.
- Recommendations, as agreed by the working group*. (22 mai 2019). <https://globalpactenvironment.org/uploads/GPRecomFINAL.pdf>
- Règlement de la Cour internationale de justice*. <https://www.icj-cij.org/fr/reglement>
- Règlement du Tribunal (ITLOS/8)*, adopté le 28 octobre 1997 et amendé le 15 mars 2001, le 21 septembre 2001, le 17 mars 2009 et le 25 septembre 2018.
- Reid, H. (2016). Souveraineté. Dans *JuriBistro eDictionnaire*. Wilson Lafleur. <https://dictionnaireid.caij.qc.ca/recherche#q=souverainet%C3%A9&t=edictionnaire&sort=relevancy&m=search>
- Report of the United Nations Conference on Sustainable Development*, Rio de Janeiro. (20–22 juin 2012). UN Doc. A/CONF.216/16), p.10, para. 56.

- Réseau international pour les droits économiques, sociaux et culturels. (S.d.). *Case of the Indigenous Community Xákmok Kásek v. Paraguay*. <https://www.escri-net.org/caselaw/2014/case-indigenous-community-xakmok-kasek-v-paraguay>
- Réseau international pour les droits économiques, sociaux et culturels. (2019a). Activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua), Indemnisation due par la République du Nicaragua à la République du Costa Rica. <https://www.escri-net.org/fr/caselaw/2019/activites-menees-par-nicaragua-dans-region-frontaliere-costa-rica-c-nicaragua>
- Réseau international pour les droits économiques, sociaux et culturels. (2019b). Avis consultatif OC-23/17. <https://www.escri-net.org/fr/caselaw/2019/avis-consultatif-oc-2317>
- Riches, P. et Bruce, S. A. (2013). Building an International Court for the Environment: A Conceptual Blueprint. *Governance and Sustainability Issue Brief Series: Brief 7*. Center for Governance and Sustainability. University of Massachusetts Boston.
- Roberts, J. T. (2011). Multipolarity and the New World (dis)order: US Hegemonic Decline and the Fragmentation of the Global Climate Regime. *Global Environmental Change*, 21(3), 776-784.
- Roy-Lemieux, G. (2018). *Le contrôle des organisations à vocation universelle : le cas du Programme des Nations unies pour l'environnement* (Thèse de doctorat, Université Paris Nanterre, Nanterre, France). <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01923323/document>
- Sabourin, E., Grisa, C., Niederle, P., Pereira Leite, S., Mihorance, C., Ferreira, A. D., Sauer, S. et Andriguetto-Filho, J. M. (2020). Le démantèlement des politiques publiques rurales et environnementales au Brésil. *Cahier agriculture*, 29.
- Sachs, N. M. (2019). The Paris Agreement in the 2020s: Breakdown or breakup. *Ecology Law Quarterly*, 46(3), 865-910.
- Saint-Paul, F. R. (2006). *L'exécution des décisions de la Cour Internationale de Justice : faiblesses et malentendus* (Mémoire de maîtrise, Université de Montréal, Montréal, QC, Canada). <https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/bitstream/handle/1866/2358/11750462.PDF?sequence=1&isAllowed=y>
- Salmon, J. (2001). Soft Law. Dans J. Salmon (dir.), *Dictionnaire de droit international public* (p.1039). Bruylant.
- Secrétariat de la Convention-cadre des Nations unies pour les changements climatiques. (S.d.). L'Accord de Paris. <https://unfccc.int/fr/processus-et-reunions/l-accord-de-paris/l-accord-de-paris>
- Secrétariat de la Convention-cadre des Nations unies pour les changements climatiques. (2021). Le premier rapport de synthèse des NDC appelle à une plus grande ambition climatique. <https://unfccc.int/fr/news/le-premier-rapport-de-synthese-des-ndc-appelle-a-une-plus-grande-ambition-climatique>
- Shields, A. (2015, 20 avril). Il y a cinq ans, la marée noire de Deepwater Horizon. *Le Devoir.com*. <https://www.ledevoir.com/societe/environnement/437775/5-ans-apres-l-explosion-de-deepwater-horizon-des-lecons-a-tirer-rapidement-pour-le-saint-laurent>
- Shields, A. (2020, 5 novembre). Les États-Unis quittent l'Accord de Paris... pour le moment. *Le Devoir*. <https://www.ledevoir.com/monde/etats-unis/589093/les-etats-unis-quittent-l-accord-de-paris-pour-le-moment>

- Shrotria, S. K. (2015). *The Environment and Human Rights: An Analytical Study of the Role and Performance of the National Human Rights Commission of India in Addressing Environmental Issues from a Human Rights Perspective* (Thèse de doctorat, TERI University, New Delhi, India). <https://shodhganga.inflibnet.ac.in/handle/10603/139529>
- Sosa-Nunez, G. (2016). Transversal Environmental Policies. Dans G. Sosa-Nunez et E. Atkins (dir.), *Environment, Climate Change and International Relations* (p.87-98). E-International Relation Publishing.
- Statut de la CIJ*. (1945). <https://treaties.un.org/doc/Publication/CTC/uncharter-all-lang.pdf>
- Statut de la CPJI*. (1920). https://legal.un.org/avl/pdf/ha/sicj/PCIJ_Statute.pdf
- Statut de Rome de la Cour pénale internationale*. (17 juillet 1998). Nations unies, 2187 Recueil des Traités 38544, A/CONF.183/9.
- Sundholm, M. (S.d.). *PNUE : Programme des Nations unies pour l'environnement*. <https://www.un.org/youthenvoy/fr/2013/08/pnue-programme-nations-unies-lenvironnement/>
- Sustainable Development Goals Fund. (S.d.). Who we are: From MDGs to SDGs. <https://www.sdgfund.org/mdgs-sdgs>
- The Guardian News. (2019, 9 septembre). *Greta Thunberg to world leaders: "How dare you? You have stolen my dreams and my childhood"* [Vidéo en ligne]. <https://www.youtube.com/watch?v=TMrtLsQbaok>
- The Group of 77. (S.d.). About the Group of 77. <https://www.g77.org/doc/>
- Thüner, D. (2009). Soft Law. Dans A. Peters et R. Wolfrum (dir.), *Max Planck Encyclopedias of International Law*. Oxford University Press. <https://opil-ouplaw-com.ezproxy.usherbrooke.ca/view/10.1093/law:epil/9780199231690/law-9780199231690-e1469?rskey=2LJzfu&result=1&prd=MPIL>
- Tortajada, C. (2016). Nongovernmental organizations and influence on global public policy. *Asia & the Pacific Policy Studies*, 3(2), 266-274. <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1002/app5.134>
- Travaux de poldérisation à l'intérieur et à proximité du détroit de Johor (Malaisie c. Singapour), mesures conservatoires*. (8 octobre 2003). TIDM Recueil 2003, 10.
- Tribunal international du droit de la mer. (2016). *Le répertoire de jurisprudence du Tribunal international du droit de la mer : 1996-2016*. Repéré à https://www.itlos.org/fileadmin/itlos/documents/cases/Itlos_Digest.pdf
- Tribunal international du droit de la mer. (S.d.). Le tribunal. <https://www.itlos.org/fr/le-tribunal/>
- United Nations Conference on Trade and Development. (2020). *Impact of the COVID-19: Pandemic on Trade and Development*. https://unctad.org/system/files/official-document/osg2020d1_en.pdf
- United Nations Environment Programme (UNEP). (2018). *Future shape of international law to address pollution of global significance affecting the Earth's ecosystems: Consolidated report of initial consideration by expert*. https://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/26339/Future_International_Law.pdf?sequence=1&isAllowed=y
- United Nations Environment Programme (UNEP). (2019). UNEP, UN Human Rights Office sign new agreement, stepping up commitment to protect the human right to a healthy environment.

- <https://www.unenvironment.org/news-and-stories/press-release/unep-un-human-rights-office-sign-new-agreement-stepping-commitment>
- United Nations Environment Programme (UNEP). Division of Policy Development and Law. (2006). *Training Manual on International Environmental Law*.
https://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/20599/UNEP_Training_Manual_Int_Env_Law.pdf?sequence=1&isAllowed=y
- United Nations General Assembly (UNGA). (2018a). *Gaps in international environmental law and environment-related instruments: Towards a global pact for the environment*. (Report of the Secretary-General, A/73/419).
https://www.iucn.org/sites/dev/files/content/documents/global_pact_report.advance.30_november_2018.pdf
- United Nations General Assembly (UNGA). (2018b). *Towards a Global Pact for the Environment*. UN Doc A/RES/72/277. https://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/72/277
- Varella, M. D. (2005). Le rôle des organisations non-gouvernementales dans le développement du droit international de l'environnement. *Journal du Droit International (Clunet)*, 1, 41–76.
- Wallace, S. (2018). Brazil's new leader promised to exploit the Amazon – But can he?.
<https://www.nationalgeographic.com/environment/2018/10/brazil-president-jair-bolsonaro-promises-exploit-amazon-rain-forest/>
- Wendling, Z. A., Emerson, J. W., de Sherbinin, A., Esty, D. C., et al. (2020). *Environmental Performance Index 2020*. <https://epi.yale.edu/downloads/epi2020report20210112.pdf>
- WilmerHale. (2018). Stuart Bruce joins ICC business and policy leadership bodies for energy and environment. <https://www.wilmerhale.com/en/insights/news/20181126-stuart-bruce-joins-icc-business-and-policy-leadership-bodies-for-energy-and-environment>
- World Business Council for Sustainable Development [WBCSD]. (S.d.). About us.
<https://www.wbcsd.org/Overview/About-us>
- World Commission on Environment and Development. (1987). *Our Common Future*. Oxford University Press.
- World Meteorological Organization. (S.d.). Qu'est-ce que la conférence des Parties (COP) à la Convention-Cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC)?.
<https://youth.wmo.int/fr/content/quest-ce-que-la-conf%C3%A9rence-des-parties-cop-%C3%A0-la-convention-cadre-des-nations-unies-sur-les>
- World Wildlife Fund [WWF]. (S.d.). About us. <https://www.worldwildlife.org/about>